

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES

LUTTES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 101-102 JANVIER-FÉVRIER 1971

SOMMAIRE

Solidarité Internationale	1
Finances I.C.O.	2
Pologne	3
Espagne	14
Portugal	19
Italie	21
Grande-Bretagne	23
Grèves en Belgique	27
U.S.A.	30
Le capitalisme en France	38
Orientation d'I.C.O.	44
Publications	48

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Solidarité Internationale

Les procès de Burgos et de Léninegrad, la sinistre symétrie de la répression judiciaire exercée à l'Ouest comme à l'Est, ont permis à la classe dirigeante des pays prétendus « libres » de faire valoir son libéralisme. C'est la propagande qui ne coûte pas cher ! Tout régime, en tout temps et en tout lieu, devient féroce lorsqu'il se sent menacé, et si celui de France paraît plus libéral, c'est qu'il se sent plus sûr de lui.

Cela n'empêche pas la dictature de la bourgeoisie de se renforcer à l'intérieur : condamnations et emprisonnements de militants politiques, intervention brutale et massive de la police, au moindre signe de « trouble social » (grévistes, paysans, étudiants, petits commerçants, routiers, etc...). N'oublions pas que, copiant une loi américaine, le parlement français vient de voter une loi qui, sous prétexte de « lutte contre la drogue », officialise définitivement les poursuites de flagrant délit (interpellation, garde à vue prolongée, perquisitions sans mandat) et qui vise au premier chef la jeunesse révolutionnaire de mai 1968. C'est que le développement des grèves sauvages, des séquestrations de patrons et de cadres,

des luttes violentes de nombreux groupes sociaux, inquiète la classe dominante. A l'extérieur, elle ne se gêne pas pour user directement de la force armée, comme hier en Algérie ou aujourd'hui au Tchad, ou bien indirectement en vendant des armes à des régimes ouvertement fascistes (Grèce, Espagne, Brésil, Afrique du Sud, etc...). De même aux Etats-Unis, la classe dominante se sent assez forte pour laisser circuler des centaines de journaux, beaucoup plus violents que les journaux gauchistes français, tout en continuant d'accorder une certaine liberté à l'individu, tant dans le domaine des mœurs que dans le domaine juridique. Pourtant tout le monde a présent à l'esprit la violence meurtrière de la police contre les minorités révolutionnaires ou raciales (meurtre collectif des étudiants de Kent et de Jackson, entre autres...), sans parler du Vietnam et de l'extermination de populations entières...

Néanmoins, le procès de Burgos et, à moindre degré celui de Léninegrad, ont suffisamment ému « l'opinion » pour provoquer des manifestations. Dans le contexte social actuel (mécontentement diffus et généralisé), ces mani-

festations ont inquiété certains gouvernements au point qu'ils sont intervenus auprès de Franco et du Kremlin afin d'obtenir un verdict de grâce qui fasse tomber la tension. Les grèves, manifestations et actions directes en Espagne même ont probablement eu un rôle tout aussi important.

Mais il ne faut pas crier victoire. Des condamnations à quinze ans de travaux forcés (Russie) ou quatre-vingts ans de prison (Espagne) ne sauraient, sans indécence, être qualifiées de victoire ! Les arrestations continuent au pays basque ; d'autres procès sont prévus en Russie. Et même s'ils sont ajournés, on ne saurait être rassuré pour autant sur le sort des prévenus ; le cas de nombreux opposants russes (dont Esséhine, Volpiné et Gragorenko) nous instruit sur d'autres moyens que le bagne, employés pour faire disparaître les gêneurs : l'asile psychiatrique par exemple. Ceux que la classe dominante désigne comme « fous », comme « hooligans » en Russie ou en Pologne auraient-ils quelque affinité avec ceux que la bourgeoisie française traite, elle, de

« fous », « pègre », « katangais », « maoïsto-fascistes », « anarchistes », « voyous », etc...

Plus important encore que les procès de Burgos et de Leningrad sont les événements de Pologne. A première vue, ce ne semble pas être l'opinion de la presse bourgeoise et des syndicats, car, après quelques manchettes à la une et quelques larmes de crocodile, c'est aujourd'hui le black-out total. On ignore même le nombre de morts (plus de deux cents à Stettin, selon une agence de presse suédoise).

Or, dans le cas de la Pologne, il s'agit d'une véritable lutte de classe. Les ouvriers luttent pour changer leurs conditions de vie, c'est-à-dire contre la classe qui les opprime et les exploite. A une augmentation de vingt pour cent du coût de la vie, les travailleurs de Stettin ont riposté en pillant les magasins et en incendiant un commissariat de police et l'immeuble du parti communiste. La classe dominante polonaise a envoyé les chars pour les « calmer ». Ce n'est pas la première fois (ni la dernière sans doute). Rappelons « l'octobre

(suite page 47)

FINANCES D'I.C.O.

(dernier compte publié dans le numéro spécial ronéoté 95-96 juillet-août 1970)

Recettes (1)		Dépenses	
en caisse au 1-7-70	2.184 77	local (juillet-août) et n° 94	2.648 37
juillet 1970	1.600 30	poste	44 92
août 1970	1.037 00	T. V. A. et local (sept-oct)	585 00
septembre 1970	1.360 20	poste et n° 97-98	2.454 49
octobre 1970	1.786 42	local (nov. et déc.), poste	405 92
novembre 1970	1.564 50	n° 99-100 et supplément	5.740 08
décembre 1970	2.705 30		
Total..	12.238 49	Total	11.878 78
	disponible au 1er janvier 1971		359 71 (2)

(1) Dans les recettes ne figurent que les recettes ordinaires, c'est-à-dire principalement les contributions régulières des camarades (comme convenu, nous accusons réception de l'envoi exceptionnel d'un camarade du Sud-Est) le produit de la vente des brochures et les abonnements.

(2) Au cours des 6 derniers mois, la moyenne des rentrées a été de 1.600 F par mois. La révision du fichier devrait permettre une réduction du tirage. D'autre part la diffusion des brochures et le tirage de nouveaux textes devrait assurer des rentrées plus importantes. Nous pourrions tenir ainsi un équilibre financier et accroître la diffusion seulement en fonction des rentrées.

Nous rappelons à tous les camarades que certains d'entre nous se sont engagés à verser une contribution régulière pour permettre une parution régulière mini-

mum. Ceux qui le désirent peuvent s'y associer, même si cette participation est modeste ; l'essentiel est qu'elle soit régulière.

**

A la fin de l'année 1970, une lettre circulaire a été adressée à toutes les adresses figurant dans le fichier. Nous avons pu ainsi réduire les envois groupés et nous avons systématiquement supprimé les envois à ceux qui, recevant I.C.O. depuis plusieurs mois ou années n'avaient pas donné signe d'intérêt par un paiement ou une réponse. Il est possible qu'au cours de ce travail il y ait des erreurs. On n'a pas de permanents et il est inévitable que ça cafouille parfois, d'autant plus qu'on essaie de parvenir à un travail collectif.

POLOGNE

Une grève sauvage générale

Comme dans les explosions passées de la lutte de classe dans les pays capitalistes d'Etat (branche orientale du capitalisme), les travailleurs polonais viennent de marquer les limites du pouvoir de la classe dominante (que ce soit l'ancienne classe du parti — dirigeants politiques — ou les nouvelles classes de technocrates — dirigeants de l'économie).

Après Pilsen (1er juin 1953), Berlin et Allemagne de l'Est (17 juin 1953), Poznan (28 juin 1956), Hongrie (24 octobre 1956), on retrouve cette fois la grève générale à l'échelle de toute la Pologne, grève qui se transforme rapidement dans le Nord sur la côte de la Baltique (principalement à Gdansk et Szczecin) dans la semaine du 14 décembre, en une attaque contre les structures mêmes du capitalisme d'Etat. Là, les travailleurs sortent des usines occupées pour se lancer à l'assaut et à la destruction des immeubles du parti et de la police, organes du pouvoir de décision et de répression, au pillage des magasins pour récupérer la marchandise volée aux producteurs. Il semble même que dans les deux cités

ci-dessus, pendant une brève période, le pouvoir ait réellement changé de mains et que des comités ouvriers aient contrôlé totalement les villes, menant des pourparlers directs avec le pouvoir d'Etat.

C'est tout ce que nous pouvons dire. Il faudra attendre plus pour avoir des récits directs témoignant de l'organisation de la lutte, des tentatives de coordination avec d'autres usines, d'autres villes, du processus concret par lequel la lutte est passée du plan revendicatif au plan politique. Comme toujours, c'est sur ce point qu'on en sait le moins. L'utilisation des luttes par les clans rivaux de la classe dominante forment l'essentiel des informations de presse : la classe capitaliste occidentale est autant intéressée au maintien de l'ordre capitaliste en Pologne que le capitalisme d'Etat russe qui domine directement ce pays comme une semi-colonie. Cet intérêt est économique (et politique par conséquent), en raison des liens économiques de plus en plus étroits entre le capitalisme occidental et le capitalisme oriental.

LES FAITS :

D'après ce qui est paru dans la presse allemande, anglaise et française. Nous espérons en savoir plus avec le temps ; le réseau de camarades que forme I.C.O. pourrait trouver ici à s'employer pour la commu-

nication de tout ce qui pourra être dit ou écrit sur cette lutte ouvrière que nous considérons comme particulièrement importante.

Une économie qui ne peut même plus donner le strict nécessaire :

On parle plus loin de la stagnation de l'économie dans tous les pays capitalistes d'Etat (1) et de leur impossibilité de passer au niveau des sociétés industrielles modernes (sociétés de consommation), étant donné le cadre étroit de leur économie fermée et de leur système politique totalitaire. Pour la Pologne, l'accumulation des contradictions, l'échec des réformes et des manipulations économiques diverses, l'obligation (appuyée par une occupation militaire) de maintenir des rapports plus ou moins coloniaux avec la Russie, contraignent la classe dominante à détruire rapidement son visage « libéral » (l'équipe GOMULKA) par des mesures draconiennes qui, comme toujours, touchent immédiatement et totalement les travailleurs.

QUELLE EST LA CONDITION OUVRIERE EN POLOGNE DANS LE COURANT DE L'ANNEE 1970 ?

« Après plusieurs réformes économiques plus ou moins avortées, après plusieurs et récentes hausses des prix, alors que les salaires restaient bloqués, après la détérioration constante du ravitaillement, la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs devenait préoccupante. Le salaire, même celui des catégories privilégiées, comme les mineurs et les dockers, ne suffisait plus à assurer un niveau de vie décent.

« La pratique du second emploi est très répandue en Pologne. Cette source de revenus occultes permet à la plupart des travailleurs de joindre les deux bouts. C'est pourquoi quand on s'étonne que l'ouvrier qui gagne 1.700 zlotys par mois (1) en dépense le double, on feint d'ignorer l'existence des travaux d'appoint échappant à tout contrôle et à tout impôt, et permettant tant bien que mal, à l'ouvrier d'entretenir sa famille. »

(LE MONDE DIPLOMATIQUE - 2-1-71 - Victor FAY)

A cela, il faut ajouter, au cours de cette année 1970, une pénurie d'articles de première nécessité, principalement alimentaires et un ravitaillement de plus en plus difficile. Cette situation, c'est celle d'une économie de guerre, c'est celle également importante du prolétariat dans le capitalisme d'il y a un demi siècle (à rapprocher de la pratique du double travail en Espagne, Grèce, etc...).

(1) Stagnation que l'on retrouve dans la branche occidentale du capitalisme, sous d'autres formes, mais avec un développement identique des luttes.

(2) Environ 400 F.

Tout capitalisme ne peut se survivre qu'en accroissant l'exploitation et l'aliénation :

Des prix qui montent, des salaires qui diminuent pour un même rendement, avec des taux de base modifiés, tous les travailleurs exploités par le capitalisme vivent cela chaque jour. C'est l'objet essentiel de leur lutte et c'est cette lutte économique qui fondamentalement bloque tout le système, lève et accuse ses contradictions.

Le but du capital, qu'il soit privé à l'Ouest ou d'Etat à l'Est et en Chine, est partout le même. Par des manipulations sur les prix et sur les salaires, ce but est de réduire le prix de la force de travail au minimum et d'obliger les travailleurs à accroître pour le même prix, non seulement la production globale, mais aussi la part prélevée par la classe dominante pour sa propre survie, c'est-à-dire celle de l'économie capitaliste pour le maintien de leurs privilèges de classe. D'une manière ou d'une autre, si les travailleurs veulent garder le même niveau de vie, ils sont contraints d'accroître ou bien leur productivité ou bien leur temps de travail, ou bien les deux à la fois.

Partout, à l'Est comme à l'Ouest, la lutte du travail contre le capital est la même. L'ampleur de la crise économique en Pologne (et dans les pays de l'Est) peut se mesurer, dans les événements qui viennent de se dérouler, au fait que les dirigeants se trouvent contraints de tenter d'imposer brutalement un accroissement important de la plus value en agissant à la fois sur les salaires et sur les prix. On peut aussi mesurer dans ces événements l'invraisemblable connerie de la bureaucratie impuissante — objectivement et subjectivement — à éviter l'affrontement mortel pour sa simple survie.

SUR LES SALAIRES :

A la fin de l'année 1970, tout un système de révision des salaires devait être mis en place. Ces faits sont fréquents dans les pays de l'Est, puisque la plupart des insurrections ouvrières, rappelées au début de cet article, notamment à Berlin Est ou en Hongrie, eurent pour origine un relèvement brutal des normes de travail. En Pologne, il avait été prévu d'appliquer à partir du 1er janvier un système nouveau dit de « stimulants économiques », qui revenait à exiger des travailleurs un accroissement des cadences et une limitation des heures supplémentaires. Ces révisions devaient toucher la totalité des entreprises, notamment du secteur d'Etat. Il semble, d'après certaines informations que ce système ait été appliqué par anticipation, aux chantiers na-

vals de Gdansk et de Gdynia. Les salaires des chantiers étaient, semble-t-il, plus élevés : 3.041 zlotys en moyenne contre 2.384 dans le reste du secteur d'Etat, soit une augmentation moyenne de 22,8 % en 5 ans, au lieu de 17,6 % (on peut se faire une idée de ces salaires en se référant au salaire minimum porté, après les grèves, de 850 zlotys à 1.000 — 850 zlotys correspondant à 200 F) (1). D'après certaines sources, le retard dans la livraison de navires destinés à la Russie (sans doute à cause de la résistance passive des ouvriers) auraient entraîné des pénalisations pour l'entreprise (comme pour toute entreprise capitaliste), pénalisations répercutées sur les travailleurs en faisant sauter des primes et en rognant sur les temps.

SUR LES PRIX :

Le texte cité ci-dessus parle de plusieurs et récentes hausses des prix, plus ou moins officieuses, dans le courant de l'année 1970 (2). Les hausses annoncées par le comité central du parti, le 11-12-70, surprennent par leur taux élevé et leur ampleur, car elles s'appliquent à la quasi totalité des produits alimentaires de première nécessité. De plus, ces hausses s'ajoutent aux hausses antérieures : 8 % pour le lait - 10 % pour le charbon - 12 % pour le pain - 14 % pour le sucre et les tissus - 16 % pour la farine - 24 % pour les chaussures - 33 % pour le saindoux - 28 à 68 % pour les matériaux de construction...

(LE MONDE - 12-1-71)

Non seulement ces hausses renforcent la pénurie ; il est bien évident que sur le marché libre parallèle, les prix, déjà hors de portée de la plupart des bourses, augmentent en proportion. Si l'on sait qu'avant ces hausses le salaire moyen était déjà insuffisant pour satisfaire les besoins les plus immédiats, on comprend l'ampleur de l'explosion des travailleurs dans toute la Pologne (la proximité de Noël dans un pays catholique a pu jouer, mais de telles mesures déclencheraient des explosions identiques en tout temps et en tous lieux). Comme contrepoint dérisoire, outre une légère augmentation des allocations familiales, le gouvernement annonce en même temps une baisse sur les produits électro-ménagers (téléviseurs, magnétophones, machines à laver, frigos, etc...) ; dans certaines manifestations, des pancartes crieront : « mangez des réfrigérateurs ! ».

L'ATTAQUE OUVRIERE A GDANSK : DE LA GREVE A L'OCCUPATION DE LA VILLE

« Les affrontements du littoral ont été précédés et suivis de nombreuses grèves dans d'autres centres industriels : à Varsovie, Lodz, Vroclav, Kattovice... »

(LE MONDE DIPLOMATIQUE - 2-1-71)

Il semble que tout au long de 1970, des luttes aient mis aux prises travailleurs ou dirigeants sous des formes diverses plus ou moins souterraines (comme la faible productivité ou la non-coopération, équivalents

d'une grève perlée ou d'une grève du zèle permanente) ; cette forme de lutte est classique dans les pays totalitaires parce que limitant les possibilités de répression (voir note précédente au sujet des chantiers navals) on peut se demander si les réformes du système des salaires sous le titre de « stimulants économiques » mises en œuvre à la fin de 1970, n'avaient pas précisément pour but de briser cette forme de grèves qui entraînaient sérieusement la réalisation des plans de pro-

(1) D'autres sources indiquent que les salaires des chantiers navals étaient inférieurs à ceux des marins et des dockers ; de plus le brassage des ports (marins et voyageurs) donnait des contacts et des éléments de comparaison avec les salaires de l'Ouest notamment d'Allemagne ou de Suède.

(2) L'hebdomadaire *Zycie Gospodarcze* dénonce les augmentations de prix « camouflées » qui étaient opérées depuis plusieurs années. « Les hausses de prix annoncées officiellement étaient rares, écrit le journal. En revanche, il était fréquent que les produits à meilleur marché fussent remplacés par des produits soi-disant nouveaux et dont les prix avaient été tout simplement relevés. Nous assistions donc, depuis un certain temps, à une constante hausse plus ou moins camouflée des prix de nombreux articles de consommation. »

duction. Toujours est-il que ces luttes semblent avoir pris à la fin de 1970, des formes plus ouvertes, depuis les pétitions jusqu'à la grève. Et cela à la dimension de toute la Pologne. Il est évident aussi que les dirigeants firent tout pour endiguer cette vague, par un travail d'explication à la base, partis et syndicats assumant leur rôle de convaincre les travailleurs d'accepter les décisions prises au sommet.

Il est évident également que les meetings d'explication furent souvent « difficiles », c'est-à-dire que les bureaucrates furent sérieusement pris à partie. Mais on n'en fait guère plus.

Ce qui est certain, par contre, c'est que dans la semaine du 7 au 11-12-70, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk sont en grève pour le maintien des primes et des heures supplémentaires. Un dirigeant local, secrétaire du parti et membre du bureau politique, KOCIOLEK, s'adresse aux ouvriers pour tenter de leur faire accepter les décisions des dirigeants : sa voix est couverte par les cris des ouvriers. Ceci se passe quelques jours avant la publication du décret du 13-12-70 sur les hausses de prix. Tous les dirigeants sont donc au courant de la réaction ouvrière à leur première attaque sur les salaires, et c'est bien en connaissance de cause qu'ils annoncent les mesures explosives touchant les prix (ils se sentent forts de leur pouvoir répressif et de l'appui russe éventuel).

AUSSITOT A GDANSK, les événements se précipitent, comme d'ailleurs dans toute la Pologne, car il est évident que cette mesure immédiatement appliquée (veille de Noël ou pas), va forcer beaucoup de travailleurs à restreindre leurs achats. C'est semble-t-il, d'ailleurs, le but recherché par les dirigeants qui craignent de se trouver devant une pénurie encore plus grande des produits alimentaires. Les dirigeants sont d'ailleurs bien décidés à briser l'attaque ouvrière déjà commencée, car dès les premières manifestations du 14-12, l'ordre est donné de tirer à vue sur les manifestants : comme toujours, la sanction de leur incapacité et des crises de leur société, c'est la répression sanglante des travailleurs qui, au départ, ne défendent que leur vie quotidienne.

A Gdansk même, il semble que les grévistes des chantiers navals aient été attaqués par la police dans les chantiers mêmes, ou aux abords de ceux-ci, et que les ouvriers et les dockers du port soient alors descendus dans le quartier populaire du port ; alors d'autres manifestants se joignirent à eux : des femmes, des étudiants, des jeunes. Les ouvriers sont déjà armés de tuyaux de plomb et de chaînes de vélos, ils portent des casques des chantiers et disposent de hauts parleurs ; les journaux parlent de 5 à 600 manifestants, mais il est vraisemblable qu'ils étaient plus nombreux (1).

Les bagarres continuent dans ce quartier et déjà des magasins sont attaqués. Mais dans une manifestation qui commence en protestation contre des décisions du pouvoir touchant le niveau de vie salaires et prix, où aller sinon dans le centre de la ville, là où se trouve le siège des organes du pouvoir. Ainsi spontanément, une grève avec occupation, limitée à des objectifs purement économiques, prend par le cours normal de son évolution et par l'attitude du pouvoir qui entend réprimer et non discuter, un cours politique de plus en plus précis. Qui a provoqué la manifestation ? Comment

s'est-elle organisée ? Comment s'est fait le passage naturel de la grève vers l'attaque du siège du parti ? On n'en sait rien, mais on peut s'en faire une idée d'après ce qui s'est passé dans des insurrections analogues dans les pays de l'Est (2).

Ce lundi 14-12, tous les manifestants se dirigent vers le centre (plus de 3.000 - voir note précédente sur les chiffres) en chantant l'Internationale, arrêtant les tramways, commençant à piller les magasins et les dépôts de vivres ; les commissariats sont attaqués, le siège du parti, la gare centrale sont pillés et incendiés ainsi que les kiosques à journaux et les librairies.

On a des détails sur l'attaque du siège du parti à Gdansk, gardé par 20 policiers et milice populaire du parti ; ceux-ci tirent ; une grêle de projectiles s'abat sur eux ; ils hissent le drapeau blanc, sortent les mains en l'air (on ne dit pas ce que les manifestants font d'eux, mais officiellement on annoncera des victimes parmi les fonctionnaires de l'Etat), l'immeuble est envahi, pillé, incendié ; les pompiers qui viennent pour éteindre l'incendie sont attaqués par d'autres groupes, et les lances à incendie utilisées pour protéger les immeubles voisins du siège du parti, dont une église. Cette attaque contre le siège de l'autorité centrale prend tout son sens avec l'incendie des kiosques à journaux et des librairies de presse qui remplissent les mêmes fonctions de propagande et de répression.

Le pillage ne fut pas un acte isolé, comme les bureaucrates ont pu le prétendre : le fait d'éléments incontrôlés qui se seraient mêlés aux manifestants. Au contraire, il fut systématique, et de nombreux récits parlent surtout des femmes et des jeunes gens, c'est-à-dire de ceux qui sont particulièrement frustrés par les privations de toutes sortes. Ce furent particulièrement les magasins d'alimentation, d'habillement, et les dépôts alimentaires qui furent mis à sac, mais radio Gdansk a donné le 16-12-70 des précisions sur cette récupération des marchandises par tous moyens, qui était une occasion inespérée de pallier à la pénurie, une réplique magistrale aux restrictions supplémentaires que les autorités prétendaient imposer par la hausse des prix : les femmes sortaient avec des manteaux enfilés les uns sur les autres, avec des piles de linge ; un article parle aussi des oranges dont s'emparaient les jeunes, luxe dont beaucoup étaient sans doute privés.

L'attaque des commissariats semble s'inscrire à la fois dans l'attaque contre le siège du pouvoir, mais également dans une stratégie qui conduit à détruire les points où se sont repliés les forces de répression et d'où elles peuvent repartir. La ville de Gdansk paraît avoir été aux mains des ouvriers plusieurs jours, dans la semaine du 14-12. L'incendie de la gare peut aussi être intégré dans cette tactique contre la venue de renforts de l'armée. L'incendie d'un navire russe dans le port peut s'expliquer non seulement par le sentiment anti-russe (population venue des territoires polonais occupés par les russes), mais par les faits cités plus haut sur le retard dans l'exécution des travaux pour la Russie, à l'origine de l'attaque sur les salaires. On retrouvera à Szczecin la menace de mettre à la mer les bateaux en construction.

C'est le mardi 15 que des éléments blindés et des troupes entrent dans la ville pour reprendre le pouvoir et que des combats de rues s'y déroulent dans la semaine à partir du mercredi 16. On possède peu de précisions sur ces luttes mais seulement des faits isolés que l'on peut énumérer sans pouvoir indiquer tout le contexte :

(2) Voir en annexe le récit de l'insurrection de Poznan, le 28 juin 1956.

(1) Les 3 villes Gdansk (366.000 habitants), Gdynia (150.000) - ports et chantiers navals - et Sopot - station balnéaire - forment une seule agglomération sur la côte de la Baltique. Les chiffres paraissent donc bien minimes à la fois par rapport à la population et à l'ampleur des manifestations et des attaques.

— La milice du parti (M.O., milice des citoyens) n'a que peu d'effectifs et n'est pas organisée pour la répression des émeutes ; elle dispose de réservistes volontaires (ORMO, milice ouvrière) composés de militants du parti, mais il semble qu'ils n'aient pu être mobilisés à Gdansk étant donné la rapidité avec laquelle l'insurrection s'est propagée. La répression semble avoir été le fait des forces spéciales KBW (forces intérieures de sécurité), corps analogue aux C.R.S. et disposant d'éléments blindés ; ce sont eux qui tireront et chargeront la foule.

— Il est difficile de préciser quelle fut l'intervention de l'armée. Des soldats auraient refusé de tirer sur les manifestants ; ils auraient tiré en l'air ; il y aurait eu des tentatives de fraternisation et beaucoup d'articles ont insisté sur la « mollesse » de l'intervention de l'armée dans la répression.

— Les femmes et les enfants s'assoient dans les rues pour empêcher la progression des chars : des manifestants seront écrasés.

— Dans les luttes, les jeunes sont au premier rang.

— Il semble y avoir eu des groupes de combat dont l'action fut coordonnée ; les attaques et les incendies semblent venir d'un plan concerté.

A la fin de la semaine du 14-12, les chars ont fini par occuper toute la ville (on parle d'un char tous les 50 m.) et les ouvriers se sont repliés dans les chantiers. Il apparaît certain qu'un comité de grève a été constitué dans le début du conflit et que ce comité a pris en mains la coordination de la lutte. La répression dans la rue n'empêcha pas la grève de se poursuivre sous l'autorité de ce comité. Son pouvoir était tel que c'est avec lui que les dirigeants de Varsovie négocient la reprise du travail contre le retrait des troupes.

Le travail reprend à Gdansk le mardi 22-12-70 ; après que les troupes et les chars qui avaient fait retraite dans la banlieue de la ville se soient définitivement retirés. On cite le chiffre de 300 morts rien que pour la ville de Gdansk. Le centre de la ville est entièrement ravagé, plus de 50 magasins ont été pillés. Des navires de guerre russe seraient entrés dans la rade.

..

A GDYNIA, port tout proche de Gdansk, les faits se déroulent à peu près de la même façon. Un journaliste danois décrit dans ces termes une situation assez confuse.

« A une extrémité de la ville, on se bat à coups de feu ; à une autre, la vie se poursuit normalement, avec des cris « gestapo » contre les chars qui passent. Ailleurs, on discute avec les équipages des chars... »

Là aussi la gare et le siège du parti sont en flammes ; aux chantiers navals Commune de Paris, évacués le 19-12-70, semble-t-il par la force, le travail ne reprend que le 22-12-70.

..

A SZCZECIN (300.000 habitants), les mêmes manifestations et la même insurrection est décalée par rapport à ce qui se passe à Gdansk (extension volontaire, c'est-à-dire par des contacts directs, ou explosion de solidarité, ou même effet des mêmes causes, on ne sait). Là aussi la grève part des chantiers navals et s'étend à la sidérurgie. Il semble que les ouvriers aient attaqué les chars qui investissent les chantiers et en aient incendié 4 avec des cocktails molotov ; ceci se passe le jeudi 17. Les manifestants gagnent le centre de la ville en criant : « nous sommes des travailleurs et non des

voyous », « nous voulons des salaires plus élevés et le droit de nous exprimer » ; là également le siège du parti, les immeubles officiels, sont incendiés, y compris la villa particulière du premier secrétaire du parti, les grands magasins piés et incendiés. Le grève est générale, il n'y a pas d'électricité, pas de transports. La place centrale est noire de monde lorsque les blindés font irruption et ouvrent le feu. Le samedi 19, les transports fonctionnent de nouveau, mais dans les usines occupées, c'est la grève. Le jeudi 24-12, l'armée évacue le port où le travail reprend.

Il semble, d'après des informations transmises par une agence yougoslave, que les choses se soient passées différemment à Szczecin ; l'armée ne serait pas intervenue radicalement ; la ville aurait été occupée dans les conditions ci-dessus exposées le 17-12 et un comité de grève aurait pris en mains tout le pouvoir de la ville, toutes les compétences des organes du parti et de la municipalité ; une milice ouvrière munie de brassards aurait été constituée, notamment pour empêcher les destructions de machines dans les usines. Ce comité paraît s'opposer à l'action de sabotage des ouvriers : était-il l'émanation de la base ou déjà une solution « intermédiaire » de certains militants syndicaux ou du parti ? Ce qui paraît sûr, c'est qu'il agit avec les « autorités centrales » comme organe représentatif des ouvriers en grève.

Une exigence du comité de grève était que les troupes évacuent la ville ; les chars se seraient retirés dans la journée du dimanche 20-12 alors que la grève durait encore ; une des armes que les travailleurs occupant les chantiers (10.000) menaçaient d'utiliser, était de lancer à la mer les navires en cours de construction. Le ravitaillement des ouvriers était très bien organisé par des restaurants de la ville. Il semble que les autorités centrales aient discuté directement avec le comité de grève et que le travail n'ait repris que lorsque les ouvriers eurent satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications ; tout ce que l'on sait concerne seulement l'évacuation du port par la troupe et l'attribution d'une prime spéciale de 450 zlotys pour Noël.

..

Dans tout le reste de la Pologne, des grèves, des manifestations, se déroulèrent au cours de cette semaine du 13 au 20-12-70 ; on ne peut, d'après les journaux, que reconstituer des faits isolés, mais sur une carte de Pologne, c'est tout le territoire et uniquement les zones industrielles qui se trouvent couverts :

— A Slupsk (125 km à l'ouest de Gdansk, sur la côte Balte), des manifestants, jeunes, parcourent les rues en criant : « nous voulons à manger » ; ceci déclenche la répression la plus brutale.

— A Koszalin, toujours sur la côte Balte, les policiers frappent systématiquement et brutalement tous ceux qui sont dans la rue (témoignage d'un danois).

— A Elblag (40 km de la frontière russe, au nord - 100.000 habitants), les magasins sont pillés et détruits.

— A Poznan, les mêmes ateliers d'où était partie l'insurrection de juin 1956, sont en grève.

— A Varsovie et dans la région, des usines sont touchées par la grève ; même à l'imprimerie Dom Slowa qui imprime Tribuna Ludu (organe du parti) les ouvriers sont en grève perlée ; une bombe explose dans la cour de l'ambassade Russe.

— Des grèves, des rassemblements, sont signalés dans tout le bassin minier de Katowice, à Cracovie, à Wroclaw, Rodom et Lublin. Pour éviter des incidents, le centre de nombreuses villes est complètement isolé par la police et la troupe.

Pendant tout ce temps, des mouvements de troupes russes sont signalés aux diverses frontières, et les deux

divisions russes en Pologne (28.000 hommes et 780 chars) sont en état d'alerte.

Les classes dirigeantes polonaise et russe à la fois envisagent et redoutent une extension des insurrections qui les placerait dans la nécessité d'une intervention dans le genre de celle de Hongrie en 1956 ; ceci explique la répression sauvage et brutale des ports de la Baltique et l'intervention temporisatrice de Gierek dans toute la zone industrielle du sud, où des concessions importantes de salaires sont faites dès les premières manifestations dans le bassin minier. Sans doute les insurrections ne se sont pas étendues, mais la répression n'a pas mis fin à la grève générale. Bien mieux, les autorités sont contraintes de discuter directement

avec les organismes issus de la grève, sans passer par les intermédiaires habituels du syndicat et du parti. La bureaucratie découvre une fois de plus que les armes ne règlent rien et que la résistance passive — occupation sans travail ou grève perlée — ne peut être brisée par la force et qu'il lui faut composer.

Dans les villes où l'armée est intervenue, la reprise du travail est conditionnée au retrait préalable de l'armée. Lorsque cette condition est satisfaite, le gouvernement doit céder sur les salaires et sur les prix.

Mais, la répression sanglante, les concessions économiques et les cuisines politiques illusoire, n'empêchent pas les travailleurs de continuer à affirmer leur pouvoir.

UNE VICTOIRE OUVRIERE LIMITEE MAIS ESSENTIELLE

Le prix de cette victoire, personne ne le connaît : on parle de 1.000 morts. Et combien d'arrestations ?

Mais la réalité de cette victoire, on ne peut en douter : les remaniements politiques accompagnant les concessions sur les salaires et les prix, la course des dirigeants vers tous les pays de la branche orientale du capitalisme pour avoir un coup de main (la solidarité de la classe dominante), la lutte qui continue dans les usines et tente d'imposer des décisions, la reconnaissance implicite par les dirigeants du pouvoir de la base par leurs tentatives de créer des organismes bidon de gestion baptisés une fois de plus « conseils ouvriers ».

Victoire limitée parce que la lutte ne s'est pas étendue à d'autres pays du bloc de l'Est ou de l'Ouest, mais il est capital que cette lutte ait gardé de bout en bout son caractère de lutte ouvrière, de lutte d'une classe contre la domination capitaliste. Une intervention russe aurait sans aucun doute développé des tendances nationalistes à travers l'action d'autres classes (paysans, commerçants, petite bourgeoisie...). Cela explique le silence de la presse bourgeoise, ou des partis communistes, trotskystes ou maoïstes, fondamentalement identiques quand au sens qu'ils donnent à une insurrection ouvrière contre le pouvoir d'Etat et la domination du capital.

On peut dresser la liste des interventions et des concessions d'une classe aux abois :

1) LES REMANIEMENTS DANS L'EQUIPE POLITIQUE DIRIGEANTE

On touche ici à la fois les tentatives d'atteindre un choc psychologique (de ce côté, cela paraît bien illusoire) et l'exploitation des difficultés par les différents clans bureaucratiques dans les limites bien sûr de leur action contre l'ennemi commun : les travailleurs. Pas besoin de s'étendre sur ce chapitre, la presse capitaliste (privé ou d'Etat, existant ou en puissance) y consacre — et c'est normal — l'essentiel de ses commentaires.

2) LE RETRAIT DE L'ATTAQUE SUR LE NIVEAU DE VIE OUVRIER

Ce retrait fut d'abord localisé, pour faire tomber la tension dans les secteurs les plus actifs (Gdansk, Szczecin, région industrielle du Sud, etc...). Puis il fut général. Le système des « stimulants économiques » doit être assoupli et simplifié.

Dans 100 entreprises pilotes de Pologne ont lieu des réunions pour décider de la répartition d'une somme de 1 milliard 1/2 de zlotys par mois (230 F), et les salaires sont augmentés en dessous de 2.000 zlotys. Les allocations familiales sont augmentées de 10 à 20 %. 5 mil-

lions d'ouvriers seraient ainsi augmentés dès le 31 décembre 70. Il semble que des aménagements aient lieu en ce qui concerne les prix et que des débloquages importants de denrées aient été faits pour que les magasins soient approvisionnés plus largement.

On annonce d'autre part une modification du plan économique pour 1971, ce qui se comprend aisément.

3) LA SOLIDARITE DES BUREAUCRATIES DE LA BRANCHE ORIENTALE DU CAPITALISME

Evidemment, si l'on doit élargir la consommation tant soit peu, et si l'on ne peut pomper ce surplus sur les travailleurs eux-mêmes, il faut bien trouver des produits ailleurs, pour se sortir du pétrin. D'où le périple de Gierek en Russie (fin décembre) pour assouplir le système colonial (tout comme un pays de l'Ouest en difficultés va aux U.S.A.), et dans les différents pays du bloc oriental.

La Russie va fournir rapidement à la Pologne de grandes quantités de matières premières pour l'industrie et 2 millions de tonnes de blé... La grand patron cède devant la révolte ouvrière...

Ensuite, les dirigeants polonais poursuivent la collecte : Berlin-Est, Prague, Belgrade. Il faudra aussi voir attentivement le soutien que l'Ouest apportera, directement ou indirectement, pour la survie de la classe sœur au pouvoir.

4) LA RECHERCHE DU SOUTIEN DES AUTRES CLASSES QUE LES TRAVAILLEURS

« Le gouvernement va fournir une aide au secteur privé » (A.F.P.), c'est-à-dire aux paysans, artisans, commerçants et petites entreprises industrielles.

Les paysans « privés » sont nombreux en Pologne. Sur 32 millions d'habitants, il y a dix millions de paysans qui dirigent 3 millions et demi de petites exploitations (82 % du total des paysans).

La petite bourgeoisie (artisans, industriels, commerçants) — traditionnelle du secteur privé — compte 500.000 entreprises.

C'est à ces classes que le pouvoir bureaucratique fournit une aide importante (27 milliards de zlotys, alors que le crédit total destiné aux ouvriers est de 7 milliards de zlotys) : le but, accroître la productivité de ces entreprises dans la production.

Cette politique — nécessaire pour augmenter la quantité de biens de consommation — renforce le pouvoir de ces classes. La bureaucratie peut ainsi espérer avoir des alliés dans sa lutte contre les travailleurs, des alliés qui l'aideront économiquement et politiquement.

Les avances de l'Eglise sont du même domaine. Les déclarations du cardinal Wyszynski à Varsovie, sont à

coup sûr des éléments d'un marchandage dans des concessions renforçant le pouvoir du catholicisme (notamment pouvoir temporel des organismes de charité, c'est-à-dire d'encadrement des défavorisés) contre un soutien plus actif du régime.

5) LA TENTATIVE D'INSTALLER DES ORGANISMES BIDON DE GESTION

C'est finalement le plus bel aveu des dirigeants de leur impuissance devant le pouvoir ouvrier. Et la reconnaissance implicite d'organismes de base.

Cette récupération du mouvement se fait par deux voies : la réforme syndicale et la résurrection des conseils ouvriers ordonnée par le haut.

Pour les syndicats, on ne peut que citer ce texte de Polityka mis en avant par le Monde (17-1-71)

La pression de la classe ouvrière est, en tout cas, suffisamment forte pour exiger un réel changement des méthodes de travail des syndicats. L'hebdomadaire « Polityka » reconnaît samedi, dans une enquête menée dans une grande usine de tracteurs de la banlieue de Varsovie, qu'il y avait dans l'action des syndicats « trop de goût pour les solutions de facilité, trop d'engourdissement et d'indifférence à l'égard des problèmes des travailleurs ». Les propos des ouvriers rapportés par le journal sont édifiants : « Les investissements pour les besoins de l'homme sont toujours au second rang ; au premier, il y a la production et le plan. Telle est l'opinion qui s'exprime dans de nombreuses conversations ». Mme Wanda Falkowska, qui menait l'enquête, a posé à plusieurs responsables la question suivante :

« Les syndicats doivent-ils aider à réaliser le plan de production ou se soucier de l'ouvrier ? ». La première personne interrogée répond selon la bonne tradition qu'en régime socialiste il n'y a pas de contradiction entre ces deux objectifs. Polityka commente : « Théoriquement, il n'y en a pas, pratiquement il y en a. On peut en trouver des exemples à chaque pas ». Un ingénieur déclare : « Les syndicats doivent toujours défendre énergiquement les intérêts des travailleurs ; en ce qui concerne la production et son développement, que d'autres s'en soucient ».

LA LUTTE ORGANISEE QUI SE POURSUIT

« Le changement des dirigeants a mis fin aux troubles sanglants mais n'a pas arrêté le mouvement de contestation. On a même l'impression que les ouvriers commencent à ordonner leurs revendications... »

(Le Monde 14-1-71)

Le 5 janvier, 3.000 ouvriers des chantiers navals de Gdansk sont en grève pour exiger la libération de 180 de leurs arrêtés. Et ils présentent d'autres revendications.

Ils réclament la publication de la liste complète de leurs camarades morts pendant les émeutes, cependant que les familles demandent l'autorisation d'organiser des obsèques. Les ouvriers exigent que toute la lumière soit immédiatement faite sur ce qui s'est passé en décembre et que les responsables de la répression sanglante soient désignés et punis. Les dirigeants assurent que tout sera dit lors du huitième plénum du comité central qui devrait avoir lieu le

Nous savons que ce texte est incomplet et contient des erreurs. Nous envisageons une étude distincte plus approfondie. Nous demandons aux camarades de nous aider :

- par l'apport de précisions (on cherche un traducteur de journaux suédois en français ou anglais à la rigueur) ;
- par la discussion des idées exposées dans ces pages.

L'intervention dans la discussion du président du conseil de fabrique illustre d'une manière significative la situation qui existait jusqu'à présent : « Il arrivait que l'on nous parlât ainsi : vous devez exécuter sans discussion ; nous pouvons seulement parler de la façon de réaliser les directives. De tels discours décourageaient les gens ».

Autrement dit, les syndicats devraient fonctionner « à l'occidentale » pour huiler les rouages du régime (ce qui est d'ailleurs, significatif à la fois du niveau de développement actuel de l'entreprise dans la branche orientale du capitalisme).

Mais les travailleurs rejettent totalement les syndicats dans les formes d'organisation de la lutte : la critique des syndicats doit être plus le fait de membres de l'appareil que de la base. Le brusque rappel des conseils ouvriers par les dirigeants montre qu'il y a eu apparition d'autres organes de pouvoir qu'il s'agit de combattre par d'autres moyens. Ces moyens c'est la création d'organismes bidon impulsés par en haut (les sociaux démocrates dans l'Allemagne des années 20, les capitalismes pendant les guerres, la Yougoslavie, l'Algérie..., ont utilisé ce même moyen). On a encore peu de détails sur cette tentative, mais tout le sens en est donné par ce texte :

« La lettre circulaire du secrétariat du Comité Central, qui s'adresse également aux directions d'entreprises, souligne que de nombreuses questions d'ordre social peuvent être résolues dans une atmosphère favorable par des initiatives prises en commun par les directions d'entreprises et les conseils ouvriers.

Les problèmes à régler, indique le document, se rapportent aux salaires, aux primes de rendement, aux aménagements sociaux, à la protection de la femme et de la jeunesse au travail. Le rôle des directions d'entreprises et des conseils ouvriers, précise-t-il, est de veiller à une meilleure utilisation des réserves financières accumulées dans les fabriques afin d'en faire profiter les travailleurs. L'accent est mis sur les améliorations à apporter dans les usines en ce qui concerne les conditions de travail et la sécurité des ouvriers. (Le Monde 13-1-71).

Autrement dit, les conseils ouvriers polonais de 1971 sont des comités d'entreprise améliorés.

29 janvier. Les travailleurs mécontents veulent d'ailleurs rencontrer, dès maintenant, les nouveaux dirigeants de la Pologne. D'autres revendications ont un caractère plus politique : certains ouvriers voudraient créer leurs propres organisations syndicales qui seraient l'émanation des comités formés spontanément à la fin de 1970. Le pouvoir promet de démocratiser et de décentraliser les organisations syndicales existantes, de redonner vie aux conseils ouvriers dans les entreprises, mais refuse catégoriquement la création de nouvelles institutions. »

Il est vraisemblable que cela ne se limite pas à Gdansk. Ainsi les ouvriers continuent à se poser — par l'ampleur de leurs revendications comme un pouvoir en regard de celui de la classe dominante. Celle-ci en est réduite comme dans la Chine de Mao, comme dans la branche occidentale du capitalisme à tenter de manipuler ce qu'elle ne peut éviter de briser, c'est-à-dire à accuser de nouvelles contradictions.

UN SIGNAL D'ALARME : POZNAN

« Apparemment, la mesure était comble » (Gomulka) - 1956

Extrait de « HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES » Après Staline - par François FEJTO - Ed. du Seuil

...Pourquoi les incidents ont-ils éclaté à Poznan et non dans une autre agglomération industrielle ? Le mécontentement ouvrier grondait un peu partout. Celui des ouvriers de Poznan était peut-être plus grand qu'ailleurs et les autorités locales moins capables de l'apaiser. A l'usine de locomotives, de wagons et de matériel militaire Zispo, qui comptait 15.000 ouvriers, une certaine agitation régnait depuis 1955. Elle avait été provoquée — comme celle de Berlin-Est trois ans plus tôt — par l'augmentation des normes de production, à la suite de quoi les salaires, déjà assez misérables, accusaient une baisse d'environ 3,5 %. Les ouvriers étaient aussi lourdement imposés, et les arrêts de travail, causés par le mauvais approvisionnement en matières premières, les privaient d'une partie des salaires. La direction de l'usine repoussait toutes les réclamations. L'organisation du parti, qui groupait pourtant 38 % des travailleurs, se révélait aussi impuissante à les aider que l'organisation syndicale, complètement bureaucratifiée, et qui avait depuis longtemps perdu l'habitude de défendre les intérêts ouvriers.

Le 25 juin, une délégation composée pour la plupart de membres du parti et du comité d'entreprise, se rendit à Varsovie pour faire part des doléances ouvrières au ministre et au Centre syndical métallurgique. Le ministre Tokarski reçut les délégués, mais affirma n'être pas en mesure de leur donner satisfaction. Les délégués lui répondirent qu'en cas d'insuccès de leur mission, les ouvriers déçus feraient certainement la grève. Dans ce cas, dit Tokarski, on leur enverra des tanks. Les délégués envoyèrent à Poznan un message sur les pourparlers et s'apprêtaient à prendre le train pour le retour, lorsque les ouvriers de Zispo — la ru-

meur ayant couru de l'arrestation à Varsovie de toute la délégation — abandonnèrent le travail et formèrent un cortège pour aller à l'hôtel de ville afin de déposer le cahier de leurs revendications. Ils étaient porteurs de pancartes demandant du pain, des baisses de prix, l'augmentation des salaires. La marche fut d'abord ordonnée et paisible, mais, au fur et à mesure que le cortège s'approchait du centre de la ville, où se promenaient beaucoup d'étrangers venus à l'occasion de la Foire Internationale, les rangs se gonflèrent par l'afflux de milliers d'autres ouvriers, surtout des jeunes. Les esprits s'excitèrent, la foule devenait houleuse, les slogans criés de plus en plus séditieux : « Vive la liberté, pain et justice », et aussi : « A bas l'U.R.S.S. A bas l'occupation soviétique. Libérez le cardinal Wyszynsky Rendez-nous la religion... ». Les manifestants chantaient des chants patriotiques, religieux, des chants socialistes. C'est en vain que la milice tenta de les disperser. Un de leur groupes — des hooligans, dira-t-on plus tard — envahit le siège de la police, et s'empara d'armes. D'autres groupes s'attaquèrent à la radio, au tribunal, forcèrent les portes de la prison. Une partie des manifestants, conduit par les « provocateurs armés », se dirigea vers le siège des organes de sécurité pour libérer des personnes présumées arrêtées. Comme quatre mois plus tard à Budapest, il sera difficile d'élucider qui a ouvert le feu. Le fait est qu'une fusillade éclata. Peu après midi, des tanks de l'armée firent leur apparition, suivis d'unités de la sécurité intérieure (K.B. W.) et de la milice civique. Le soir, l'émeute fut écrasée. Le lendemain, les troupes nettoyèrent les derniers îlots de résistance. On dénombra cinquante-quatre morts, trois-cents blessés. Quelques trois cent vingt arrestations furent opérées.

DONNÉES DE BASE POUR UNE CRITIQUE FONDAMENTALE

La Pologne pays capitaliste

D'Etat ou privé, c'est, comme en Russie et en Chine, un capitalisme, c'est-à-dire une société basée sur l'exploitation du travail. Une classe dominante y prélève et dispose de la plus value par la vente de la production sur le marché intérieur et international. Les travailleurs n'ont aucun droit sur leur travail et sur leur vie.

Les difficultés des pays capitalistes d'Etat, comme celles des capitalismes de la branche occidentale, ne naissent pas de l'incapacité des dirigeants, même si certains d'entre eux sont plus ou moins habiles à défendre leur domination de classe. Ces difficultés sont le fait de contradictions dans le développement économique ; toute tentative de solution par la classe dominante veut préserver les intérêts du système tout entier, et comme dans les pays de l'ouest, ne fait que transposer ou reporter les difficultés en maintenant l'essentiel : la domination du capital.

Un parallélisme étroit s'établit entre les branches orientales et occidentales du capitalisme. Le problème essentiel pour le maintien de l'ordre social existant, c'est de pouvoir assurer une croissance de l'économie qui permette de garantir le même niveau de vie à une population (ouvrière pour l'essentiel) qui s'accroît. Mais le capitalisme c'est la recherche constante et nécessaire du profit maximum, c'est la compétition féroce entre trusts, entre états, c'est la guerre froide ou pas, autour des zones d'approvisionnement et des marchés.

Cette course exige toujours plus de capitaux ; et ceux-ci doivent être « rentables » pour la classe dominante, c'est-à-dire replacés dans le circuit du capital.

Les frontières entre l'Est et l'Ouest tombent peu à peu dans une pénétration économique réciproque, chacun utilisant ce qui le sert dans ses besoins en matières premières, en débouchés commerciaux, en capital. Les états de la branche orientale du capitalisme — essentiellement la Russie et ses satellites coloniaux, ont atteint le niveau de développement industriel de base (fin de la période d'accumulation primitive) qui les place au seuil du développement d'une société de consommation du type occidental (1). C'est-à-dire que pour se maintenir, le capitalisme doit s'étendre : d'une part investir dans tous les secteurs de la vie pour produire des objets de consommation de plus en plus nombreux et abondants, d'autre part briser les structures encroées existantes pour fabriquer des salariés exploitables et consommateurs. La pression globale du capital pèse en ce sens, à la fois de l'intérieur (nécessité pour le maintien d'une classe) et de l'extérieur (concurrence des produits sur le marché mondial).

(1) La Chine, autre pays capitaliste d'Etat, n'a pas encore atteint ce stade.

Les masses de capitaux nécessaires à ces transformations sont telles qu'elles dépassent les possibilités d'une entreprise (fut-elle un trust d'Etat), d'un Etat de 32 millions d'habitants. Il faut donc faire appel à des capitaux extérieurs. Or, ils ne peuvent venir de la Russie. La classe capitaliste russe se heurte aux mêmes problèmes et vend son « patrimoine national » par petits morceaux pour survivre, à l'aide du capital étranger. L'U.R.S.S. entre donc par force dans le concert capitaliste mondial de plus en plus. Mais elle a fait son accumulation hors du circuit du capital ; elle doit payer cher son entrée complète dans le domaine des échanges capitalistes.

Ces problèmes se compliquent :

— d'une part, du fait que le bloc des pays de l'Est est engagé dans une compétition pour la suprématie mondiale avec les U.S.A. et la Chine (compétition elle-même produit du développement économique).

— d'autre part, (comme dans tout pays capitaliste) de la fixité des structures politiques totalitaires de la période d'accumulation : le développement économique nouveau nécessite la mise en œuvre technologique de nouveaux moyens de production. Ces nouveaux moyens de production et l'accession à un niveau de large consommation requièrent un libéralisme, de nouvelles conceptions qui se matérialisent par l'accession au pouvoir de la « nouvelle classe » et une nouvelle ligne politique. Voir le conflit dans la branche occidentale du capitalisme entre bourgeoisie traditionnelle autoritaire et bourgeoisie libérale. Ce conflit se différencie d'ailleurs seulement par des conceptions anciennes ou modernes des techniques de domination, la prédominance de l'une n'excluant pas l'autre si la domination globale de classe est menacée. On retrouve au niveau de la classe dominante (1) de la branche orientale du capitalisme, les mêmes conflits qu'entre couches capitalistes de la branche occidentale (on peut rapprocher ce qui précède des problèmes de développement d'Etats comme le Brésil ou l'Espagne...)

Ces deux points sont importants, car ils peuvent, en partie, expliquer le blocage dans le développement et la stagnation économique depuis dix ans. Ici, il faut faire intervenir un facteur fondamental : la lutte de classe des ouvriers et, à des degrés divers selon les Etats de l'Est, la résistance des paysans propriétaires à la pression capitaliste (question plus importante en Pologne).

(1) *C'est volontairement que nous n'utilisons pas ici le terme bureaucrate qui introduit la notion que nous critiquons plus loin de « dégénérescence » ou « d'erreurs » dans les pays « socialistes », d'un « groupe » opposé à la notion même de parti.*

La Pologne, une semi-colonie capitaliste d'Etat, mais un fort pourcentage de petits propriétaires (paysans, commerçants, industriels)

STRUCTURES ACTUELLES DE LA POLOGNE

Les chiffres cités donnent des indications relatives et fragmentaires. Ils concernent la période récente (dix dernières années) mais peuvent se rapporter à des années différentes. De plus, ils émanent de sources diverses.

Sur une population de 32 millions d'habitants, il y a dix millions de paysans, 500.000 artisans, commerçants, petits industriels.

La compétition pour la suprématie mondiale rend difficile l'ouverture vers l'Ouest — pour des raisons politiques, mais surtout pour des raisons économiques. L'essentiel des capitaux énormes nécessaires au développement doit donc venir de l'intérieur, de l'auto-financement, comme dans une entreprise que ne pourrait ou ne voudrait aller emprunter de l'argent sur le marché monétaire mondial. L'auto-financement c'est le prélèvement sur la production, c'est-à-dire l'accroissement du profit, donc de la productivité, du temps de travail, la baisse du salaire.

Toute une partie du capital est consacrée à des investissements improductifs touchant la production intensive de matériel de guerre ou de la course à l'espace et la lutte de classe dans les pays de l'Est rend pratiquement difficile cette politique autarcique. L'impossibilité pour la gestion planifiée de sortir de la période d'accumulation primitive vient de la productivité extrêmement faible des investissements. Incompétence d'un système bureaucraté à l'extrême, mais aussi et surtout résistance passive et refus général de « participation » des travailleurs (1). De plus, il n'est pas sûr que la masse énorme de capitaux nécessaires pourrait être extorquée aux travailleurs totalement « soumis » (voir ici conditions difficiles du développement économique propre à la Russie par rapport à un pays comme le Japon par exemple ou les U.S.A.).

Le résultat est un état de sous-consommation permanente qui renforce cette même résistance passive et violente plus souvent sans doute qu'on ne le sait. Situation insoluble sans le recours à la branche occidentale du capitalisme : en approvisionnement directs (palliatifs passagers lorsque la crise est trop aiguë) ; en capital pour développer des activités technologie avancée (automobiles, etc...).

Sans doute, la branche occidentale du capitalisme a également besoin de ces marchés pour résoudre — provisoirement — ses propres contradictions économiques. Mais le problème est beaucoup plus vital pour l'Est que pour l'Ouest. De plus, les pays de l'Ouest, plus ou moins sérieusement contrôlés par le capital U.S. ne sont pas libres de s'orienter totalement vers des liens économiques donc capitalistes plus étroits avec l'Est ; de même les pays satellites de l'U.R.S.S. ne peuvent songer à rompre les liens privilégiés avec leur dominant semi-colonial pour résoudre leurs contradictions nationales, en ouvrant leur Etat aux capitaux étrangers.

(1) *Participation est pris ici au sens de l'initiative minimum exigée d'un travailleur pour faire son travail normalement, initiative qu'il refuse précisément dans une grève perlée en suivant strictement les ordres reçus, forme de lutte qui s'apparente d'ailleurs au sabotage.*

Le nombre de paysans propriétaires n'a diminué, de 1950 à 1961, que de 57 à 47 % de la population active (on ignore le taux actuel, mais il est environ de 40 %). D'après la superficie cultivée, les fermes d'Etat et les coopératives représentent 15 % et les paysans individuels 85 %.

En 1968, les salariés de l'industrie sont 4 millions.

Dans le revenu national, en 1969, l'industrie représente 54 %, l'agriculture 17 % et les autres secteurs 29 %.

L'indice de la production agricole par tête, passe de la base de 100 en 57-59 à 109 en 1960, à 111 en 1965. Il doit être resté au même niveau, alors que de 66 à 70 la population active augmente de 1 million et demi.

Ce qui ressort de ces chiffres, c'est :

— d'une part, l'importance des classes moyennes traditionnelles, notamment des paysans.

— d'autre part, la stagnation de la production agricole, en égard à l'accroissement de la population.

Economiquement, il n'est donc possible d'accroître la production des denrées alimentaires que par des concessions économiques et politiques aux classes moyennes, la contrainte s'avérant impossible. La modification des structures paysannes est très lente et l'accroissement de la production agricole suppose un accroissement de certaines productions industrielles (tracteurs, engrais). De plus, il ne faut pas perdre de vue les conditions plus difficiles d'exploitation de la terre (notamment le climat).

Politiquement, le parti doit tenir compte de l'importance des masses paysannes et de la petite bourgeoisie. Elle peut l'aider à dominer les travailleurs (c'est le même intérêt), mais au prix de concessions économiques qui renforcent le poids déclinant de ces classes. L'industrialisation tend à vider les campagnes et à accélérer la concentration dans l'exploitation de la terre. Les dirigeants sont donc tiraillés entre des tendances contradictoires beaucoup plus importantes que dans les pays de l'Ouest en raison de l'importance de l'agriculture. Si la faible productivité des investissements peut être reliée à la lutte de classe dans les usines, la pénurie de denrées alimentaires peut être reliée à la résistance des paysans aux contraintes du marché socialiste. La désorganisation de la distribution d'Etat, les privilèges de la classe dominante, l'hémorragie par le marché parallèle (1) accentuent cette pénurie en la rendant complètement incohérente.

LA DOMINATION COLONIALE RUSSE

La dépendance étroite de l'économie polonaise ne peut être donnée avec précision. Le seul chiffre clair touche la construction navale : en 1969, 90 % de la production de navires va vers la Russie (ce qui montre une spécialisation poussée au sein du bloc oriental et peut se relier au fait que les ouvriers des chantiers navals ont joué un rôle essentiel dans l'insurrection de décembre 1970).

Pour le reste, on ne dispose que de chiffres relatifs qui ne donnent pas l'importance des prélèvements russes sur la production nationale.

36 % du commerce extérieur est avec la Russie :

— pour les exportations : 76 % de produits manufacturés et 24 % de matières premières.

— pour les importations : 62 % de matières premières et 38 % de produits semi finis et manufacturés.

La tendance clairement exprimée par ces chiffres est que la Pologne fonctionne comme une usine de la Russie : celle-ci fournit les matières premières et en touche des produits fabriqués. Comme dans tous ses marchés avec ses satellites on peut poser, comme ce fut révélé avec la Tchécoslovaquie, que la Russie vend très cher et achète pour rien, la présence et la menace militaires garantissant l'exécution de ces marchés de type colonial classique.

La dépendance de la Russie se traduit par la fourniture par l'U.R.S.S. de 100 % des importations de pétrole,

85 % des minerais de manganèse, aluminium et fer, 64 % de cuivre, 57 % de coton et bois, 51 % des céréales.

L'effort d'investissement en Pologne au cours des années 60 a été orienté essentiellement vers les industries extractives (cuivre, houille, lignite, gaz naturel), c'est-à-dire en fonction de l'orientation de la Russie dans son développement économique propre.

LA CONCLUSION :

Il est impossible à la Pologne de résoudre actuellement ses contradictions sans la Russie, qui de plus, occupe le pays militairement. Les difficultés sont celles de tout le bloc de l'Est, celles de tout le capitalisme mondial. Si des particularismes peuvent expliquer pourquoi les ouvriers polonais sont entrés en lutte maintenant, leur lutte est celle de tous les travailleurs contre le capital. La répression et les tentatives de « redresser » la situation sont celles de tous les dirigeants capitalistes de partout.

(Nous reviendrons sur l'aspect particulier de cette répression qui paraît s'amorcer avec la mise en place, comme dans la branche occidentale, du capitalisme, de « structures de participation » — comme ils disent — sous l'étiquette de conseils ouvriers).

Cette situation globale et particulière de l'économie polonaise, au sein de l'économie capitaliste de l'Est, amène à soulever d'autres points que nous ne développerons pas maintenant.

1) La couche dirigeante du *parti* (origine plus politique) tend à être éliminée par la couche technocratique (nouvelle classe d'origine économique) ; la police et l'armée jouent souvent le rôle d'arbitre. Les luttes internes de la classe dominante reflètent la complexité des luttes économiques, d'une part les contradictions polonaises propres et d'autre part celles de tout le bloc oriental. Les clans au pouvoir doivent chercher à la fois des appuis intérieurs, notamment sur les classes autres qu'ouvrières, et à Moscou, ce qui conduit souvent à des impasses, mais la Russie ayant le dernier mot économiquement ou militairement.

2) Les ruptures au sein de la couche dirigeante toujours orientées vers la satisfaction des intérêts russes, se traduisent, au niveau ouvrier, par une non-participation générale et des explosions brutales. Elles sont caractéristiques de la lutte de classe dans le capitalisme de l'Est. L'absence totale d'organes de médiation (syndicats) fait que chaque mouvement de grève met en cause immédiatement le pouvoir d'Etat, non seulement fondamentalement, mais directement, dans ses organes de représentation. On peut rapprocher ces luttes de celles des pays capitalistes de l'Ouest dans les périodes d'accumulation primitive.

3) Les travailleurs revendiquent d'abord de passer du stade de sous-consommation au stade de la consommation : cette action ne devient politique et radicale que parce qu'elle met en cause l'existence même du parti au pouvoir et de son orientation sous la domination russe. Il semble que les travailleurs soient prêts à avoir n'importe quoi à la place du régime actuel. On ne doit pas sous-estimer, malgré la formation de comités de grève, le caractère réformiste et la tendance à la social-démocratie. Pas plus qu'on ne peut sous-estimer le caractère de jacquerie de telles explosions ouvrières ; pour qui a pu avoir quelque contact dans les pays de l'Est, la tension quotidienne et le poids constant de la bureaucratie entraînent ces actions brutales de révolte longtemps refoulée. De ce point de vue les émeutes de Gdansk ressemblent plus à la Commune de Paris qu'à 1917 ou 1936, qu'à un mouvement de libération dans une société comme les U.S.A. Toutefois, ces insurrections, accusant les contradictions capitalistes mondiales peuvent amener des explosions plus violentes et plus significatives à l'Ouest.

(1) On méconnaît l'importance de ce marché parallèle notamment sur le plan industriel rétablit une économie de marché et vide la planification de tout contenu réel.

REVUE DE PRESSE

Une insurrection ouvrière pour la « Gauche »,

Des phrases grandiloquentes ; mais les ennemis de classe se démarquent

On ne dira jamais assez l'importance de cette insurrection ouvrière de Pologne.

Ils sont rares ceux qui vont et sans ambages au fond du problème. C'est le cas de LUTTE DE CLASSE (janvier 71), sous le titre « Hiver chaud en Pologne » :

« Après avoir frappé tour à tour les principaux centres du capitalisme privé (de la France à la Suède, de l'Angleterre à l'Allemagne et aux Etats-Unis), l'affrontement entre la classe ouvrière et le capital s'étend maintenant aux centres du capitalisme d'état. Comme leurs camarades d'Europe occidentale, les travailleurs polonais sont contraints d'entrer en lutte pour défendre leurs conditions d'existence contre les empiètements des détenteurs du capital. Et seuls, d'incurables crétins - sans parler des canailles stendieuses de la direction P.C.F.-C.G.T. - peuvent encore voir là une prétendue « imperfection » d'une

soit disant « démocratie socialiste », plutôt qu'une forme typique de la lutte des classes qui fait rage dans le monde entier, partout où se trouvent face à face exploités et exploités ».

Dans un langage beaucoup moins clair, c'est le même thème que développe un tract diffusé à Paris (LA VIEILLE TAUPE) :

« Ce que défend la classe ouvrière polonaise, par le seul moyen qui lui reste, c'est le prix de sa force de travail, brutalement attaqué par la réforme économique en cours. C'est en cela que la lutte des travailleurs polonais a un contenu universel, car elle s'attaque, non pas simplement aux superstructures politiques, mais surtout à la racine d'un rapport social universalisé par le capitalisme : le salariat... »

Les travailleurs ne s'y sont pas trompés

Ça barde en Pologne : les dirigeants tirent sur les travailleurs qui réclament une rallonge ; les jeunes pillent les magasins pour voler ce qu'ils n'ont pas. Tout ça suffit à classer ces dirigeants parmi les exploi-

teurs capitalistes. Et quand ceux-ci abandonnent à la hâte ce qu'ils envisageaient pour recoller les morceaux de leur régime qui fout le camp, c'est bien une victoire, malgré les morts, les blessés, les arrestations.

Mais pour tous ceux qui espèrent diriger un jour, le régime lui-même n'est pas en cause. Ce n'est la faute que de mauvais dirigeants, de la bureaucratie

On ne va pas ramener toute l'Histoire. Mais, le léninisme lui-même, le socialisme dans un seul pays, la N.E.P., la réalisation du premier plan quinquennal (28-32) accompagnée de la « collectivisation » forcée des campagnes de 31, étaient autant de faits qui contredisaient les théories et le vocabulaire « révolutionnaire ». Le capitalisme d'état se développait rapidement prenant forme sous les yeux des camarades. Et comme Marx décrivait le sort des paysans anglais voués à l'accumulation primitive du capital, on pouvait parler de millions de paysans russes envoyés en Sibérie ou en Oural construire les combinats industriels et y bosser. Et les faits s'accumulèrent, économiques et politiques : assassinat de Kirov en 34, la déclaration de Laval à Staline en 35, les procès de 36, etc... Il y en eut bien d'autres depuis. Et tous ces cons qui parlent encore et inlassablement « d'erreurs », de bureaucratie, etc... Quarante ans après, les mêmes ennemis de la classe cheminent avec leurs conceptions capitalistes d'Etat améliorées... sur le papier.

Ce qui les unit, les sauveurs du léninisme, du capitalisme d'Etat, de la dictature du « parti ouvrier » c'est cette même conception de base du « socialisme » en Russie, en Chine, en Pologne, et ailleurs... La « base » est bonne, ce sont seulement de mauvais bureaucrates, une mauvaise politique qui cause tout le MAL. Que ce soit les maoïstes avoués ou discrets, ou tous les clans trotskystes, depuis les « aspects négatifs de la politique d'un parti frère » du parti national communiste, en passant par les formules de Rouge, des Cahiers de Mai, etc... ce sont seulement des variantes de la même posi-

tion fondamentale sur les pays socialistes (avec ou sans guillemets, ils les oublient en général). Deux axiomes :

— la propriété collective des moyens de production définit une société « socialiste », c'est-à-dire le capitalisme d'Etat.

— la « dictature du prolétariat » (1), c'est la dictature du parti ouvrier : pour ne pas être dans « l'erreur », il doit établir le contact avec les « masses » comme si l'histoire dépendait d'une volonté et non de réalités économiques précises.

Sur les BASES DU SOCIALISME, LE CAPITALISME D'ETAT, c'est l'unanimité :

« Non, la Pologne n'est plus socialiste » Front Rouge n° 2, organe de combat des M.L.). « C'est le profit qui dirige à nouveau le développement économique... (La Cause du Peuple n° 32). Bien sûr, le « socialisme a cessé à la mort de Staline. Là c'est clair. Mais c'est plus subtil chez les dissidents du maoïsme. Mao (et Staline) restent dans la manche : on ne dit pas « révisos », mais on parle de « bourgeoisie rouge et de son parti » (Tout n° 6-7). Et pour qu'il n'y ait pas de

(1) Le tract de la Vieille Taupe cité plus haut se termine par la formule « dictature du prolétariat » qui gêne par son ambiguïté et son poids pesant de dictature du parti ; les rédacteurs éprouvent d'ailleurs le besoin d'ajouter « Vive le Communime (le vrai) ».

confusion, on associe, pour stipendier les exploités : « les Nixon, les Brejnev et les Pompidou » (*L'Idiot Liberté* n° 2 janvier 71) ou « les similitudes : Espagne, Pologne, France, Etats-Unis » (*Tout* n° 6-7). Allons, il nous reste encore un sauveur : la Chine de Mao, pas question de la placer dans « la bourgeoisie rouge ou blanche ».

Pour le P.S.U., tout ça n'est que manigances de bureaucrates :

« Quand à la révolte de la semaine dernière, il est fort vraisemblable que le mécontentement populaire, après l'élévation des prix en particulier dans le domaine alimentaire, n'a pas été aussi spontané que veut le dire... Il semble en effet que les batailles contre la milice ont été trop bien menées pour être spontanées... » (*Tribune Socialiste* n° 478).

On est quand même rassuré : ce n'est pas la lutte de classes. Le parti communiste insiste sur les bases du « socialisme » :

« Un quart de siècle après l'élimination du système capitaliste et des vestiges féodaux, ce qui vient de se passer serait inexplicable pour qui voudrait nier toute erreur ou insuffisance de la direction de l'économie... » (*Humanité* du 19-12).

Ce même dogme infaillible, on le retrouve chez les trotskystes :

« La IV^{ème} internationale exprime sa solidarité entière avec les travailleurs, les étudiants, les intellectuels polonais en lutte pour la révolution politique antibureaucratique qui consolidera les fondements du socialisme en Pologne, fondements que la bureaucratie sape de plus en plus » (*Secrétariat unifié de la IV^{ème} internationale, Rouge*, 28-12-70).

Le même *Rouge* (n° 95 du 4-1-71) précise : « un bilan de faillite économique et politique. Economique parce qu'après 10 ans d'industrialisation, malgré les succès incontestables remportés dans ce domaine (et liés inséparablement à la nouvelle structure économique)... » (tu parles, et le Japon par exemple). C'est développé dans le n° 94 :

« Dans tous les pays de l'Est, la planification centrale a permis le développement - par une violation consciente des lois du marché - d'une série de secteurs qui n'auraient eu aucun espoir de développement si le capitalisme avait été maintenu dans ces pays arriérés... Or les réformes engendrent une tendance à la destruction de ces conquêtes... »

On se demande ce que ça veut dire pour la Tchécoslovaquie par exemple.

Les autres critiques (*Cahiers de Mai*, *La Voie*, *Politique Hebdo*...) n'osent pas s'aventurer sur de telles affirmations péremptives. Terrain dangereux. Elles préfèrent se consacrer uniquement à la critique de la bureaucratie, de la planification : c'est plus sûr, mais toutes ces critiques postulent les mêmes « bases socialistes » énoncées complaisamment par les capitalistes d'Etat et aboutissant à prôner des transformations politiques et non une révolution sociale.

Les *Cahiers de Mai* (n° 26, janvier 71) ont sans doute la palme ; ils ont dû figurer leur formule pour parler des pays de l'Est « conception et pratique erronées du socialisme », ça revient quatre fois dans un article d'une page avec des distinguos subtils avec la lutte de classe dans les pays de l'Ouest : « ...la nature et les moyens de l'adversaire sont différents, au delà des ressemblances superficielles » (il y a des chars et des mitrailleuses fascistes, capitalistes et des socialistes... C'est ça la différence).

Pour *Politique Hebdo* (31-12-70) « le clivage essentiel est celui qui s'est opéré depuis très longtemps dans les pays socialistes entre le groupe de ceux qui prétendent représenter les travailleurs et les travailleurs eux-mêmes...

le modèle de production et de vie ont été déterminés presque dès le départ sans la participation des masses travailleuses... ». C'est nous qui avons souligné socialisme sans guillemets, « très longtemps », le « groupe » qui prétend représenter les travailleurs... Confus à plaisir. Les bases du « socialisme » ont existé « presque dès le départ » (on ne sait si c'est pour la Pologne ou la Russie) le parti n'est pas en cause, mais un « groupe » qui « prétend » ; donc il y a des usurpateurs qui prétendent, et des vrais qui attendent...

La Voie (n° 33) titre « Prolétariat contre bureaucratie » et fait une critique de la bureaucratie à travers une bonne explication de la planification et de ses contradictions en Pologne, mais sans aborder le capitalisme d'Etat et le capitalisme tout court (notamment en Pologne avec le maintien de la propriété paysanne). Donc aussi une critique uniquement politique qui se réfère implicitement aux bases du « socialisme » dans une phrase comme celle-ci :

« On doit dire nettement aujourd'hui qu'il n'y a pas en Pologne, pas plus qu'en U.R.S.S., la moindre parcelle de socialisme ».

Et autre fois, que pouvait-on dire ?

La critique qui va le plus loin dans l'analyse des fondements économiques réels du capitalisme d'Etat, c'est celle du *Proletaire* (n° 95, janvier 71), sous le titre : « En Pologne aussi, les ouvriers se battent contre le capital ». Ce qui est développé est juste, mais bien sûr, (et cela n'est pas dit dans l'article) ne saurait remettre en cause le point de départ, c'est-à-dire le léninisme lui-même en tant que théorie du capitalisme d'Etat en Russie d'où découle tout. C'est seulement valable pour la Russie d'aujourd'hui et ses satellites et pour la Chine. Le parti reste l'institution sacro-sainte mais c'est bien difficile d'enchaîner à propos de la Pologne : aussi l'analyse juste reste sur le plan strictement économique et se garde bien d'aller sur le terrain politique de l'organisation de la lutte de classe, comme elle pouvait précisément s'esquisser en Pologne dans les faits et non dans la tête des théoriciens purs et durs. Au moins, reconnaissons à ces fanatiques du parti qu'ils ne nous servent pas comme tous les autres maoïstes, trotskystes, etc..., léninistes, des moutures de « participation » des travailleurs sous des vocables divers qui n'ont rien à envier aux mystifications de la branche occidentale du capitalisme.

Car, pour tous ceux qui explicitement ou implicitement pensent que les bases du socialisme existent ou ont existé en Russie et en Pologne (et il en reste toujours quelque chose) l'échec des dirigeants ce n'est pas la mise en cause fondamentale du parti, mais seulement, en gros, le « manque de contact avec les masses ». On retrouve ici le refus d'aller à une mise en cause du capitalisme de l'Est, d'où la suggestion de transformations uniquement politiques. On retrouve après l'affirmation des « erreurs », les conseils politiques pour en sortir, ce qui rejette d'emblée l'analyse d'une lutte sociale fondamentale.

Pour le P.C., les erreurs et insuffisances touchent le « lien du Parti et de l'Etat avec les masses populaires et dans le fonctionnement de la démocratie socialiste » (*Fajon, HUMA*, 19-12).

Cette critique des « révisos » est la même que celle des « maos » et des autres...

« ...en Pologne, il n'y a pas eu de révolution culturelle comme en Chine : les dirigeants ne s'appuient pas sur les masses... » (*CAUSE DU PEUPLE* n° 32). « ...Il restera pourtant un homme d'Etat qui ne mettra pas en avant les intérêts du peuple et l'initiative des masses... » (*TOUT* n° 6-7).

« ...on ne construit pas le socialisme en dehors de la participation consciente et organisée des masses ouvrières » (*ROUGE* n° 94, 28-12-70).

« ...atteindre progressivement l'intervention de la classe ouvrière dans les affaires de Pologne... » (CAHIERS DE MAI n° 26).

« ...véritable maîtrise de l'appareil productif par les ouvriers et les paysans... » (POLITIQUE HEBDO, 31-12-70).

« ...L'organisation de la production et de la société par les travailleurs manuels et intellectuels rassemblés et agissant dans le cadre des conseils, établissant une planification qui réponde aux possibilités et aux besoins de la population travailleuse est la seule réponse positive à la crise de ces régimes... » (LA VOIE n° 33).

On sent à travers toutes ces « solutions » le souci affirmé ou dissimulé de préserver l'organisation d'avant garde ; les conseils ouvriers ne sont pas des organes autonomes de gestion totale aux mains des travailleurs, mais des organismes contrôlés par le parti, pour qu'ils « collaborent à la gestion » et évitent aux dirigeants les écueils. Ils ne doivent être que les accessoires d'un pouvoir qui échappe aux producteurs.

Rendons grâce à Rouge qui formule le plus nettement cette conception « socialiste » de la « participation ». Tout d'abord, la Ligue Communiste ne voit dans l'insurrection polonaise qu'un « niveau strictement économique » (Rouge 28-12-70), mais pour bien distinguer d'une « révolution politique inévitable ». C'est la « bureaucratie stalinienne qui a tué le pouvoir des soviets » (Kronstadt, c'est trop loin pour la réflexion et pour le trotskysme). Pour *Tout* (n° 6-7) la voie est celle de 56 en Pologne où :

« Pendant quelques courts mois, les ouvriers participèrent directement à la direction des entreprises et l'Etat fut l'émanation de leurs décisions économiques, politiques et sociales ». On se demande pourquoi et comment les ouvriers polonais se sont laissés si facilement arracher leur pouvoir s'ils l'ont tenu réellement entre leur mains (alors qu'en Hongrie ils se faisaient écraser).

Finalement, cette « collaboration » de conseils manipulés, voire créés par l'appareil, pour noyer les rares « vrais » c'est ce qu'essaie de résusciter Gierek pour résoudre la crise sociale et non politique. Le capitalisme fait la même chose quand il a besoin de l'appui du prolétariat ou quand celui-ci tend à créer des organes autonomes (périodes de guerre, Allemagne...).

Pour terminer, reprenons cette conclusion de *Lutte de Classe* (janvier 1971) :

« Sans doute, les pays de capitalisme « classique » ont-ils pu, pendant toute une période historique, tolérer les actions revendicatives des travailleurs

sans en souffrir particulièrement. Mais outre que même dans ces pays la situation à cet égard est en train de se modifier, dans les pays de capitalisme d'Etat, il en va de toute façon autrement. En premier lieu, il n'existe pas une puissante industrie de biens de consommation capable de répondre aux augmentations de salaires par une rapide expansion de la production. En second lieu, il n'existe pas de syndicats pouvant si peu que ce soit canaliser le mouvement, pas de partis de gauche capables de semer des illusions sur la « démocratie avancée » et autres fariboles. En troisième lieu, le pouvoir de la bureaucratie comme classe dirigeante ne se dissimule pas, comme celui de la bourgeoisie derrière un droit de propriété formel, entouré d'une démocratie toute aussi formelle... En d'autres termes, l'action ouvrière, même purement revendicative, ne se disperse pas entre les multiples têtes du complexe « Patronat-Gouvernement-Syndicats ». En vertu de la nature même du système, elle met en cause directement non seulement le taux d'exploitation, mais le pouvoir d'Etat et l'appropriation des moyens de production. Il est donc d'autant plus important que cette action aux incidences incalculables, puisse se développer en Pologne sous des formes difficiles à réprimer, et donc susceptibles de s'étendre à d'autres pays, et tôt ou tard à l'U.R.S.S., ce qui sonnerait le glas du capitalisme d'Etat et sans doute du capitalisme tout court ».

Cette conclusion aborde, en donnant une réponse à la question (que nous soulevions à la fin de l'article précédent) sur le sens à donner à la lutte de classe dans les pays de la branche orientale du capitalisme. Sans doute cette lutte rejoint celle de tous les travailleurs dans tous les pays capitalistes. Mais il faut considérer le stade actuel du développement des pays de l'Est ou de la Chine : les conflits sociaux sont-ils à relier à ceux de la période d'accumulation primitive du capital, avec des modes de répression de la classe dominante correspondant à cette période, avec des revendications découlant de la vie dans une société de sous consommation. Les réformes tentées par les dirigeants sur le plan économique vont dans le sens de l'établissement d'un mode de fonctionnement des entreprises analogue à celui des pays capitalistes de l'Ouest. Doit-on considérer alors que la propriété collective des moyens de production n'était qu'un palliatif nécessaire au développement accéléré du capital et qu'une fois ce stade atteint, la société capitaliste pour continuer à se développer doit-elle emprunter ses formes traditionnelles de son évolution à l'Ouest ? A moins bien sûr qu'une explosion ne s'étende au monde capitaliste dans son entier.

ESPAGNE

Lutte de classes et luttes politiques

Au lieu de faire un article unique sur l'Espagne, nous avons préféré donner une série de textes brefs émanant de camarades espagnols de l'intérieur de l'Espagne. Ces articles ou lettres ne procèdent pas d'un plan déterminé. Les uns cherchent à montrer ce que sont réellement, la lutte de classe d'une part, les luttes politiques d'autre part. D'autres textes montrent la position actuelle des groupes en fonction de cette réalité sociale et politique.

L'Espagne approche, dans son développement éco-

nomique, du niveau de l'industrie moderne des pays d'Europe de l'Ouest (par exemple de l'Italie) : l'importation récente dans les régions industrielles de main-d'œuvre marocaine montre que le sous-développement de certaines régions se résorbe. Les luttes sociales et politiques prennent des aspects nouveaux en relation avec la transformation de la dimension relative des différentes classes sociales, de leur poids réel dans l'économie espagnole et des relations nouvelles au sein de structures sociales nouvelles.

L'introduction du capital étranger (Allemand, anglais, français et américain), le développement du capital espagnol ont d'une part réduit considérablement l'importance économique sociale et politique des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie traditionnelle, d'autre part, éliminé la solution technocratique autarcique du franquisme. Au niveau du pouvoir politique cette irruption du Capital international s'est traduit par la montée lente et sûre de l'Opus Dei (équivalent des démocrates chrétiens) et l'orientation vers les démocraties occidentales ; la Phalange et l'Armée, piliers du régime (bourgeoisie traditionnelle et propriétaires fonciers) se sont vus peu à peu réduire à des rôles subalternes, voire éliminés.

Parallèlement, le développement d'une industrie moderne entraîne non seulement l'élimination des « petits » (paysans, artisans, commerçants, industriels) et l'essor d'un prolétariat industriel, mais l'apparition de nouvelles méthodes de gestion de la force de travail liées aux techniques modernes de production. Le capitalisme a besoin d'auxiliaires de gestion et les syndicats autoritaires franquistes doivent être remplacés par le modèle occidental. Mais les luttes sociales ont, toujours eu raison du

capitalisme moderne, des traités autonomes qui déjà réduisent toute la portée de la « nécessaire » démocratisation des syndicats.

C'est dire la complexité des luttes sociales et politiques que recouvrent les slogans faciles et trompeurs de l'anti-franquisme. Dans le pays basque, la révolte des « petits » éliminés par le capital sous-entend un nationalisme révolutionnaire dans ses méthodes mais conservateur dans ses perspectives, les luttes ouvrières y débouchent par delà la reconnaissance des syndicats « libres » sur des perspectives fondamentales de conseils ouvriers : l'apparente solidarité d'un « peuple » est un ciment bien fragile d'oppositions elles mêmes antagonistes ; l'action commune d'éléments disparates, si elle a une même cause (le capital) ne fait qu'accuser encore plus les conflits et les contradictions car aucune solution capitaliste ne peut rien résoudre en même temps pour tous. L'intervention des groupes politiques exprime à la fois cette complexité et ces ambiguïtés : au lieu d'apporter plus de clarté, l'utilisation de tous les courants d'opposition « anti-franquistes » à des fins politiques ne fait qu'accroître la confusion.

L'ESPAGNE ET LE PROCES DE BURGOS

Ce qui suit résume les informations et impressions de camarades d'Espagne au moment du procès de Burgos.

Cela concerne essentiellement la Catalogne et Madrid et non le Pays Basque où se sont déroulées effectivement des manifestations importantes et notamment deux grèves générales ; la presse de Madrid en donnait d'ailleurs un compte rendu assez fidèle en minimisant les chiffres et l'ampleur comme peut le faire la presse en France pour des grèves françaises.

Ce qui surprend en arrivant à Madrid, en plein procès de Burgos, c'est de trouver Madrid sans aucun changement ; si on constate quelques mesures « d'ordre », c'est bien loin de ce que la presse française de tous bords pouvait raconter pendant cette même période. C'est la même impression à Barcelone. On s'interroge alors sur les raisons de cette exploitation politique en France et de ce conditionnement de « l'opinion ».

Les manifestations antifranquistes aussi bien à Barcelone qu'à Madrid n'ont pas eu la dimension qu'on leur a prêté. Sans doute, il y a eu de nombreuses actions de commando, au maximum des groupes de 150 à 200 essentiellement étudiants, (comme cela se produit à Paris) à Madrid et à Barcelone contre des immeubles, des banques (cassant des vitres, hissant des drapeaux rouges ou noirs (1), distribuant des tracts). Mais on est bien loin des manifestations avec barricades annoncées dans la presse française. En particulier à Barcelone, il semble qu'il n'y ait rien eu de ce qui ait été raconté, à moins que l'on ne considère comme des barricades le fait de déplacer des bancs sur la chaussée...

Ces actions sont essentiellement le fait du Parti Communiste et des groupuscules de tous bords qui abondent comme en France. Elles rencontrent des échos très variables : ainsi le même appel à des manifestations a rencontré peu d'échos à Barcelone et à Sabadell mais plus à Tarrasa (ces deux villes dans la banlieue de Barcelone). Tout ceci reste dispersé et assez isolé, avec un soutien réduit des ouvriers. Ces groupes sont assez audacieux : ainsi, au cours d'une manifesta-

tion étudiante à Madrid, ils appellent les flics d'une cabine sous un prétexte quelconque et lorsque la voiture de police arrive, ils l'attaquent à coups de cocktails Molotov ; des camions d'ouvriers qui passaient (c'était la sortie des usines) sont témoins de cette attaque, mais aucun ne se mêle à cette lutte.

Le Parti Communiste Espagnol (divisé entre celui de Moscou avec Lister (voir colonne Lister en Aragon en 37), et celui de l'intérieur avec Santiago Carillo) organise, pour sa publicité des manifestations de ce genre : il convoque pour une protestation quelconque, des étudiants, des intellectuels dans une église ; une fois que tout le monde s'y est enfermé, ils téléphonent à la police (c'est nécessaire pour que ça se sache à l'extérieur) ; les flics encerclent l'église et piquent les cartes d'identité à la sortie. Les protestataires ainsi livrés par le P.C. sont invités à aller rechercher leurs papiers au commissariat dans les jours qui suivent.

Quant aux manifestations profranquistes, elles ressemblent à celles des gaullistes en mai 68. A Madrid, les ministères furent fermés et les chefs de service « invitèrent » leurs employés à les suivre... On retrouve la même pression morale en usine, mais à un moindre degré : celui qui s'en allait était payé comme s'il travaillait. Il y en a qui se sont mis d'accord pour continuer à travailler, histoire de marquer le coup... A Barcelone, ils ont attendu la sortie des grands magasins pour organiser leur manifestation, dans un endroit où en temps normal il y a la foule à cette heure là ; le fait qu'ils n'aient réuni que 30 à 40.000 personnes avec tout le racolage à dix lieues à la ronde et la participation de tous les « officiels depuis la police jusqu'aux autorités diverses montre que ce fut un échec.

Le procès fut surtout l'occasion d'un affrontement sévère entre la Phalange voulant récupérer le terrain perdu au profit de différentes fractions dirigeantes dont l'Opus Dei. Dans les manifestations, il y eut des pancartes réclamant la mort pour les dirigeants de l'Opus. (en novembre 70 une concentration pour célébrer l'anniversaire de la mort du fondateur de la Phalange fut interdite et sévèrement contrôlée par la police).

(1) Ce qui laisse supposer qu'il s'agit bien d'étudiants : le drapeau noir n'est pas dans la tradition anarchiste qui en Catalogne utilisait le drapeau noir et rouge.

Tout ceci bouleverse les idées traditionnelles que l'on continue d'accréditer dans toute la presse française, y compris dans les groupes trotskystes et anarchistes. De même pour la lutte de classe dans les usines. Au cours des deux mois écoulés il s'est déroulé en Espagne des luttes plus importantes qu'en France (ce qui témoigne d'un rapport de force dont peuvent profiter les groupes politiques dans les manifestations dont nous venons de parler, d'où également la nécessité de faire des exemples avec le procès de Burgos, à la fois pour faire peur aux travailleurs et pour rassurer les autres classes). Les occupations d'usine sont fréquentes qui amènent

l'intervention de la police avec des conséquences diverses. En décembre il y avait des grèves dans les mines des Asturies. Dans le port de Barcelone, une grève de trois jours a entraîné la réintégration de 12 dockers licenciés. Nous parlons plus loin d'une autre grève à Barcelone. Le procès de Burgos a eu pour effet de détourner les luttes revendicatives et de polariser la combattivité sur le plan politique...

Extrait de « VOZ OBRERA » N° 12 - Octobre 1970

(O. Hotzel - 623 Fzm - Hoshst. 30 - Postfach 352 - RAF)

PLAINE DU BAS-LLOBREGAT

SAN BOI, VILADECANS, GAVA, sont trois villages qui prennent une importance croissante au fur et à mesure que les capitalistes installent des usines non seulement à côté de nos maisons, mais tout le long de la route. Ici, les ouvriers n'ont pas d'histoires derrière eux, où ils pourraient puiser des leçons. Ce n'est qu'après la guerre civile que les capitalistes sont venus installer leurs usines, important les travailleurs de l'Andalousie, de l'Estramadure, etc... La grande majorité des travailleurs d'un certain âge sont venus de la campagne, sans savoir ce qu'était l'industrie et ont dû passer des années très dures avant de pouvoir se situer et s'adapter à ce nouveau type d'exploitation et d'existence. Encore aujourd'hui, des jeunes continuent à venir, laissant leurs parents à la terre, forcés d'émigrer pour échapper à la misère.

Il est un fait que les capitalistes ont réussi à réunir ici les milliers d'ouvriers dont ils avaient besoin pour s'enrichir. De plus, ils ont joué sur notre ignorance et notre manque d'expérience. C'est ce qui leur a permis de nous exploiter sauvagement.

Mais aujourd'hui la classe ouvrière de SAN BOI, VILADECANS-GAVA, commence à avoir une histoire. Que nous soyions nés ici ou que nous y vivions depuis longtemps, nous ne pensons plus autant à notre village ou à celui de nos parents et nous nous rendons compte que c'est ici que sont nos problèmes quotidiens et que nous ne pouvons plus revenir en arrière.

En même temps, nous prenons conscience de notre erreur quand nous imaginons qu'en venant ici nous nous en sortirions et qu'après un coup de collier, nos enfants auraient une vie meilleure.

Il faut tirer la leçon de ces années où nous avons vécu comme des esclaves, avec un espoir que nous reconnaissons aujourd'hui comme illusoire : car le fait de pouvoir avoir deux costumes au lieu d'un, la télé, un logement plus confortable, et même peut-être une Fiat 600 (pour quelques uns seulement) n'a pas changé grand-chose à la vie de l'ouvrier. Cela ne nous a pas libéré de l'esclavage du travail, de l'obligation de faire des heures et d'être toujours suspendu au moindre caprice du patron. Tout cela et bien d'autres choses encore cela n'a absolument pas changé et ce n'est pas une vie.

Voilà le cercle que nos exploiters nous ont préparé : travailler comme des bêtes pour commencer à être un peu mieux à l'heure de mourir (et encore si l'assurance nous aide à bien mourir). Nous faire travailler pour que nos fils recommencent le même chemin. Ici, le seul qui a le droit de vivre, c'est le propriétaire de l'usine et sa clique.

Mais nous avons vu encore d'autres choses intéressantes. Ce n'est pas la première fois que l'on parle de notre exploitation et nous n'allons pas nous étendre. Les commissions ouvrières apparaissent et disparaissent comme des fantômes et dernièrement, elles ont plutôt disparu. Le pire est qu'elles n'ont rien laissé ou

presque. Mais cela ne nous étonne pas, car elles ont toujours été importées d'ailleurs (surtout de groupes politiques de Barcelone) et non pas formées à partir d'ouvriers d'ici (travaillant ici, même s'ils n'y habitent pas), organisées par nous pour défendre nos intérêts et à partir de nos propres besoins.

D'autre part, ce qu'on voit le plus en ce moment, sont des groupes de catholiques progressistes ouvriers ou non. Bien que nous ne mettions pas en doute la bonne volonté de certains d'entre eux, tout ce qu'ils font ne peut que nous charger, car ils nous farcisent le crâne de tout, sauf de ce qui nous intéresse, c'est-à-dire comment lutter pour nos véritables problèmes dans les usines, et comment nous libérer de notre esclavage. Mais au lieu de cela, ces ouvriers ou curés ne font qu'aider nos ennemis, car au lieu de nous apprendre à nous affronter à l'oppression, ils essaient de nous la faire oublier, et de nous distraire pendant nos quelques loisirs en nous envoyant comme des missionnaires auprès d'autres ouvriers plus ignorants, en nous faisant aider les plus pauvres, en organisant des réunions fraternelles pour lutter contre l'ennui, en somme bavarder, bavarder et donner l'impression d'avoir fait quelque chose de bien.

Par conséquent, la conscience de classe est bien faible si c'est tout ce qu'on trouve ici. Nous ne sommes convaincus ni par ce qu'ont fait nos parents, ni par les importations genre commissions ouvrières, ni par ce que font ces petits groupes de catholiques.

Il faut développer la conscience de notre situation et de nos possibilités, en nous affrontant tous les jours à ce qui nous opprime et qui nous déplaît. Nous n'avons que faire de ceux qui viennent résoudre les problèmes des autres, qu'ils soient catholiques ou communistes. Le premier pas de la conscience ouvrière est de se révolter soi-même, en le sentant vraiment, contre ce qu'on nous fait faire. Le second pas est de se rendre compte que tous les ouvriers nous avons les mêmes problèmes en tout cas pour l'essentiel. Le troisième pas, est de se rendre compte que la seule façon de sortir de cet esclavage est de communiquer cette révolte à tous les camarades.

Le grand tort qu'ont eu ici ceux qui sont venus résoudre nos problèmes, c'est d'avoir fait croire à l'ouvrier que d'autres allaient le sortir du trou. La conscience de classe commence par la conviction que personne ne fera jamais rien pour nous, ce que nous n'arriverons pas à faire, personne ne nous en fera cadeau.

Un autre mal que nous ont fait ceux qui nous ont prêché la lutte, c'est qu'ils en ont fait une sorte de morale : « devant tant d'injustice, celui qui ne lutte pas est mauvais », ou bien « il faut lutter pour que nos enfants puissent vivre des lendemains meilleurs ». etc...

Nous n'avons pas confiance en ces gens là. Nous avons confiance en ceux qui, sans se faire d'illusions, en ont marre de la vie préfabriquée qu'on leur fait vivre, marre de l'exploitation à laquelle on les soumet

et qui ne voient comme unique solution pour leur émancipation personnelle que l'émancipation collective de tous les travailleurs. Ceux qui ne se sentent pas eux-mêmes esclaves, qui croient vivre à peu près bien, être à peu près heureux, et disent lutter aux côtés des ouvriers parce que nous leur faisons pitié ou qu'ils se sentent une vocation de politiciens, ceux-là plus ils seront loin, et mieux ce sera. Quant à nous, nous développerons peu à peu notre conscience de classe, en nous révoltant continuellement contre tout ce qui nous opprime dans la vie.

NOTE DE LA REDACTION (1)

V. O. ne partage pas toutes les idées émises dans cet article par l'ouvrier qui en est l'auteur. Mais nous avons trouvé intéressant de la publier parce qu'il pose des problèmes réels.

Nous ne partageons pas son aversion pour les groupes extérieurs (pour les politiciens) pour les exportations d'idées ou de systèmes de lutte. Bien que nous comprenions la réaction des ouvriers de cette région

due en grande partie aux manœuvres des C. O. qui parlaient en leur nom sans les représenter, nous ne croyons pas que la solution consiste à se réfugier dans le cantonalisme spontané et à condamner les groupes politiques, quels qu'ils soient. Nous croyons aux vertus de la critique et il faut critiquer les manœuvres par en haut des groupes qui mènent les Commissions Ouvrières, mais sans tomber pour autant dans l'apolitisme. La mauvaise politique du P. C. F. dans ce secteur provoque même chez notre collaborateur un anti-communisme que nous ne partageons pas. Nous croyons que seules les idées communistes seront capables d'émanciper la classe ouvrière même celle de S.B., V. et G. de même que nous sommes convaincus que l'action du P.C.F. dans ce cas, n'a pas été mauvaise parce que communiste, mais tout le contraire.

(1) Note de Voz Obrera (ce qui permet de situer une certaine orientation de ce journal).

UN PAS EN AVANT DANS L'ORGANISATION DES GREVES

Dans « ALARMA » - Juillet 1970 - N° 14

nous avons extrait ce texte

(Nicole Espagnol, 125, rue Caulaincourt, Paris 18^e)

En mars dernier, ce pas fut marqué par les ouvriers de la AEG (1) de TARRASA.

Premièrement, la solidarité avec les hommes renvoyés par l'entreprise fut instantanée et complète : ils déclarèrent la grève et refusèrent de traiter avec la Direction de quelque problème que ce soit jusqu'à ce qu'ils soient réembauchés. « Tous, ou personne » répétèrent-ils tous mille fois sans se soumettre à des concessions.

Deuxièmement, ils préconisèrent le droit de tenir des Assemblées Générales afin de déterminer tout ce qui les intéresse et la conduite à suivre devant l'entreprise.

Et sans attendre d'approbation, ils convoquèrent les Assemblées, se détachant des voies syndicales prévues par le régime.

« Nous reconnaitrons seules comme nôtres — déclarèrent-ils par écrit — les commissions élues par nous, durant l'Assemblée, pour les tâches que nous leur attribuerons ».

Troisièmement, ils organisèrent des groupes pour combattre les dénonciateurs et les briseurs de grève, non sans le faire avec une habileté tactique en tenant compte de la surveillance policière.

Enfin, ils mirent également en circulation la consigne d'en terminer avec les travaux à la tâche de quelque forme qu'ils soient masqués.

L'obstination avec laquelle ils continuèrent la grève en dépit des multiples pressions patronales, policières et politiques, celles-ci provenant du stalinisme (P.S.U. C. — Parti Socialiste Unifié de Catalogne), indique un haut degré de combativité et une conscience dans la formation des tâches à accomplir.

Tout ce qui a été dit et discuté sur cette grève ne tient pas compte de ses traits révolutionnaires, marqués en elle avec une nouvelle clarté qui laisse un précédent et s'étendra aux luttes futures et aux autres aspects de celle-ci.

Le principe des assemblées ouvrières, afin de décider de tout, nie l'autorité non seulement des syndicats phalangistes, mais aussi de quelque futur syndicat qui vienne, au nom de la liberté, ou de n'importe quoi, se placer comme vendeur de la force ouvrière du travail au capital.

L'avenir de cette consigne est illimité. Généralisée, et les assemblées orientées révolutionnairement, elle peut aller jusqu'à la prise du pouvoir politique par le prolétariat, et plus loin, jusqu'à l'organisation du communisme.

Le refus à admettre que la direction d'une entreprise soit maîtresse de renvoyer, pour quelque prétexte que ce soit qui elle a envie, implique, bien que cela n'est pas encore été suggéré, le même refus pour embaucher les ouvriers, et en période de lutte généralisée, le refus à admettre que le capital structure et dirige l'économie.

Ces deux consignes, combinées à celles des groupes de lutte contre les dénonciateurs et les briseurs de grève (qui comportent en germe l'armement du prolétariat) et à celle de la suppression des travaux à la tâche et des heures supplémentaires (qui, développée, conduit à attaquer la loi de la valeur capitaliste, c'est-à-dire le travail salarié lui-même), permettent de poser la lutte du prolétariat dans ses meilleurs termes, actuellement, et pour l'avenir.

Bien que les travailleurs de la A.E.G. n'aient pas obtenu une victoire pour eux, leur grève sera un point de départ exemplaire pour d'autres, et apparaîtra ainsi, avec le temps, comme une victoire. »

(1) A.E.G. Trust privé de la construction électrique aux liaisons internationales.

« FRENTE LIBERTARIO »

N° 2 - octobre 1970 - AMADOR ALVAREZ - 87, rue de Patay, PARIS 13e.

Dans ce numéro nous trouvons une intéressante correspondance d'un groupe de l'intérieur de l'Espagne « TRIBUNA LIBERTARIA » qui résume ainsi sa position de base :

1°. — l'emploi de l'action directe comme moyen d'affrontement, violent ou non, sans la participation d'intermédiaire, entre les travailleurs, l'Etat et le patronat.

2°. — acceptation de l'apolitisme libertaire ou de ce que l'on pourrait également appeler politique ouvrière antibureaucratique, c'est-à-dire la volonté de non participation aux organismes bourgeois (Etat, Parlement, corporatifs) ou bureaucratiques (partis politiques) et l'emploi dans la lutte d'action directe.

3°. — Face à la répression permanente du capitalisme classique ou d'Etat, les travailleurs ne peuvent arriver au socialisme que par la grève générale révolutionnaire et l'insurrection armée qui en découle, sanglante ou non. La violence ne surgit pas parce que l'homme porterait la méchanceté en lui, mais comme une composante inévitable de la lutte des classes. C'est pourquoi l'emploi de la violence sera nécessaire jusqu'à ce que

nous arrivons à la société sans classes, avec laquelle finiront toutes les guerres.

4°. — Etant donné que le capitalisme est organisé à l'échelle mondiale et que toute tentative révolutionnaire isolée sera combattue par la bourgeoisie du monde entier, les travailleurs de tous les pays, dépassant les intérêts nationaux mesquins, doivent lutter tous unis pour le triomphe de la révolution mondiale.

5°. — la révolution a pour but la destruction totale de l'Etat et l'implantation de la démocratie autogestionnaire exercée par les conseils de travailleurs qui prendront possession de tous les moyens et biens de production.

6°. — les militants libertaires doivent s'organiser démocratiquement de bas en haut, par la libre fédération de groupes autonomes.

PLUS DE DEVOIRS SANS DROITS
PLUS DE DROITS SANS DEVOIRS.

LETTRÉ DE MADRID (11-70)

Ici nous avons eu une lutte de quelques jours qui semblait prendre de l'importance. Elle a été stoppée par le sabotage de nos « enlacs » (délégués d'atelier).

Les faits sont arrivés dans l'entreprise où je travaille (RENFE) suite aux promesses de la direction d'augmenter la prime de production. Promesse faite depuis un an et sans la moindre suite jusqu'à ce jour. En septembre nous avons pris la décision d'en finir et d'exiger cette prime pour le mois même. Pour cela, il nous fallait la coordination de l'action dans les ateliers (dispersés dans la région) à travers nos « enlacs ». Les débrayages de deux heures sont passés progressivement jusqu'à sept heures par jour, avec une unité extraordinaire à Madrid et le mouvement faisant tâche d'huile en province.

La direction a été incapable de réagir et totalement dérouter devant notre volonté de lutte. Nous avions donné tous (y compris les « enlacs ») notre parole de continuer jusqu'au bout, solidaires. Et de ne reprendre le travail qu'à la condition qu'il n'y ait aucune représaille.

La répression arriva et 60 camarades furent envoyés vers différentes localités de province sous prétexte des besoins urgents du service, et en menaçant les autres de réquisition par l'armée.

C'est alors qu'il est arrivé ce que je te disais au début : le manquement à la parole donnée par les « enlacs », et non pas par les travailleurs qui voulaient continuer à tout prix. A force d'insister pour qu'on reprenne le travail, les délégués réussirent à démoraliser

la masse et la désorienter ; le travail fut repris en certains coins, tandis que la grève continuait ailleurs. Personne ne savait quoi faire, parce que les seuls qui pouvaient nous informer, étaient les « enlacs » et leur seul mot d'ordre était de rentrer. Et fut rompue cette chose si belle et si grande qui est l'unité des travailleurs.

La direction patronale a ainsi réussi sur tous les plans. Maintenant il serait question d'augmenter la prime pour le mois de décembre. Donc la lutte aurait quand même porté.

NOTE d'I.C.O. : si partout ailleurs, les syndicats se transforment en mécanismes du système d'exploitation, en Espagne, ce sont carrément des organes du pouvoir. Mais ces temps derniers, avec l'expansion économique et les conflits sociaux dans les entreprises, les « enlacs » élus par les ouvriers jouent de plus en plus un rôle semblable à celui de nos délégués. La coordination et l'information restent de leur seul ressort, la pression des dirigeants capitalistes sur eux est très forte, et ensuite la tendance bureaucratique à tout régler « entre nous », à l'insu et contre l'intérêt de la masse des salariés. Il ne faut pas oublier le rôle que dans ces trahisons peuvent déjà jouer les « stratèges » et « tacticiens » catholiques staliniens, et autres « syndicalistes libres » bien disposés à montrer à qui de droit, leur sérieux, pour garantir la pérennité du système capitaliste.

C'est donc aux assemblées des travailleurs de se prémunir contre les « défaillances » et les « manquements à la parole donnée » de la part des délégués, toujours possibles.

LETTRÉ DE BARCELONE (22-12-70)

(d'un groupe étudiant)

...On pourrait dire que seulement à travers le journal « Le Monde », vous savez beaucoup plus de choses que nous sur les luttes violentes qui en ce moment se déroulent par toute l'Espagne.

D'ailleurs, il est peut-être plus facile à l'étranger, où la presse « démocratique » condamne toujours le militarisme, le fascisme et les vieilles structures, de

penser qu'en ce moment, l'Espagne vit une lutte massive révolutionnaire. Alors que ce qui existe en réalité, c'est un mélange de politique antifasciste qui se confond avec les antagonismes mêmes qui existent au niveau gouvernemental entre fascisme et capital.

Les limites que nous traînons encore d'une vie sociale sous développée qui, pendant beaucoup d'années a ré-

ussi à soutenir les vieilles mœurs et à dominer toutes les tentatives de modernisation, se retrouvent dans tous les projets pour ébaucher une théorie et une pratique nouvelles qui en terminent avec toutes les constructions du vieux monde ; ces limites rendent impossibles l'extension de telles attitudes au delà des minorités éphémères.

L'incompréhension de la signification de la marche en arrière de la victoire fasciste de 1939, par rapport au niveau atteint par la bourgeoisie espagnole la plus avancée pendant la République, la reconstruction, à partir de zéro de toute une idéologie qui fit réapparaître les tendances conservatrices et étroites en partant du projet de développement autarcique et centralisé, tout cela fut la cause de l'incompréhension de la signification historique de l'existence de telles minorités radicales.

Dès la victoire en 1937 des forces alliées fascistes, républicaines et staliniennes sur le prolétariat espagnol, on vit parallèlement se reconstruire une bourgeoisie traditionnaliste et tous les cadavres bolcheviks du passé comme opposition politique, parfaite reproduction antagoniste à la recherche du pouvoir.

Mais, depuis quelques temps, le développement économique à grande échelle et l'entrée du capital dans toute la vie sociale en général progressent. Cette tendance évidente se fait jour, avec beaucoup de difficultés, aussi bien dans les grandes zones arriérées que dans les régions plus avancées. Ceci explique d'une part l'apparition de groupes qui, par leur action radicale donnent l'alerte sur les domaines nouveaux où d'avance le pouvoir économique, d'autre part l'incompréhension et le silence des milieux étudiants et ouvriers. Les étudiants restent dans la grisaille, acritiques et insensibles ; les ouvriers, à qui le PC a réussi à dissimuler le passé et le futur, ne réussit pas, malgré des manifestations autonomes dans les dernières luttes

(Grenade, Madrid...) à atteindre leur propre conscience de leur lutte.

Nous sommes dans une situation de transition. On peut parler d'une immaturité et d'une incohérence des groupes les plus avancés et du mouvement général. D'ailleurs, la nouvelle bourgeoisie espagnole technocratique est très embarrassée avec ses petits militaires et ses crises économiques.

DEUX GREVES DIFFERENTES

(parmi d'autres, car il y a des grèves fréquentes dans tout le pays)

BARCELONE : Usines Harry Walker — 500 ouvriers — carburateurs et compresseurs. Le 7 janvier, la grève dure depuis 20 jours, contre la pression systématique de la direction pour maintenir des coûts de production très bas : bas salaires, licenciement en trois mois de 18 ouvriers, cadences élevées, absence de contrats collectifs de longue durée. Une commission a été formée par les ouvriers pour discuter avec la direction (homologue d'un comité de grève) : réplique de la direction, licenciement de 14 ouvriers et mise à pied définitive de toute l'usine si le travail ne reprend pas.

BILBAO : 2500 ouvriers des chantiers navals et de la Général Electrica sont en grève perlée contre la détermination de plusieurs de leurs camarades qui avaient pris la tête des grèves contre le procès de Burgos. D'autres ouvriers appartenant à l'UGT (syndicat socialiste) et à la STO (syndicat du parti nationaliste basque) sont gardés à vue par la police (6-1-71).

800 ouvriers des chantiers de la Societat espagnola de construccion naval de Bilbao ont fait une grève de 2 heures le 12 janvier pour protester contre l'arrestation de douze délégués ouvriers de l'entreprise, au cours d'une manifestation contre le procès de Burgos.

PORTUGAL

Lutte de classes et guerre coloniale

Peu d'informations circulent en français sur l'histoire du Portugal et de ses colonies, encore moins sur les luttes qui s'y mènent. On sait tous plus ou moins que la dictature de Salazar s'est établie par un coup d'état en 1926, que Salazar est mort en 1970 et que Caetano lui a succédé sans remous social et politique. On sait aussi que la fraction des capitalistes avancés représentée aujourd'hui par Caetano, avait en fait conquis la direction de l'économie bien avant la disparition de Salazar, qu'elle a commencé dès 1950 une restructuration et une modernisation des moyens de production. Et ce, grâce à l'accumulation du capital réalisée par les livraisons de matières premières en provenance de l'Angola et du Mozambique aux puissances occidentales pendant la 2ème guerre mondiale. On sait donc que le Portugal possède deux colonies africaines importantes, l'Angola (superficie 2 fois la France, 5 millions d'habitants), le Mozambique (superficie 1,4 fois la France, 7 millions d'habitants) et une colonie africaine plus petite, la Guinée-Bissau qui, avec les îles du Cap Vert réunit 1 million d'habitants sur 40.000 km². On sait enfin qu'un grand nombre de travailleurs immigrés

portugais sont employés en France dans l'automobile et le bâtiment.

Les questions que se posent les camarades français de groupes tels qu'I.C.O., disons anti-syndicalistes, sont : Quelle est la situation de la lutte de classe au Portugal ? Le rôle du P.C. et des syndicats ? Le rôle des étudiants, lycéens et groupuscules ? La stratégie du gouvernement portugais face aux luttes ouvrières et paysannes et face à la guerre coloniale ? La signification des luttes de libération nationale engagées en Angola depuis 1956, au Mozambique depuis 1962, en Guinée-Bissau depuis 1956 ?

Le groupe LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE (1) a publié en septembre 1970 une brochure de 21 pages : PORTUGAL : LUTTE DE CLASSE ET GUERRE COLONIALE.

Cette brochure analyse brièvement le contenu des luttes au Portugal et dans ses colonies de 1958 à 1970, autour de trois points principaux :

1. de la faillite du front anti-fasciste à la libération de l'autonomie de classe (1958-1968)

L'émigration spontanée des travailleurs portugais, amorcée en 1960 vers les pays de l'Europe industrielle, n'a été combattue que récemment par le gouvernement portugais. Ce laissez-faire lui a permis de liquider certaines structures féodales avec le minimum de résistance, mais a abouti à une recomposition politique de la classe ouvrière.

Le P.C. a constitué en 1958 un front anti-fasciste destiné à renverser Salazar aux élections présidentielles. Au cours de ce front qui a survécu jusqu'en 1962, la classe ouvrière (zones industrielles de Lisbonne et de Porto, zone textile de Braga, au Nord), a suivi les mots d'ordre anti-fascistes de paix, liberté et démocratie, c'est-à-dire qu'elle n'a jamais lancé de grèves autonomes. C'est après la répression policière du 1er mai 1962 que les ouvriers ont perdu leur confiance dans le P.C.

A partir de 1963, des groupes sans implantation ouvrière, préconisent la lutte armée et le terrorisme urbain, puis disparaissent sous la répression policière.

C'est au cours de cette période de 1958 à 1968 que la bourgeoisie portugaise avancée, rompant avec Salazar, amorce la restructuration de l'agriculture, ouvre le Portugal et ses colonies au capital étranger, surtout allemand, et parvient à équilibrer sa balance des paiements grâce à l'apport de devises de travailleurs émigrés.

(1) Ce groupe a déjà publié deux brochures dont nous avons parlé :

- Classe ouvrière en Belgique (la grève des mineurs du Limbourg) ;

- Etats-Unis - Luittes ouvrières 1970.

Diffusion et correspondance à La Vieille Taupe - 1, rue des Fossés St-Jacques - Paris 5ème.

2. l'attaque ouvrière et la nouvelle politique économique

L'action menée par le P.C. et subie par la classe ouvrière pour le développement de l'économie nationale, se transforme à partir de 1968 en une lutte contre l'exploitation à travers une série de grèves ouvrières autonomes : les transports publics, les postes, les chemins de fer puis la région industrielle de Lisbonne, et la grande grève des chantiers naval de la Lisnave, en novembre 1969.

Le gouvernement portugais a tenté à la hâte de structurer des syndicats officiels sur le modèle espagnol. Mais trop tardivement et il ne dispose en réalité que de la répression patronale directe. Parallèlement, le ministère de l'industrie a mis sur pied un plan de développement accéléré basé en priorité sur les produits de transformation de l'uranium, du pétrole, et sur la construction navale, et en second lieu sur la restructuration des vieux secteurs textiles du Nord. Les investissements étrangers se multiplient, R.F.A. en tête.

A ce projet, deux obstacles :

— la guerre coloniale (voir plus loin) ;

— les structures arriérées de l'état, qui ne peuvent être réformées qu'en mettant fin à la guerre coloniale. Pour réaliser les réformes nécessaires au plan de développement, le gouvernement doit payer le prix de la résistance des secteurs capitalistes arriérés. Il compte sur l'appui du réformisme de gauche, avec le P.C. à sa tête qui a créé des *commissions unitaires* dans les usines. Le rôle du P.C. n'est pas d'entretenir une négociation permanente, mais de proposer des réformes de l'état.

L'ampleur et la nature autonome des grèves contre-courant actuellement ces tentatives. Mais il n'y a aucune liaison entre la lutte d'usine et la lutte contre la guerre coloniale.

Le projet gouvernemental de croissance économique passe aussi par la réforme de l'université. Là aussi la révolte étudiante de 1969-1970 a opposé un échec à la participation (universités de Lisbonne et de Coimbra).

3. la question coloniale

Les organisations politiques de libération nationale de l'Angola et du Mozambique sont dans l'impasse parce que le capitalisme international a pris lui-même en charge l'objectif économique que s'étaient fixés ces organisations : le développement de l'appareil productif local.

Ainsi les structures politiques que les organisations de libération nationale projettent de mettre en place pour réaliser ce développement (gouvernements nationalistes autoritaires), sont défaits au fur et à mesure par la réponse du capital international à ces tentatives.

Pour les camarades de ce groupe, la situation dans les colonies portugaises est un des exemples qui montrent que le capitalisme est en train d'effectuer une restructuration de l'appareil productif à l'échelle mondiale, et qu'il ne peut plus tolérer l'instauration de gouvernements de type chinois trop lent à développer ses forces productives.

Dans cet objectif, les pays capitalistes avancés sont décidés à liquider les organisations nationalistes par la guerre. Mais ces guerres ont pour effet de déplacer les masses rurales vers les centres urbains et de donner aux mouvements populaires de libération un contenu nouveau de mouvements prolétariens. C'est le cas du Vietnam et de la Palestine.

Dans les colonies portugaises, la stratégie du gouvernement portugais allié au capital international (R.F.A., U.S.A., France) est de chasser la guérilla par le développement industriel : barrage de Cabora bassa et industrie textile du Mozambique, industrie pétrolière, sidérurgie et des phosphates en Angola.

C'est grâce à cette alliance que le Portugal compte mettre fin à la guerre et réaliser son propre plan de développement métropolitain sur la base de réformes démocratiques.

La lutte autonome de la classe ouvrière portugaise, amorcée depuis deux ans, est une réponse à la nouvelle offensive du capital, tout comme dans les autres pays de l'Europe industrielle. L'émigration portugaise commence aussi à contribuer à l'unification de la classe ouvrière au niveau européen.

Dans cette brochure, les camarades du groupe *Lutte de classe Internationale* essaient de donner une dimension internationale à leur analyse des rapports entre les luttes de la classe ouvrière portugaise et la stratégie du gouvernement. Et cela, non par des considérations idéologiques, mais par quelques remarques concrètes sur la situation des luttes :

— *l'autonomie des luttes portugaises est un fait récent*, qu'il est indispensable de rapprocher des mêmes formes de luttes prises en Italie et en France auprès 1968, et en Angleterre depuis plus longtemps. Le processus qui a déclenché cette autonomie vis à vis des syndicats est différent dans chaque pays et est à relier à la situation particulière des capitalistes nationaux, mais l'identité des formes de luttes peut indiquer qu'il s'agit là d'un débouché révolutionnaire à l'échelle européenne.

A ce propos, il serait intéressant que les camarades portugais puissent donner plus d'informations sur les boîtes qui ont mené et mènent des grèves autonomes (transports publics de la Carris, usines de verre de Covina, constructions mécaniques de la Sorefame, chantiers navals de la Lisnave, etc...). Il est clair qu'au Portugal où les grèves sont officiellement interdites, les formes d'auto-organisation doivent être particulières. On aimerait savoir les formes que la récupération du P.C.

prend à travers la création des *commissions unitaires*. — *les mouvements gauchistes portugais subissent une décomposition* analogue à celle que nous connaissons en France. Le F.A.P. (Front d'Action Populaire) prochinaois, la L.U.A.R. (Ligue d'Unité et d'Action Révolutionnaire) inspirée des tupamaros, ont été isolés ou disloqués par la répression policière. Comme la gauche prolétarienne en France, leurs militants couraient après la spontanéité de la classe ouvrière, à la recherche d'une usine à chauffer. Les camarades portugais posent ainsi indirectement la question du rôle des groupes de militants, travailleurs ou intellectuels, mais réunis à l'extérieur de leurs lieux de travail. Leurs critiques à l'égard des groupes léninistes, trotskystes et maoïstes les situent à l'intérieur de la tendance anti-autoritaire.

Maintenant, pour dépasser les considérations spéculatives issues d'une simple critique de la publication de ces camarades extérieurs au groupe d'I.C.O., nous voudrions poser directement les questions qu'en réalité elle implique. Au terme de cette brochure, forcément abstraite à cause de son côté strictement économiste, la question reste posée (comme se la posent un certain nombre de camarades d'I.C.O.), de savoir, si le rôle de ces groupes anti-autoritaires est simplement de propager, par les informations de boîtes et l'analyse théorique, l'idée que les luttes autonomes telles qu'elles sont pratiquées par certaines catégories de travailleurs, constituent la forme la plus révolutionnaire et donc l'exemple à suivre. Ou si le groupe peut, à partir des informations sur ces luttes, se donner les moyens d'intervenir dans les secteurs où il aura réussi à anticiper la situation de quelques mois.

ITALIE

Unification syndicale et lutte de classes

EN ITALIE COMME AILLEURS (A L'OUEST COMME A L'EST)
LE CAPITALISME NE SORT PAS DE SES CRISES
IL NE FAIT PLUS CE QU'IL VEUT DES TRAVAILLEURS
ALORS LES SYNDICATS S'UNISSENT : POUR TENTER DE SAUVER
LE CAPITAL ET EUX-MEMES.

« La production souffre d'une autre maladie : l'absentéisme. Pour la seule Fiat, 18.000 ouvriers manquent à l'appel chaque matin, ce qui représente un dixième des effectifs... L'an dernier, Fiat a perdu 20 millions d'heures de travail à cause des grèves et 20 millions par absentéisme. Cette année (1970) 30 millions pour absentéisme et 5 millions à cause des grèves...

La direction de Fiat dit son espoir de voir la situation économique et sociale évoluer plus favorablement d'une part, grâce à des rapports clairs et plus ouverts avec les syndicats... » (Le Monde) (Voir I.C.O. n° 100 - Italie : Fiat : Le feu sous la cendre).

Presque en même temps que cette constatation, les journaux annonçaient que les trois grandes centrales syndicales italiennes poursuivaient des discussions en vue d'atteindre leur unification en 1972.

Pour l'après-guerre, en Italie comme en France, les divisions syndicales datent du début de la guerre froide U.R.S.S.-U.S.A. vers 1947, tout de suite après la seconde guerre mondiale. La guerre avait vu en France la réunification des syndicats pour amener les travailleurs à se sacrifier une nouvelle fois pour sauver « leur » capitalisme sous le drapeau de l'antifascisme. La lutte

impérialiste à travers la guerre froide avait donné, en Italie et en France, trois principales organisations liées à des partis politiques et à des impérialismes distincts :

— la C.G.I.L., liée au P.C.I. comme son homologue français, la C.G.T. l'était au P.C.F. ; avec toutefois des différences dans les liens avec l'U.R.S.S.

— la C.I.S.L., liée à la démocratie chrétienne, homologue de la C.F.T.C.-C.F.D.T., mais à la différence de la France, trouvant en Italie un parti démocrate chrétien organisé et fort (Le M.R.P. dans l'immédiat après guerre avait cette vocation, mais

échoua à cause de facteurs propres à la France), orientation « européenne » du côté américain.

— l'U.I.L. social démocrate, équivalent de Force Ouvrière, tant par son origine en 1947, que par son soutien plus ouvert à la politique américaine.

La réunification de syndicats qui furent aussi étroitement mêlés aux rivalités impérialistes, tant dans leur existence que dans leur orientation et leur utilisation du mouvement politique italien, doit être analysée, autant par rapport au contexte international qu'au contexte national italien.

A vrai dire, les deux points de vue international et national sont étroitement liés et interdépendants. Partout dans le monde capitaliste, que ce soit dans la branche orientale (capitaliste d'Etat) ou dans la branche occidentale, depuis plusieurs années se développe la même crise latente dont les conséquences apparaissent au niveau des Etats, grands ou petits, sous la forme de difficultés diverses économiques ou financières. Les mesures prises pour maintenir le profit, donc le pouvoir des classes dominantes ne font, dans la plupart des cas qu'aggraver les situations auxquelles elles prétendent remédier, aggravant à coup sûr toutes les formes de domination sur les travailleurs, c'est-à-dire leur aliénation, quand ce n'est pas simplement leur condition économique immédiate.

Mais les travailleurs se laissent d'autant moins faire que le capitalisme lui-même a pu leur offrir l'image et l'attrait d'une société d'abondance. « Travailler moins et gagner plus » est une revendication latente permanente qui s'oppose au « travaillez plus et gagnez moins » nécessaire aux sociétés en crise pour continuer à se maintenir. Il est bien évident que toute lutte ouvrière de l'Est ou de l'Ouest a immédiatement d'énormes répercussions sur le prolétariat international ; c'est l'intérêt de l'Ouest, comme de l'Est, de tenter de se fournir un soutien économique réciproque, palliatif aux difficultés présentes ; mais ce faisant, il devient une absolue nécessité de maintenir l'ensemble du prolétariat sur le plan mondial au même niveau d'exploitation. Cette convergence d'intérêt détruit, pour le présent, les barrières entre les blocs oriental et occidental et crée les conditions d'un front commun pour maintenir l'ordre des structures actuelles qui, *fondamentalement*, sont identiques dans les deux camps.

La première pierre de la réunification syndicale en Italie (elle peut venir aussi en France, mais elle est moins urgente pour le moment) vient de l'extérieur, de la situation mondiale tout comme en 1934 en France, mais pour des motifs différents. A ce moment, la réunification visait à l'embrigadement du prolétariat dans la guerre impérialiste. Maintenant, elle apparaît directement dirigée contre le prolétariat ; c'est là un point essentiel qui traduit bien la situation mondiale présente.

Pourquoi cette réunification apparaît-elle déjà en Italie et pas ailleurs ? Ce sont les conditions particulières de ce pays qui sont ici en cause. Pour deux raisons qui sont étroitement liées. L'Italie a une structure économique propre qui répond mieux à un capitalisme d'Etat : d'un côté un secteur capitaliste très moderne et très concentré (avec un important secteur d'Etat), et d'un autre côté, tout le sud dans une situation proche du sous-développement : les difficultés économiques et la répression sociale entraînent des mouvements très différents. Dans le Nord industrialisé des luttes d'usines dont l'autonomie prend des formes différentes suivant les tentatives de récupération, dans le Sud des révoltes totales plus proches des mouvements révolutionnaires du passé. Dans une telle situation, seul un pouvoir syndical fort peut assurer le maintien de l'essentiel de la société capitaliste. C'est la forme qu'il a déjà pris dans les pays capitalistes les plus avancés (U.S.A.,

Grande-Bretagne, Allemagne) ; c'est la forme qu'il a pris également dans les pays devant réaliser leur révolution industrielle (Russie, Chine, etc...). L'urgence de cette réunification, c'est l'ampleur de la révolte sociale, avec ses visages divers qui l'ordonne. Mais il est certain que le seul contexte italien n'aurait pas conduit à ces pourparlers si la situation internationale avait été par exemple celle de la guerre froide ; au contraire, elle aurait été exploitée par l'un ou l'autre camp par l'intermédiaire des syndicats qui lui auraient été liés, comme cela s'est produit maintes fois dans le passé. Cette constatation rejoint ce que nous avons dit plus haut sur une sorte de Sainte Alliance contre le prolétariat mondial : la lutte en sera d'autant plus dure, mais elle n'est plus du tout ambiguë et, à cause de cela, elle peut se développer avec son autonomie et ses caractères propres.

Comme d'habitude, les articles sur ce sujet présentent ces discussions de réunification comme le résultat d'une « volonté d'unification », comme le désir de « relancer l'action syndicale », comme un besoin « d'autonomie vis à vis des partis ». C'est un langage que l'on a souvent entendu et il se trouvera encore bon nombre d'hommes d'appareil ici et ailleurs pour prendre les effets pour les causes, en feignant de croire que ce sont les hommes et leurs volontés qui font l'Histoire. Bien sûr, on ne manque pas d'expliquer que dans les usines d'Italie, dans toutes les luttes qui se déroulent ouvertement ou intérieurement, des comités unitaires d'ateliers regroupent des syndiqués de toutes tendances. Précisément, ces comités unitaires ont été multipliés par les syndicats, eux-mêmes unis dans une même tactique ; cette tactique répondait au mouvement des comités de base spontanés qui menaçait l'existence même des syndicats en même temps que celle de tout l'édifice de la société d'exploitation sur les lieux de production. Mais cela aussi était une conséquence de l'autonomie du prolétariat, pas seulement en Italie, mais partout, alors même qu'effectivement la constitution d'organismes communs de base préfigurait l'unité au sommet. Ce qui a beaucoup plus poussé à la réunification, c'est la constatation relevée au début de cet article, que le capitalisme italien ne peut ramener le prolétariat italien dans les limites « normales » de l'exploitation, malgré tout ce que les syndicats ont pu faire jusqu'à maintenant à la base.

Une autre constatation importante est l'importance donnée aux syndicats pour la survie du capitalisme, alors que les partis existaient précisément comme médiateurs des difficultés sociales. Ce n'est pas un phénomène réservé à l'Italie : les partis traditionnels, se mouvant dans une démocratie de type traditionnel (c'est-à-dire dans un certain stade du développement du capital) n'ont plus qu'une utilité secondaire ; les problèmes économiques et sociaux sont débattus directement entre ceux qui sont censés représenter les deux antagonistes sociaux : le gouvernement (de plus en plus formé de spécialistes) au nom des capitalistes, les syndicats (au nom des travailleurs). C'est aussi la conséquence de la concentration capitaliste ; cela explique que la forme moderne la plus parfaite du syndicat soit atteinte dans les pays capitalistes d'Etat avec un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'économie et l'encadrement des travailleurs au profit de la classe dominante.

Lorsque cette limite est atteinte, le syndicat tient son pouvoir — totalement — du pouvoir de répression de l'Etat capitaliste : il est une institution légale spécialisée avec une fonction définie. Mais il a perdu tout pouvoir venant de l'adhésion (plus ou moins mystificatrice pour les travailleurs) de ses membres. L'unification des syndicats italiens contient déjà cette perspective. Car en même temps qu'il est annoncé qu'ils sont les interlocuteurs directs du gouvernement italien pour tenter

de mettre en place de nouvelles structures permettant de résoudre la crise (c'est-à-dire faire travailler le prolétariat), on trouve des doutes sur le résultat escompté de cette réunification :

« Même s'ils se sont entendus sur la nécessité d'une lente unification, l'audience dont ils (les syndicats) jouissent reste incertaine. Le calme apparent des usines piémontaises ou lombardes ne doit pas faire illusion. L'unité « spontanée » s'y développe dans un climat où les noyaux extrémistes trouvent à s'employer... »

Cette phrase exprime la crainte pour les capitalistes de voir tous ces efforts syndicaux rester lettre morte ;

LA LUTTE DE CLASSE BRISERA-T-ELLE LES TENTATIVES D'UNIFICATION EN LES VIDANT PAR AVANCE DE TOUTE SIGNIFICATION ?

(Extraits du MONDE du 19-1-71)

« Dans une lettre adressée au président du conseil, le 5 janvier et publiée le 9 par le « Corriere della Sera », il (1) dénonçait les formes de « lutte ouvrière qui s'inspirent des méthodes et des principes de la guérilla (...) et qui tendent à désarticuler de façon permanente l'organisation des entreprises ». Il citait des chiffres : cinq millions d'heures de travail perdues en 1970, 2.000 lires de prix de revient de l'heure de travail à l'Italsider, 1.770 chez Alfa-Roméo, 1.630 à la SIT-Siemens. Il évoquait les épisodes de violence contre les cadres intervenus dans ces entreprises et concluait ainsi : « Ces données font entrevoir qu'il n'est pas impossible d'atteindre l'objectif visé (l'ébranlement du système économique) si l'on voit se prolonger l'action qui engage depuis dix-huit mois les principales entreprises de l'I.R.I. dans un conflit semi-permanent. Les directions s'y trouvent placées au carrefour entre la paralysie totale de la production et l'accroissement du coût de travail absolument inadaptable au développement de la productivité ».

L'interprétation de ce diagnostic déborde le cadre économique. Elle met en cause, en effet, le caractère de représentativité des centrales syndicales. La preuve est

(1) Le Professeur Petrilli, président de l'I.R.I. (Institut de Recherche et de développement industriel).

c'est la preuve que les travailleurs ne se laissent pas tant récupérer ; mais en même temps ce pourrait être le présage de mesures autres, c'est-à-dire plus dures et se voulant plus efficaces. Situation qui sortirait du cadre également traditionnel des syndicats malgré leur changement de rôle et qui poserait ouvertement pour les travailleurs le problème du pouvoir car elle les amènerait à se heurter directement à l'Etat capitaliste, simplement à travers leurs revendications de base, comme cela est le cas dans tous les pays de l'Est, là où il n'y a pas de place pour des organismes médiateurs, où le syndicat tient tout son pouvoir de l'Etat et plus du tout de la base des travailleurs.

faites, disent les modérés, qu'elles n'exercent aucun contrôle sur les franges qui entretiennent l'agitation dans les usines. Dans ces conditions, pourquoi les tenir comme interlocuteur dans la préparation d'une politique de réformes ?

Les centrales connaissent assurément une phase d'essoufflement dans la stratégie à triple objectif qu'elles s'étaient fixées au printemps 1969. La route de l'unification se révèle de plus en plus semée d'obstacles, et seul M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L., semble n'avoir pas de doute sur l'issue. L'autonomie vis-à-vis des partis politiques, réalisée formellement, marque le pas. Les réformes, enfin, paraissent s'enliser. Pour les dirigeants des centrales syndicales, la campagne actuelle de pessimisme tend simplement à renvoyer aux calendes grecques la suite des conversations et à faire peser sur les organisations ouvrières les responsabilités fondamentales du désordre de l'économie...

...Disant équitablement leur fait aux industriels et aux syndicats en des termes dont la substance ne diffère guère de la pensée du professeur Petrilli. M. Donat-Cattin a insisté sur le rôle du Parlement. « Les réformes incombent au Parlement. Nous ne sommes pas un Etat para-syndical. Les syndicats ont pour tâche de stimuler et ne peuvent se substituer aux partis. La réponse relève uniquement des forces politiques ».

GRANDE-BRETAGNE

LA GREVE GENERALE DES DOCKERS LES SYNDICATS UNE FOIS DE PLUS DEMASQUES

Les transports maritimes se sont considérablement transformés dans les vingt dernières années. L'Angleterre est une île dont la vie économique est conditionnée par le commerce extérieur. Elle a été particulièrement touchée par cette révolution technique ; au cours des vingt dernières années, tous les ports d'Angleterre ont vu se dérouler des luttes, petites ou grandes, tournant autour de cette modernisation. Les uns exprimaient la solidarité propre aux dockers pour des problèmes particuliers touchant les conditions de travail immédiat (travail trop pénible, dangereux, ou contre des sanctions diverses), mais la plus grande partie de ces luttes ont tourné autour du problème salaires et productivité, c'est-à-dire étaient liées à la lutte quotidienne et générale contre l'offensive du capital ten-

dant à réduire les coûts, donc à accroître ou maintenir les profits dans cette branche particulière d'activité.

A travers de nombreuses péripéties, des plans, aussi divers que prudents, essayaient de régler ce problème dans l'intérêt du capitalisme anglais ; ils émanaient des gouvernements qui se sont succédés, tant sociaux démocrates (travailleurs) que conservateurs. Les dockers ont réussi à faire front et à éviter les conséquences trop brutales de l'automatisation du conditionnement des marchandises, des engins de manutention, des navires. Comme la plupart des luttes qui se déroulaient en Angleterre, les grèves des dockers ont été le plus souvent des grèves sauvages. Mais les syndicats (regroupés dans le syndicat social démocrate des Trade

Union), s'ils ont toujours participé aux différentes commissions devant assurer la modernisation des docks, se sont heurtés à de violentes réactions des dockers. Ces réactions, au cours des années, ont pris différentes formes en liaison avec l'évolution de l'ensemble du mouvement ouvrier anglais.

C'est ainsi qu'une grève de 5 semaines, du 23 mai au début de juillet 1954, a vu 18.000 dockers des principaux ports, engagés dans une grève sauvage, pour tenter d'imposer un nouveau syndicat en réaction contre la bureaucratisation des syndicats officiels : le plus extraordinaire fut que la base continuait à se battre alors que les dirigeants du nouveau syndicat avaient mis les pouces devant la bureaucratie des Trade-Unions.

Cette phase de la lutte comporte beaucoup d'enseignements qui rejoignent ceux de tentatives identiques en Angleterre ou dans d'autres pays.

La position des syndicats en regard de la grève des dockers a pu paraître différente suivant que les nécessités politiques obligeaient les travaillistes et les Trade Union à jouer le rôle d'opposants ou celui d'auxiliaires du gouvernement. Mais, comme en France, cette « opposition » syndicale n'est qu'une façade.

C'est en ce sens que la dernière grève des dockers de l'été 70 a pu paraître une manœuvre des travaillistes et des Trade Union pour mettre en échec le gouvernement conservateur, qui venait de triompher aux élections législatives. Ceci doit être considéré de plus près car le mouvement de grève se dessinait avant les élections et indépendamment de toutes perspectives politiques sur la base de revendications de salaires non satisfaites.

Il est clair, dès la fin juin, que les syndicats, bien qu'hostiles aux conservateurs, ne désiraient pas soutenir la grève des dockers, et le déroulement de la grève a bien montré que c'était bien là leur position. Si le gouvernement avait été travailliste, cette lutte se serait déroulée dans des conditions identiques, car le gouvernement conservateur n'a fait que reprendre la politique travailliste de restrictions des salaires, bien que dénonçant avec véhémence, les capitulations de son prédécesseur devant les assauts des travailleurs.

Avant même que les négociations engagées entre les syndicats et les organismes patronaux soient parvenues à un terme, une première grève sauvage de 24 h avait déjà éclaté le 24 juin, et la tension générale dans les docks, exprimée par d'autres mouvements identiques, bien que plus limités, avait obligé les syndicats à fixer la grève (syndicale cette fois) pour le 14 juillet 70. Le 13 juillet, le syndicat proclamait qu'un accord avait été signé accordant 7 % d'augmentation, et décidait de reporter la date d'entrée en grève. Dès le 14, il était bien évident que les dockers passaient outre à cette décision : 2.000 dockers de Glasgow se mettaient en grève immédiatement, et rapidement 30.000 dockers sur 47.000 étaient en grève illimitée. Tout se passait apparemment dans une grande confusion. D'après des informations, ce sont des leaders « non officiels » qui ont demandé aux dockers de se mettre en grève et ceci tant qu'ils ne connaîtraient pas dans le détail le résultat précis des accords passés par les syndicats. Le résultat de ce mouvement fut que les négociations reprirent jusqu'au 17 juillet, mais qu'au soir de ce jour, pour ne pas perdre totalement la face, et reprendre éventuellement en mains le mouvement, les syndicats se trouvèrent contraints de lancer un ordre de grève (et encore, celui-ci ne fut acquis à la conférence nationale syndicale que par 48 voix contre 32). Un ordre de grève qui entérinait une grève totale existant déjà depuis 3 jours.

Le déroulement de la grève vit les péripéties habituelles à ce genre de luttes. Du côté du gouvernement, les menaces (proclamation de l'état d'urgence, menace d'utiliser la troupe dans les docks) ou l'exploitation des thèmes sentimentaux ou patriotiques. Du côté des dirigeants syndicaux, toutes les tentatives habituelles de rupture de l'unité du mouvement et de démoralisation : ils proclament dès le premier jour que « la grève pourrait prendre fin dans quelques jours si les employeurs étaient prêts à rouvrir les négociations » (ils recommandent de décharger les denrées périssables, ce qui occasionne une confusion parmi les dockers, certains acceptant de le faire, et d'autres refusant), limite de la solidarité des autres corporations. Sur ce dernier point, on peut remarquer que s'il y eut une solidarité active de la part des dockers de certains ports de Belgique et de Hollande et peut-être en France, par contre des transports de remplacement purent être mis en place, notamment un pont aérien entre le Danemark et l'Angleterre pour écouler les produits laitiers danois. Il semble, toujours à propos de cette solidarité, que les dockers tentèrent à certains endroits de stopper les transports routiers pour mettre un terme à cet affaiblissement de leur lutte. Au bout de 15 jours de grève, il devenait évident que la situation ne pourrait plus durer dans cette sorte de statu quo, dans lequel ils s'étaient installés. Les aciéries commençaient à réduire leur production, les chargements de denrées périssables pourrissaient dans les cargos, etc... A ce moment, le gouvernement s'il voulait éviter la fermeture d'usines, donc des répercussions sociales beaucoup plus importantes, aurait dû faire entrer les troupes dans les docks, ce qui n'aurait pas manqué également d'avoir des répercussions importantes. La force actuelle du mouvement ouvrier anglais, réside dans l'impossibilité de recourir à ces moyens, et ce sont les syndicats qui se sont chargés de mettre un terme à ce conflit suivant des méthodes que l'on connaît bien. Une commission d'enquête (ça fait toujours « observateur impartial » — on sait ce que cela signifie) avait été mise en place, et elle proposa le 27 juillet une augmentation qui ne différait pas sensiblement de celle accordée au début de la grève. Le 29 juillet, la conférence des délégués syndicaux vota la reprise du travail par 51 voix contre 31 ; tous les délégués se firent injurier et menacer par un groupe d'une centaine de dockers qui étaient venus attendre le résultat de ces discussions ; au début d'août, la grève était pratiquement terminée avec une reprise étalée dans une certaine confusion.

Cette grève n'est ni une victoire, ni une défaite. Elle montre d'une part, la force du mouvement autonome des travailleurs, mais d'autre part, l'emprise des dirigeants syndicaux dans un mouvement d'ensemble au niveau de l'Angleterre toute entière. Cette emprise des syndicats et ses possibilités de manœuvre existent beaucoup moins à la base. Cette constatation est importante car elle permet de comprendre que malgré ce mouvement de 15 jours de grève, on peut continuer dans les différents ports, sur des points précis comme c'était le cas auparavant. Toutes sont également des grèves sauvages qui expriment au niveau de la base la résistance des travailleurs aux conséquences de la modernisation, c'est-à-dire sur l'ensemble des conditions de travail. On trouve ici résumé dans une structure particulière et des caractéristiques essentielles du mouvement ouvrier anglais en 70 : une autonomie quasi totale à la base que crée un rapport de force favorable aux travailleurs, mais qui ne débouche pas dans l'état actuel, sur la mise en place d'organismes de lutte autonomes dans des mouvements étendus.

LE CHAOS DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ANGLAISE

LA BASE ET LE POUVOIR DANS L'USINE

Pour avoir un aperçu sur les grèves dans l'automobile, voir I.C.O.
n° 80 et 81 (Ford - début 69), n° 89 (Ford - début 70).

Tout au long de l'été, des grèves sauvages se sont déroulées dans les usines d'automobiles ou de sous-traitant. Pour bien situer ces luttes, il faut souligner :

1) *le niveau de concentration et de rationalisation* : toute la production est si minutieusement réglée par la chasse aux profits que le moindre accroc bloque toute l'usine. De plus, le large recours à des sous-traitants spécialisés, eux-mêmes très concentrés (un ou deux par accessoire) fait que la moindre grève chez un sous-traitant bloque peu à peu toutes les chaînes de toutes les marques (car il n'y a pas de stocks, ni chez le constructeur, ni chez le sous-traitant).

2) *La lutte au niveau des ateliers* pour le maintien de la règle de « mutualité ». Cette règle permet, dans les salaires aux pièces, à la base (contrôlant le délégué d'atelier, shop-steward, révocable à tout moment) de discuter directement la fixation des temps. Les transformations techniques de l'automatisation abolissent le travail aux pièces : l'offensive patronale vise à imposer le salaire par poste et en même temps supprimer tout le pouvoir de la base dans la discussion des salaires. C'est l'aspect concret et le plus important de l'attaque sur l'institution des shop-stewards.

3) Ces dernières années, dans l'automobile, *la liaison de fait entre les différentes boîtes* de l'auto s'est développée sous la forme de la revendication de la *parité* c'est-à-dire l'égalisation des salaires entre les différentes boîtes, chacune réclamant l'alignement sur les taux les plus élevés. Les augmentations obtenues *sans grève* chez Ford (voir I.C.O. n° 89) se sont répercutées en chaîne dans toute l'industrie automobile.

De ce bref exposé, on peut retirer que l'autonomie de la lutte se dégage (de par les revendications et les moyens d'action) des structures mêmes de l'industrie, de la concurrence entre les firmes et des efforts patronaux pour tenter de moderniser leurs entreprises, c'est-à-dire d'en accroître la productivité.

La plupart des luttes de la base sont menées contre des accords « salaires et productivité » conclus au sommet entre syndicats et patrons ; tous ces accords contiennent des « engagements respectifs » : les patrons augmentent les salaires, mais les syndicats les aident à accroître la productivité. C'est-à-dire le partage de la plus value se fait directement et ouvertement *entre dirigeants*. Les travailleurs n'ont plus qu'à se battre.

Ce qui suit n'est qu'un aperçu de ce qui se passe dans l'automobile ; mais cela permet de comparer avec la situation en France au cours de la même période.

7 JUILLET : Lucas (sous-traitant) usine de Formans-Road, 350 ouvriers terminent 3 semaines de grève pour demander 9 livres par semaines (120 F) — 40.000 ouvriers mis à pied dans d'autres usines à cause du manque d'approvisionnements.

DEBUT AOUT : 5.000 ouvriers de l'usine G.K.N.-Sankey (sous-traitant) se mettent en grève pour les salaires. Peu à peu toutes les usines d'automobiles sont con-

traintes de mettre à pied des secteurs entiers de leur production.

1er SEPTEMBRE : 7.000 ouvriers de Triumph à Coventry sont mis à pied (et les 1.500 restants se mettent en grève) — 3ème arrêt de l'usine en 2 mois — 500 à Chrysler-Stoce et 500 à Dunstable, 2.000 chez Massey-Ferguson. Un bonze syndical du G.M.W.U. déclare : « il est maintenant tout à fait clair que la seule chose qui puisse faire reprendre le travail est une augmentation sérieuse des salaires ».

En même temps, 2.000 ouvriers sont en grève dans une usine de camions de Linwood et aux usines Land Rover 27 convoyeurs en grève font mettre à pied 750 ouvriers.

30.000 ouvriers sont à pied à cause de la grève G.K.N. Sankey.

LE 4 SEPTEMBRE 1.000 ouvriers des usines Dunlop, à Skelmersdale (Lancashire) sont en grève. Ces usines approvisionnent deux sous-traitants (Loockheed et Girling) fournissant la totalité des freins de l'industrie automobile anglaise et 80 % des autres accessoires (les 22 usines Dunlop d'Angleterre ont déjà été bloquées 6 semaines en mai-juin par une grève de 1.500 ingénieurs et cadres qui avait entraîné la mise à pied de 13.000 ouvriers sur 45.000). La grève a commencé au sujet de l'utilisation de bouilloires dans l'usine. La direction prétendait que les ouvriers abusaient de la pause pour le thé et exigeait l'application d'un accord signé par les syndicats abolissant cette pause. Les ouvriers revendiquaient de pouvoir prendre le thé quand ils voulaient. Derrière ce conflit à l'allure folklorique, c'est le pouvoir même de décision dans l'entreprise qui est en cause : les ouvriers veulent décider eux-mêmes du temps de travail. La grève de Dunlop dure jusqu'au 15 septembre : le patron cède et rétablit la pause.

LE 8 SEPTEMBRE : la grève de G.K.N. Sankey dure toujours. 3.500 ouvriers ont rejeté dans une assemblée un accord accepté par les shop-stewards qui réorganisaient la grille des salaires et accordait des augmentations différenciées et insuffisantes, divisant productifs et non productifs. Plus de 50.000 ouvriers sont toujours à pied, sans compter les réductions d'horaires.

LE 15 SEPTEMBRE (plus de 5 semaines de grève) un conseil au sommet a lieu à Londres entre dirigeants syndicaux et patronaux, pour tenter de mettre un terme à la grève. Les ouvriers ont proposé de répartir ce que la direction offre pour donner plus à ceux qui gagnent moins, mais cadres et techniciens refusent. La revendication de 8 £ 10 s est maintenue (parité avec les ouvriers de Birmingham et Coventry, ce qui représente 20 % d'augmentation).

Les autres boîtes de l'auto parlent d'aller s'approvisionner ailleurs. C'est le début, avec le pourrissement de la grève, d'une offensive concertée.

LE 18 SEPTEMBRE : les shop-stewards persuadent les ouvriers de reprendre le travail avec les 32,50 F par semaine offerts aux productifs, rejetés dix jours plus tôt. Une grève de six semaines, pour peu de choses apparemment. Mais un « échec » qui n'est pas une défaite pour les ouvriers. A ce moment, les usines Ferodo

sont bloquées par la grève de 250 ouvriers qui réclament 10 livres par semaine, et de nouveau les usines Lucas par 70 ouvriers qui demandent 9 livres.

LE 1er OCTOBRE : 165 convoyeurs de B.L.M.C. (Austin Morris) bloquent l'usine où 1.200 ouvriers viennent de terminer une autre grève. Ferodo et Lucas sont toujours paralysés.

LE 16 NOVEMBRE : 200 polysseurs de Rolls Royce se

mettent en grève contre un remaniement des taux qui abaisse les salaires.

Et on pourrait continuer... rien que pour l'automobile tout au long de l'année. Parce qu'ailleurs, il y avait les autres grèves dont on parle ici même ou dont on ne parle pas. Cet arrière plan de grèves sauvages est bien propre à l'industrie anglaise et en sortir comme nous le faisons les exemples les plus marquants traduit mal une réalité sociale aussi mouvante qu'insaisissable.

LA GREVE DES AGENTS COMMUNAUX (éboueurs, etc...) MOUVEMENT AUTONOME ET FINASSERIES SYNDICALES

(Les éboueurs avaient déjà mené plusieurs grèves récentes) (voir I.C.O. n° 89, janvier 70, p. 7 - Les éboueurs de Brent)

Ce mouvement apparaît dans des discussions de salaires entre syndicats et communes, qui s'éternisent : le gouvernement, conservateur à la fin juin, maintenant la politique des travaillistes de blocage des salaires et les syndicats. Bien qu'ayant perdu l'appui de leur parti au gouvernement les dirigeants syndicalistes continuaient à ne pas chercher à troubler l'ordre social : ils soutiennent la revendication de la base de 25 à 30 %. Mais le plus clair, c'est qu'ils ne lancent aucun ordre de grève. Et en septembre tout commence à bouger à la base : des pompiers dans l'Essex, 215 conducteurs à Liverpool, une journée ailleurs. Peu à peu cela s'étend : 30.000 le 1er octobre, 60.000 le 12 octobre dans 40 villes : c'est l'épreuve de force contre le gouvernement qui vient de décréter : « pas de hausse de salaire supérieure à 10 % ». Cette résistance encourage les travailleurs des hôpitaux : 260.000 rejettent le 22 octobre des offres d'augmentation insuffisantes ; les employés des eaux réclament 34 %. Les syndicats essaient d'endiguer la montée en « planifiant » les grèves... qui existent déjà : c'est contre ce plan que le 30 octobre, 2.000 se mettaient en grève à Hackney, malgré la promesse syndicale de ne pas étendre la grève avant que la commission d'enquête (sorte de commission de conciliation) ait statué. Le 2 novembre, on parle d'un comité de liaison qui coordonnerait l'extension de la grève contre les syndicats.

Les ordures s'accumulent partout, et les journaux sont remplis de pleurs sur la pollution. Le 6 novembre,

« La fille d'un duc et son mari étaient parmi un groupe de 6 personnes qui balayaient les feuilles devant le 10 Downing Street, et déblayaient les ordures comme un acte patriotique. Ils protestaient contre la grève des éboueurs. M. Patrick Evershes, un économiste de la City était à la tête du groupe.

Il disait : « Après avoir nettoyé Downing Street, les 6 patriotes et quelques amis de plus ont l'intention de balayer autour de Cénopathe (1).

Notre action est une démonstration de patriotisme contre l'anarchie industrielle. Nous croyons tous que c'est une honte que les visiteurs de M. Heath qui viennent de tous les coins du monde aient à patauger dans les ordures pour atteindre le premier Ministre ».

(1) Equivaient de l'Arc de Triomphe.

LA GREVE DES MINEURS DE CHARBON CE QUE VALENT LES REFERENDUMS

Il reste à peu près 300.000 ouvriers dans les charbonnages qui, en Grande-Bretagne, comme en France, sont nationalisés (233.000 au fond, 67.500 en surface). Là aussi les pourparlers de salaires entre le National Coal Board et le syndicat des mineurs (N.U.M.) s'éternissent : entre la demande (33 %) et l'offre (12,50 %) il y

la commission concède (ou cède) 50 sh par semaine pour 770.000 communaux, soit entre 14,5 et 20,5 % d'augmentation. Avec cette conclusion :

« Nous souhaitons une telle politique des revenus mais actuellement elle n'existe pas et il n'apparaît pas qu'elle puisse être envisagée. L'augmentation de 15 sh était nécessaire pour prévenir une plus grande détérioration des positions respectives ».

Cet aveu de la force de la base, on la trouve confirmé par les conditions de la reprise du travail :

Quelques faits parmi tant d'autres :

— HULL : 550 éboueurs demandent 30 sh de l'heure (21 F) pour nettoyer les rues, ce qui leur donnerait 60 livres par semaine (800 F environ) ce que la municipalité juge « beaucoup trop pour des éboueurs », offrant seulement 7 livres supplémentaires par semaine.

— BRADFORD : 400 éboueurs ont demandé — et obtenu — que pendant 4 semaines, tant que les ordures accumulées ne seront pas évacuées, ils toucheraient 33,5 % de rallonge au lieu de 17,5 %.

— GREENFORD : pour obtenir un supplément pour enlever l'arriéré, les éboueurs occupent un dépôt, barricadent l'entrée, avec des ordures, et se battent avec la police venue pour les faire sortir.

a loin (significatif aussi le taux de 33 % revendiqué par le syndicat pour ne pas perdre la face vis à vis de la base). Dès août, le syndicat parle d'organiser un vote sur la grève, en octobre. Cela donne à la direction des mines et aux entreprises le temps de faire des stocks pour diminuer l'efficacité de la grève.

La consultation commence le 12 octobre ; le résultat connu le 23 octobre donne 143.060 oui, contre 115.052 non, 55 % pour la grève. Mais les statuts du syndicat prévoient que la grève ne peut être lancée et reconnue que si les 2/3 des mineurs sont pour. C'est une « victoire » pour le syndicat et le gouvernement conservateur.

« ...montre que, soit par lassitude, soit par compréhension pour la lutte engagée par le gouvernement et le parti conservateur contre l'inflation et pour la stabilité, une partie importante de la classe ouvrière ne désavoue pas M. Heath. La fermeté peut payer si elle est partagée ». (Les Echos, 26-10-70).

Tu parles. Le syndicat N.U.M. doit sentir que sa victoire est bien fragile puisqu'il propose une grève du zèle ou des heures supplémentaires... Le 25 octobre, 19.000 mineurs du Yorkshire sont en grève sauvage, le 2 novembre 40.000 dans le Yorkshire, 20.000 dans le Doncaster. Le syndicat régional du Pays de Galles, usant de son autonomie, décide la grève... qui est déjà commencée à la base. Le 6 novembre, 100.000 mineurs en grève réclament les 33 % ; 24.000 votent à 4 contre 1 la grève en Ecosse. Cela donne une idée de la valeur

des référendums syndicaux. Le 10 novembre, comme les stocks de la sidérurgie s'épuisent, Laurence Daly, dirigeant national du N.U.M. lance un appel à la reprise du travail et parle d'un second référendum sur la base de 3 livres par semaine au lieu des 5 réclamés.

Des incidents éclatent un peu partout, causés par l'intervention des dirigeants pour briser la grève. Le plus significatif se déroule à Londres le 13 novembre : 600 mineurs sont descendus au Q.G. du syndicat pour demander des comptes : Daly sorti pour les exorter, doit appeler la police pour se protéger contre ceux qui menacent de le lyncher et de le pendre. Seule une action rapide et énergique de 60 flics lui évitent ce sort : sur une photo du Times on voit un bonze rondouillard apeuré isolé par un cercle de flics qui lui font un rempart circulaire de leurs poitrines. D'autres bonzes furent frappés à coup de poings et de bâtons. Puis la grève s'effiloche à travers des manœuvres de toutes sortes (second vote...).

**

Et c'est la reprise là aussi sur des propositions à peu près identiques à celles du début de la grève. Mais, comme pour les dockers ou les éboueurs, ou les ouvriers de G.K.N.-Sankey, cela ne change pratiquement rien à la combattivité ouvrière. Ce n'est qu'un épisode, rien de plus. C'est là le trait le plus important de l'autonomie des luttes en Grande-Bretagne. Tout se passe comme si le stade de manipulation des luttes par les dirigeants politiques et syndicaux était dépassé. Ni la peur (chômage, licenciement), ni l'échec n'ont les effets psychologiques attendus. Ceci se retrouve aussi bien au niveau du quotidien individuel (par exemple absentéisme élevé les lundis) qu'à celui des grèves de longue durée. C'est bien à cause de cette situation que le gouvernement conservateur — après l'échec des travailleurs et avec le soutien discret des syndicats — essaie de trouver d'autres structures d'encadrement du travail et des travailleurs.

(à suivre)

GRÈVES EN BELGIQUE

Dans le n° 97-98 d'I.C.O. (septembre-octobre, p. 8), nous avons montré que la grève du Limbourg n'était pas resté un phénomène isolé en Belgique. Au contraire des luttes dans différents secteurs permettaient de souligner dans ce pays l'existence du même courant d'autonomie des luttes en réaction aux mêmes formes de domination capitaliste. Dans le n° 100 (décembre 1970, p. 25), le récit d'une grève à Citroën Bruxelles confirmait aussi cette tendance (1). Les grèves dont il est question plus loin se sont déroulées dans des secteurs industriels importants de la région de Liège (11-70).

GREVE A COCKERILL

(sidérurgie dans la banlieue de Liège)

Pour la première fois depuis des années, une grève sauvage se déroule dans un secteur entier de Cockerill et dure maintenant depuis plus d'une semaine. L'implantation des syndicats (surtout la F.G.T.B.) n'avait guère permis, depuis longtemps, plus que des débrayages localisés et momentanés (par exemple, les grèves perlées de la traction). On se souviendra qu'au début 70, pendant la grève des mineurs du Limbourg (2), qui mettait en cause la sidérurgie, le débrayage le plus long avait été celui de la traction, pendant... 24 heures. Aujourd'hui, comme ailleurs en Belgique, les travailleurs de la région liégeoise ressentent cruellement l'augmentation du coût de la vie et sont conduits, pour

conserver un niveau de vie décent, à des mouvements de grève qu'aucune force ne peut empêcher.

Notons cependant qu'à cause de la puissance d'intégration que les syndicats ont acquise dans le bassin industriel liégeois, et pour conserver celle-ci, ils ne peuvent que difficilement se permettre de condamner officiellement un mouvement comme ils l'ont fait dans le

(1) La grève de Citroën Forest à Bruxelles s'est terminée par le licenciement de 70 travailleurs. Nous en reparlerons.

(2) Voir brochure I.C.O. sur cette grève.

Limbou, à Michelin ou à Caterpillar (3). Ce qui ne les empêche pas, au contraire, de multiplier les manœuvres pour faire reprendre le travail. Dans bien des cas, même, ils sont obligés de lancer des grèves sur des thèmes bidons pour canaliser le mécontentement général (grèves récentes à la F.N. à Herstul, au charbonnage de Saint-Nicolas). De même, et dans la mesure où ces grèves sauvages sont unanimes (presque pas de jaunes) et pour ainsi dire passives (position d'attente de la part des grévistes, pas de manifestations violentes, pas de dégâts matériels), les municipalités « socialistes », profondément implantées dans la région, n'osent pas faire intervenir l'appareil répressif de la gendarmerie, ce qui provoquerait la chute définitive du P.S.B. et, surtout, une réaction en chaîne à large échelle. Car les gens se souviennent de 60-61 ; ce qui explique qu'on n'ait plus vu utiliser la gendarmerie contre un mouvement de grève depuis cette époque.

Gageons cependant que la généralisation des grèves et l'attitude de refus des patrons et des syndicats feront bientôt changer les choses.

A Cockerill, dans le secteur des laminoirs, le Train a fil a débrayé le jeudi 12 novembre, suivi immédiatement du blooming 3 et du Train Billette. Le blooming 1 a suivi le mouvement le mardi 17 novembre. Les revendications sont claires et unanimes : 10 F de plus à l'heure et le doublage des primes de pause (actuellement de 10 % pour 2-10 et de 20 % pour la nuit). Ces revendications n'ont pas seulement pour cause la hausse du coût de la vie. En effet, les syndicats et les patrons sont pour l'instant en tractations pour l'adaptation des salaires et des primes de Cockerill avec ceux de l'Espérance (à la suite de la fusion des deux sociétés en 69) ; ces tractations concernent en premier chef les travailleurs des hauts-fourneaux, tandis que ceux

des autres secteurs risquent de n'en voir les effets que dans 6 mois ou un an. Le grève actuelle exprime la crainte des travailleurs des laminoirs que la parité avec Espérance-Longdoz n'ait pas d'effet rétroactif. Les syndicats, quant à eux, sont gênés par cette grève qui vient déranger la belle harmonie de leurs discussions avec la direction, et multiplie en conséquence les assemblées pour inviter à la reprise du travail.

Une première réunion syndicats-direction s'est terminée avec comme proposition concrète... 2,25 F de plus à l'heure ! Et en deux temps ! Cette offre ridicule a bien entendu été rejetée par les grévistes. Cette persévérance a encouragé d'autres secteurs à partir en grève : le secteur Quarto le 26 à 18 heures (pause de 2-10), suivi du secteur Arquère, la Construction mécanique (2.400 travailleurs) a débrayé pour 24 heures le 30 et a remis un préavis de grève. En tout cas, ça discute ferme dans tous les secteurs de la boîte et certains ouvriers, tentant enfin de remédier à l'isolement traditionnel à Cockerill, se rendent dans les assemblées des grévistes.

Le 4 décembre, les syndicats sont revenus avec de nouvelles propositions de la direction : 3,50 F en deux temps. L'assemblée des grévistes a décidé la reprise du travail, mais les chiffres du vote montrent bien que les choses ne s'arrêteront pas là : sur 600 votants (sur plus de 1.200 en grève), 300 ont décidé la reprise et 297 s'y sont opposés. Ces derniers ne cachent pas qu'ils ont l'impression d'avoir été bernés et qu'ils sont décidés à recommencer quand le moment viendra.

(3) Voir I.C.O. n° 97-98 - septembre-octobre 1970.

GREVE A PRAYON

Depuis le mercredi 18 novembre à midi, les travailleurs du siège d'Engis (à 18 km de Liège, sur la route de Huy) de Prayon sont en grève totale : aucun des 650 salariés, y compris le corps de garde, ne travaille. Leur revendication unanime est de 10 francs de plus à l'heure (et non de 7 à 10 francs comme l'a dit la presse), ceci pour mettre les salaires au niveau des barèmes régionaux. En effet, l'usine de Prayon (produits chimiques) est tristement célèbre dans la région pour la politique des bas salaires qui y est pratiquée depuis des années. Le patron, réactionnaire comme on n'en voit plus, et qui s'est bien entendu opposé immédiatement à cette revendication, est le genre de personnage qui se plaît à répéter à qui veut l'entendre : « moi, ce qui compte, c'est le rendement ; le reste, je m'en fous ».

L'atmosphère qu'il faisait peser dans la boîte, les conditions de travail déplorables, les conditions de transport (4 à 5 heures dans certains cas, sinon plusieurs kilomètres à pied faute de transports publics) ont accumulé le mécontentement au cours des années. Et le résultat, c'est cette grève, avec les formes particulièrement intéressantes qu'elle a prises.

En deux heures de temps, mercredi matin, sans concertation préalable pour fixer une quelconque revendication, sans avoir prévenu le patron ou demandé l'avis des syndicats, l'ensemble de l'usine avait débrayé. Et, chose plus étonnante encore, les grévistes ont immédiatement abandonné l'outil (1), ce qui ne s'était même pas fait pendant la grève de 60-61 ! Le développement de cette grève (la première depuis au moins les années 50, celle de 60 mise à part) montre à quel point les choses ont changé, montre l'indépendance que les tra-

vailleurs ont acquise à l'égard de la « légalité », de la « bienséance », de la « productivité ». Bref, on voit que lorsque les conditions dans l'entreprise sont devenues trop intolérables, les formes traditionnelles de revendications qu'ont imposées patrons, partis et syndicats, sont enterrées dans les faits par les ouvriers.

Les centrales syndicales n'ont évidemment pas soutenu la grève et sont très vite rentrées en discussion avec la direction. Les délégués, de leur côté, sont partagés entre leur situation d'ouvriers grévistes et le fait qu'ils ont ratifié les conventions nationales où les syndicats s'engagent pendant deux ans à ce qu'il n'y ait pas de grèves. A ce propos, le ressentiment des ouvriers de Prayon est grand contre les syndicats, car ils en ont marre de voir prendre au-dessus d'eux, sans qu'on demande leur avis, des décisions qui les engagent.

A la fin de la semaine, devant l'attitude bornée du patron à chaque réunion de concertation, la grève tient bon. Ce qui est remarquable, c'est qu'aucune livraison n'est effectuée : les camions sont renvoyés vides (certains venant de Brest, en France), et les sucreries belges (Wanze, Tirlémont, etc...) risquent d'être affectées par la grève, faute de recevoir le SO₂ nécessaire à la fabrication du sucre.

(1) Expression utilisée en Belgique pour l'arrêt total de production, y compris la marche de sécurité pour les usines travaillant en continu (sidérurgie, chimie, etc...).

Les travailleurs du siège de Trooz de Prayon (12 km de Liège, dans la vallée de la Vesdre) n'ont pas encore suivi le mouvement, mais il n'est pas impossible qu'ils le fassent à brève échéance, car non seulement ils connaissent les mêmes conditions salariales et de travail, mais de plus une menace de taille pèse sur eux : la perte de leur emploi par la fermeture prochaine de l'usine pour son déplacement à Engis dans les nouveaux bâtiments situés de l'autre côté de la Meuse.

Le 24 novembre, 8 jours après le début du conflit, la délégation syndicale de Trooz a enfin informé les travailleurs de la situation à Engis. Immédiatement, le service entretien a débrayé en solidarité pour la journée et quelques-uns des grévistes se sont rendus à Engis. Là, ils ont appris sur le compte des syndicats des choses qui les marqueront dans les prochaines luttes : alors que les grévistes d'Engis n'attendaient que le démarrage du siège de Trooz pour les appuyer et faire céder la direction, les délégués syndicaux de Trooz invitaient les travailleurs à rester au travail, car, disaient-ils, « une grève de votre part générerait ceux d'Engis dans leurs négociations et ils préfèrent que vous ne

partiez pas en grève ».

Encore un fait qui fait voir que la seule solution pour que les travailleurs mènent à bien leurs luttes est d'organiser leur propre réseau d'information.

Enfin, le 1er décembre, une nouvelle réunion a eu lieu entre les syndicats et la direction, où celle-ci a accordé en plus 800 francs, sous forme de prime et le payement au 1er janvier d'une prime de 500 francs prévue pour février.

La majorité des travailleurs, estimant avoir obtenu un résultat valable, ont décidé de reprendre le travail lors de l'assemblée du 2, avec la promesse supplémentaire qu'un comité serait mis sur pied pour étudier l'adaptation des salaires aux barèmes régionaux. Personne (sauf peut-être une minorité) n'estime que cette grève autonome a été perdue, bien au contraire ; beaucoup de travailleurs se félicitent qu'une telle grève ait pu éclater dans l'usine de Prayon après tant de temps de passivité. Quelque chose a changé et cela n'est pas prêt d'être oublié (les syndicats n'ont jamais été tout à fait contre et ont soutenu la grève après une semaine).

GREVE ET OCCUPATION A ARMCO-PITTSBURG

(Wandre, 10 km de Liège)

Le mouvement qui se déroule actuellement à l'usine américaine Armco-Pittsburg, qui compte 114 ouvriers, tous syndiqués à la Centrale des Métallos de la F.G.T.B., s'inscrit dans un contexte tout différent des autres conflits de la région nliégeoise. Ici, pas de revendications salariales liées au coût de la vie : le salaire moyen est de 100 francs belges de l'heure, et le balayeur du réfectoire gagne 87 francs belges (1 franc belge vaut 11 anciens francs français). Politique de hauts salaires à l'américaine.

Les délégués syndicaux, dont il faut dire qu'ils ne sont pas comparables à la plupart de leurs congénères (ils travaillent comme tous les autres ouvriers, refusent la bureaucratisation, combattent pour les travailleurs qu'ils représentent), ont fait un examen de la gestion de l'usine et ont prouvé au directeur que celle-ci était déficiente. Ceci sur la base contestable, à notre avis, du principe-tarte-à-la-crème de la F.G.T.B., le contrôle ouvrier (1) ; celui-ci sous-tendu par la fonction très contestable que se donnent les syndicats dans le système capitaliste moderne : améliorer la gestion pour que tous, patrons et ouvriers, soient plus heureux (en théorie).

Le patron s'est d'abord conduit comme tous les patrons : sa réponse à la mauvaise gestion (qu'il voulait bien admettre), ce fut la rationalisation, c'est-à-dire le licenciement de 2 employés et de 3 ouvriers. Après que les délégués l'eurent menacé d'une grève si cette décision était maintenue et que l'information eût été faite à la base, une première action fut menée par les ouvriers, sous la forme de calicots et d'affiches satiriques disposées dans l'usine.

A ce moment, l'attitude du directeur fut celle d'un

franc imbécile : en cette époque où l'amabilité à l'égard des syndicats est une règle vitale de la part du patronat pour maintenir leur pouvoir, cet individu, débarquant de son Amérique lointaine, s'imaginant sans doute que l'Europe en est encore au XIXe siècle ou que les syndicats sont une arme révolutionnaire aux mains des travailleurs (!), ne trouva rien de mieux que de licencier les deux délégués syndicaux les plus actifs !

Réaction immédiate : l'occupation de l'usine par les 114 travailleurs et le soutien de ce mouvement par la Centrale, qui ne peut évidemment admettre une attitude aussi réactionnaire et aussi contraire à ses intérêts de collaboration de classe.

Le problème nous semble important : ouvriers et délégués ne semblent pas se rendre compte qu'ils se trouvent dans un cas tout à fait exceptionnel, tant par l'attitude des délégués et de la bureaucratie syndicale que par celle du patron. Au contraire, ils estiment que leur grève est « d'avant-garde » sur le thème du contrôle ouvrier et parce qu'elle n'est pas salariale. A notre sens, il faudrait se demander ce qui est le plus dangereux pour les capitalistes : une grève appuyée par des syndicats intégrés, pour l'aménagement de l'exploitation des travailleurs, ou une grève salariale qui oblige les travailleurs à s'organiser eux-mêmes et par là à mettre en péril l'ordre du système (1).

(1) Notes des camarades de Paris : Nous reviendrons sur les problèmes posés ici par le camarade belge qui a envoyé cette série d'articles à la fois sur les thèmes du « contrôle ouvrier » et sur les luttes telles qu'elles se déroulent.

(1) Tarte à la crème aussi des groupes trotskystes.

U.S.A.

LA GRÈVE DE GÉNÉRAL MOTORS ET LA SITUATION DE CLASSE AUX U.S.A.

La première partie de ce texte a été publiée dans I.C.O. n° 100, p. 16, décembre 1970. L'ensemble émane d'un groupe Philadelphia Solidarity ; il peut servir de base à une discussion sur les luttes aux U.S.A.

FIN D'UNE GEVE SAUVAGE - PUISSANCE D'UNE CLASSE

Le 12 novembre, G.M. et l'U.W.A. annoncent qu'un accord est intervenu pour mettre fin à la grève. Depuis quelques semaines des signes s'accumulaient, le *suspense* avait été renforcé par l'ouverture de négociations « à huis clos » (ce qui donne d'ailleurs la mesure du caractère démocratique du grand syndicat de feu Walter Reuther). Les ouvriers, eux, sont restés silencieux dans leurs piquets.

Une première constatation s'impose au sujet de ces derniers développements : le capital américain exerçait des pressions croissantes pour en finir avec la grève. Pour la première fois dans l'histoire de l'automobile, un membre du ministère du travail a été envoyé par le gouvernement à Détroit, avec le rôle d'exprimer le malaise du patronat et du gouvernement lui-même, d'autant plus que celui-ci ne réussit pas à mettre sur pied une politique conjoncturelle active. « La grève a déréglé tous nos plans économiques et nous ne pouvions attendre davantage la signature du contrat » (déclaration gouvernementale au *Wall Street Journal* du 12-11-70). G.M. elle-même avait confirmé quelques jours auparavant que la grève était en train de la toucher plus que prévu. En somme, le rôle déflationniste que la grève était appelée par le Capital à jouer n'a pas fonctionné comme prévu. C'est dans ce contexte que l'accord est apparu tout d'abord comme une « victoire syndicale ». En effet, le syndicat a, dans l'ensemble, obtenu satisfaction sur la plupart des revendications. Cet élément a, comme on le verra, une importance fondamentale pour comprendre la véritable signification de l'accord. Les hausses de salaires obtenues sont de 48 à 61 cents pendant la première année, alors que le syndicat demandait 61 partout ; l'échelle mobile est acquise sans limitation telle qu'elle était exigée ; finalement les « 30 and out » sont pratiquement donnés, avec quelques changements, 58 ans d'âge limite pour 1971, 56 pour 1972, changements qui ne concernent pas tous ceux, l'énorme majorité, pour qui cette revendication n'exprimait pas grand-chose (« Qui donc va rester dans ce boulot pendant 30 ans ? »). Ces avantages qui représentent dans leur totalité une hausse de salaires d'environ 30 % sur trois ans et l'alignement sur l'augmentation des prix, dépasse donc de loin le contrat *inflationniste* de la General Electric au début de l'année. Le contrat signé sonne donc comme un échec pour tous ceux qui s'attendaient à une résistance victorieuse de G.M., appelée par sa taille et par sa moindre sensibilité à la concurrence, à renverser le rapport des forces dans la lutte sur le salaire menée sans arrêt par la classe ouvrière américaine depuis maintenant un an. Ce n'est donc pas G.M. qui a exaucé le vœu du P.D.G. de l'U.S. Steel, le plus grand de l'acier, selon lequel cette grève aurait dû être « le moment d'arrêter le recul des employeurs » (*Wall Street Journal*, 9-10-70).

Dans un premier temps, il semble que ce gros paquet a été accepté par la majorité des ouvriers, qui l'on

considéré du moins comme pas trop mauvais (si l'on pense qu'en Mai 68, les ouvriers français n'ont rien obtenu de semblable...). Il s'y ajoute le rôle que joue le fond de grève du syndicat dans son pouvoir sur la classe. Le fond étant presque épuisé, le moment était arrivé de faire pression sur les ouvriers pour la reprise du travail. Le syndicat reste cependant conscient que si cette arme a joué au niveau de la grève nationale, il s'agit maintenant de faire signer les contrats locaux usine par usine. Comme disait un des membres de la direction de l'U.A.W., « si la totalité des contrats locaux n'est pas signée vers la mi-novembre, nous risquons de perdre le contrôle de toute la chose » (*Wall Street Journal*, 2-11-70).

G.M., la plus grosse entreprise du monde, a-t-elle vraiment cédé « *What happened* » — demandait le *Wall Street Journal*. « Que s'est-il passé ? ». L'accord qui met fin à la grève ne traduit que les positions du syndicat et du patronat. La question centrale de la situation de classe aux U.S.A., et dont la grève était un moment, est celle de l'*insubordination ouvrière*. Or, à cette question aucune réponse définitive n'a été donnée. Il ne s'agissait pas pour G.M. de résister sur la question salariale, celle-ci devant trouver sa contre-partie dans l'augmentation de la productivité. C'est donc à ce niveau qu'il fallait se battre. Productivité veut dire bien entendu, en termes d'économiste, augmentation de la composition organique du capital, c'est-à-dire, augmentation du capital-constant (machines, technologie, organisation) sur le capital-variable (salaires) ; cela veut dire encore, accentuation de la fameuse baisse tendancielle du taux de profit... En termes de classe, cependant, ce « saut technologique » dont l'usine de Lordstown est la préfiguration avec son extrême automatisation, veut dire très exactement une violence croissante sur le travail vivant, un enchaînement plus strict encore à la machine et à l'ensemble de l'organisation du boulot. Pour G.M., tout le problème réside dans la capacité de mater l'indiscipline d'usine. La trop grande mobilité, le sabotage, l'absentéisme, voilà les nouveaux spectres qui hantent le capital, aux U.S.A. peut-être plus que partout ailleurs. C'est ici que le rôle du syndicat est primordial. On a vu comment le contrôle qu'il est capable d'assurer à ce niveau s'est affaibli progressivement ces dernières années. Cette grève était pour ainsi dire la dernière occasion de revaloriser le syndicat aux yeux de la classe ouvrière, afin de mettre fin au nombre croissant de grèves sauvages et de lui permettre de reprendre le contrôle sur la base.

Les résultats de l'accord G.M.-U.A.W. doivent donc être mesurés sur ce terrain. Le *Wall Street Journal* du 20 novembre écrit qu'il fallait donner « la possibilité au syndicat, en proie avec sa première crise d'autorité depuis 20 ans, de sortir plus fort de la grève, pour qu'il puisse ainsi être en mesure de répondre avec plus de fermeté à ses membres, qui sont aujourd'hui plus jeunes, moins dignes de confiance et de plus en plus

critiques vis-à-vis du syndicat et de l'entreprise ». Pour être plus clairs, ils ajoutent : « Les chefs de l'U.A.W. n'exerçaient plus sur les adhérents et les délégués de base le contrôle dont G.M. avait besoin. Le résultat, selon G.M., est dans l'absentéisme grandissant, dans le nombre croissant de grèves locales, dans la baisse de la productivité et dans la détérioration de la qualité des voitures ». Le contrat signé marque donc le pas fait par G.M. pour aider le syndicat à reprendre le contrôle de la situation moyennant un bon résultat. Mais quelles garanties immédiates reçoit-elle en échange ? L'incertitude à ce sujet donne toute la mesure de la situation de classe aux U.S.A., et notamment des rapports entre le syndicat et la classe.

Le patronat a demandé à l'U.A.W. de s'engager sur un certain nombre de points au sujet de la discipline d'usine. La principale exigence était la limitation du nombre de *grievances* (c'est-à-dire, toute sorte de revendications et demandes concernant les conditions de travail et exprimées par les délégués de base). On sait en effet de quelle façon le nombre croissant de *grievances* bloque souvent le fonctionnement des usines. Une autre exigence visait à faire prendre en charge, par la caisse du syndicat, une partie des sommes dépensées avec les allocations de maladie ; par là, G.M. voulait associer plus étroitement encore le syndicat à la surveillance de l'absentéisme. Or, dans un cas comme dans l'autre, G.M. demandait trop à l'U.A.W., ce qui était en contradiction finalement avec la faiblesse reconnue du syndicat. L'U.A.W. ne s'est pas engagé sur ces points CAR IL NE POUVAIT PAS LE FAIRE ! Tout d'abord, il faut qu'il soit sûr que le contrat a véritablement consolidé sa position, or rien n'est moins évident.

Il est donc vrai que la grève de G.M. n'a pas laissé apparaître le même niveau d'autonomie qui s'était récemment exprimé dans de puissantes grèves sauvages, comme celles de Mawah et de Sterling à Détroit. Le syndicat a néanmoins eu l'occasion, à plusieurs reprises, de voir que les choses risquaient de lui échapper. Les deux moments les plus importants de la révolte contre le syndicat pendant cette grève ont été le refus de reprendre le travail, comme l'U.A.W. le demandait, par les ouvriers de Warren et de Willow Run, dans le Michigan. Dans la première de ces usines G.M. fait des études sur des moteurs anti-pollution ; le syndicat avait pris appui sur ce fait pour appeler au travail, au nom du « front anti-pollution » ; les 3.000 ouvriers s'y sont refusés à l'unanimité. Dans l'usine de Willow Run, où l'on fabrique des pièces utilisées par le concurrent (?) American Motors, les ouvriers ont refusé de suivre l'ordre de reprise du travail que le syndicat avait donné à cause de l'arrêt de la production de jeep par A.M. On sait d'autre part que nombreuses sont les usines où le contrat national a été refusé. A Détroit la signature du contrat a été accueillie par des cris comme : « 58 jours de grève pour quoi faire ? » et « nous voulons beaucoup plus (lots more) ! ». Au niveau des contrats locaux, alors que G.M. et l'U.A.W. s'étaient mis d'accord au début pour ne pas signer l'accord national avant que tous (ou tout au moins les 2/3) les accords locaux aient été signés, la moitié des 155 usines de G.M. des U.S.A. et du Canada n'a pas encore accepté les conditions locales. Enfin, la grève a donné lieu à l'apparition, liée à cette nouvelle militance ouvrière à laquelle on a fait souvent allusion, de plusieurs petits groupes anti-syndicat dans plusieurs usines ; une nouvelle organisation est même apparue : « l'United National Caucus » (on peut traduire approximativement par « Union Nationale des Fractions »).

En fait, on est amené à dire que c'est maintenant, au niveau des luttes autour des contrats locaux, qu'une plus grande autonomie d'objectifs et même organisationnelle tend à se manifester. Ces grèves sont, pour

G.M., aussi importantes que la signature du contrat national. La preuve en est que 15 jours après l'accord national, G.M. a toujours 24 usines bloquées : c'est ce que les fonctionnaires du capital appellent ici « l'anomalie de l'industrie automobile ». Les objectifs ouvriers à travers lesquels l'autonomie perçoit, regardent notamment les conditions de travail et, d'autre part, s'orientent de plus en plus dans le sens de la requête salariale. A Norwood, les ouvriers exigent l'air conditionné ; à Ste-Thérèse, dans l'Ontario (Canada), ils demandent que toutes les instructions de travail soient écrites en français, langue de la plupart des ouvriers (québécois). Dans l'usine de Willow Run dont on parlait plus haut, les ouvriers veulent que l'entreprise leur paye l'essence nécessaire au trajet résidence-travail ; dans cette même usine, on demande également l'installation d'une ligne de téléphone directe avec Détroit afin de pouvoir avertir la direction gratuitement chaque fois qu'un ouvrier décide de prendre son jour d'absentéisme... Entre 1955 et 1967, G.M. a perdu 14,9 millions d'heures de travail avec les grèves pour le contrat national et 101,4 avec les grèves locales, la plupart sauvages. En 1958, il y a eu 11.600 revendications locales (*grievances*) ; en 1970, 39.131, dont 2.200 dans la seule usine de Delco-Remy, dans l'Indiana (chiffres du *Wall Street Journal*, 24-11-70) On voit par là que grèves et contrats nationaux n'ont plus d'autres fonctions que mettre un peu d'ordre dans cette anarchie sauvage. « La classe ouvrière est désormais, disait Mario Tronti, la seule anarchie que le capital ne réussit pas à planifier ». Il s'ajoute à ce qui se passe chez G.M. le fait que le 20 novembre les 1.400 ouvriers des fonderies Chrysler, à Détroit, se sont mis en grève sauvage en menaçant par là d'arrêter toute la production de la boîte, au moment même où l'U.A.W. essaye par tous les moyens d'épargner Chrysler, déjà lourdement touchée par la nécessité de s'aligner sur le contrat G.M. et de déboursier une somme d'argent peut-être trop grosse pour son actuelle situation financière.

Nous ne résistons pas à la tentation de citer ici quelqu'un que l'on ne peut raisonnablement pas suspecter d'être un idéologue de gauche, M. Edouard Seidler, chroniqueur de la page Automobile de *l'Equipe*, écrit le 16 novembre, sous le titre évocateur de « La fin de l'âge d'or » : « L'industrie automobile en est arrivée au point où les gains de productivité ne parviennent plus à compenser l'accroissement des charges... En butte à une concurrence accrue, à l'inflation... à toutes les contestations (sic) de l'époque, l'industrie automobile va devoir négocier, au cours des prochaines années, ses virages les plus difficiles. Elle cherche aujourd'hui son salut dans une « fuite en avant » effrénée. Jusqu'à quand courra-t-elle ainsi, sans s'essouffler jusqu'à l'asphyxie ? ».

Le contrat qui a mis fin à la grève de la General Motors est donc un pari. Le seul pari que le capital soit en mesure de faire ici. Le pari sur la reprise du contrôle syndical sur la classe ouvrière. On sait que le réformisme « ouvrier » ne tire pas ses forces d'un simple « appareil bureaucratique », mais d'un certain nombre de conditions matérielles bien précises. Aujourd'hui nous assistons à l'effritement rapide de ces conditions sous la pression de l'attaque ouvrière. La grève de la G.M. fait bien apparaître la puissance de la classe ouvrière, le *pouvoir ouvrier*, même là où l'autonomie ne s'exprime pas à travers une irruption violente. Son objectif — réussi, comme nous l'avons vu — est de séparer les organisations traditionnelles du plan capitaliste, d'empêcher le réformisme « ouvrier » de venir au secours du capital. Le syndicat a donc été obligé d'obtenir ce qu'il demandait et ce, sans aucune contre-partie au niveau de la discipline d'usine : « Il n'y a pas dans le contrat de nouvelles pénalités contre l'absentéisme ni de limitation du droit de grève », écrit le *Wall Street Journal* du 20-11-70.

L'actuel affrontement de classe aux U.S.A. se caractérise fondamentalement par le fait que toute l'autonomie de classe est contenue dans l'insubordination, dans le refus de payer le moindre centime de la gigantesque restructuration dont le capital aurait besoin pour battre l'attaque sur le salaire et l'ensemble des conditions de travail. Pendant les grèves, les ouvriers se présentent comme une énorme et puissante masse dont la seule force potentielle suffit à faire céder le patron et couper les syndicats d'une participation di-

recte à la programmation. Au moment où la résistance du capital deviendra plus structurée, et c'est cela que l'on prépare à travers les tentatives pour imposer un contrôle des salaires, cette force d'usine devra investir tout l'espace social, lui-même miné par l'irruption d'une multitude de dissensions (dissent), par la guerre, par une difficulté croissante du capital à gérer son propre gigantisme. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Philadelphie, novembre 1970.

LES CONDITIONS DE VIE EN AMÉRIQUE

D'où provient cette recrudescence de l'agitation sociale dans l'Amérique des années soixante ? Quelles sont les conditions de cette agitation et quelles relations existe-t-il entre ces causes et les formes spécifiques qu'elle prend ? Pour certains, la réponse à ces questions va de soi : le mouvement social a commencé dès que les gens se sont mis à regarder le monde qui les entourait et se sont aperçus que le mal et l'injustice triomphaient partout et ont décidé de « faire quelque chose à ce sujet ». Mais qu'est-ce qui a rendu les gens conscients de cette injustice ? Pourquoi n'ont-ils rien fait dans les années cinquante, où, selon toutes les indications, la pauvreté et l'oppression ont été bien pires ? Devons-nous mettre en doute ces indications et estimer au contraire que les choses se sont aggravées pendant les années soixante ?

Cet article vise essentiellement à démontrer qu'en fait les conditions de vie se sont détériorées pour certaines fractions de la classe ouvrière, et ceci depuis 1955. Ce sont essentiellement les jeunes, les femmes et les noirs qui constituent ces fractions. A l'opposé, les conditions de vie des ouvriers blancs qui sont maintenant d'âge mûr, n'ont pas cessé de s'améliorer, au moins jusqu'à une date récente. Les conclusions énoncées ci-dessus peuvent être tirées non seulement de l'examen des statistiques habituelles sur les salaires et l'emploi, mais aussi des statistiques sur la santé et sur la vie sociale en général. A la suite de cet examen je suis en mesure d'affirmer que l'agitation provient d'une dégradation des conditions de vie, et c'est finalement à cette dégradation que les gens réagissent.

Ces conditions différentes au sein de fractions différentes de la classe ouvrière d'aujourd'hui, ou parmi ceux qui formeront la classe ouvrière de demain, ont créé des mouvements qui diffèrent dans leurs buts, leur expression, leur style d'action : la révolution des étudiants et des jeunes, le mouvement de libération des noirs et des « bronzés » (c'est-à-dire des mexicains, des porto-ricains, en général des gens parlant espagnol), les grèves sauvages qui sont en grande partie le fait de jeunes ouvriers, le mouvement de libération des femmes. Comme dans la réalité les conditions existantes divisent les ouvriers, tous ceux qui souffrent de cette dégradation ont tendance à faire découler leurs problèmes, non pas de leur condition sociale de travailleurs, mais au contraire de les relier essentiellement

à leur caractère spécifique de jeunes, de femmes ou de noirs. Ces tendances sont encore renforcées par la présence de travailleurs blancs, de sexe masculin et plus âgés dont les conditions de vie ont continué de s'améliorer pendant cette dernière décennie. C'est l'existence de ce groupe qui est à la base de cette conception selon laquelle la « classe ouvrière » est devenue « réactionnaire ».

Partant de cette conception de la situation actuelle, j'essaie de dégager quelles doivent être les conditions pour qu'un mouvement de classe général puisse naître. En l'absence de ce mouvement la classe dominante sera encore capable de diviser les gens et de triompher, tout comme autrefois, et ceci malgré une détérioration des conditions de vie et le développement d'une agitation généralisée mais atomisée. Au cours de cette discussion j'établis une comparaison des statistiques d'aujourd'hui avec celles des époques révolutionnaires passées. Il y a pas mal de ressemblances entre l'état présent et ces époques ; mais on y retrouve également beaucoup de ces imperfections qui ont fait avorter ces révolutions. La plus importante de ces imperfections est la division croissante de la classe ouvrière.

D'où proviennent ces changements dans les conditions de vie ? Ils sont le résultat inévitable de l'évolution économique et en même temps ils en sont une des conditions essentielles. Ici il n'est pas question de sous-entendre une relation mécanique (ce que la plupart des gauchistes font) selon laquelle la dégradation des conditions essentielles. Ici il n'est pas question de périodes de dépression économique. En fait, pour certaines fractions de la classe ouvrière, les conditions de vie se détériorent pendant la période de boom. Cette existence d'une dégradation pendant un boom économique est maintenant bien plus étendue que dans les périodes antérieures de l'histoire du capitalisme.

Le traitement de l'évolution économique qui est présenté ici reste au niveau du schéma. Ce qui est tenté, c'est une description des relations entre ces variations de l'économie et leurs conséquences aussi bien sociales que biologiques. J'ai l'intention de développer une analyse plus poussée de ces mouvements de l'économie eux-mêmes, avec plus de détails et du point de vue de leur évolution propre : ce sera l'objet d'un autre article.

I. Les conditions de vie des ouvriers blancs de sexe masculin qui ont atteint l'âge mûr ont continué de s'améliorer

Si l'on veut comprendre l'attitude des blancs d'âge mûr, il faut remonter à la fin des années vingt et à la grande dépression des années trente. A cette époque les jeunes qui entraient sur le marché du travail étaient peu nombreux en comparaison du reste de la force de travail. Ceci provenait de la fin de l'émigration libre et aussi de la longue baisse du taux de la natalité qui s'étend jusqu'aux années trente. Ces jeunes

travailleurs bénéficiaient, de plus, d'un avantage certain dans le domaine de l'éducation par rapport aux travailleurs plus âgés et nettement moins instruits. Cet avantage provenait du grand développement de l'instruction par l'ouverture à la force de travail des *high schools* (à peu près l'équivalent de nos établissements secondaires, mais avec un enseignement moins littéraire) qui se fit pendant les années vingt et trente.

En réponse à la grande dépression, il y eut une vague de syndicalisation et les jeunes travailleurs se trouvèrent en tête de la lutte et finalement entrèrent davantage dans les organisations que les vieux.

On retrouve cette différenciation entre jeunes et vieux dans les statistiques sur la santé et la vie sociale. Avec l'arrivée de la dépression, les vieux travailleurs subirent une diminution particulièrement désastreuse de leur niveau de vie. Leur taux de suicide atteignit un fort maximum, tandis que croissaient pour cette catégorie de travailleurs, le chômage et l'admission dans les divers hôpitaux pour aliénés, pour drogués et alcooliques. La dégradation du niveau de vie des jeunes travailleurs fut relativement faible pendant la dépression. Leur taux de suicide s'éleva sans doute, mais à moins de la moitié de la valeur qu'il avait atteint pendant le ralentissement économique qui précéda la première guerre mondiale. Les autres taux indicatifs d'une situation tendue au sein de ce groupe n'ont que peu augmenté.

Avec la seconde guerre mondiale, le chômage se trouva fortement réduit et la demande en jeunes travailleurs fortement augmentée ; leur instruction était supérieure, leur nombre était relativement faible et se trouvait diminué par la mobilisation. C'est ce groupe que l'on retrouve dans le grand mouvement de syndicalisation qui permit aux syndicats d'atteindre leur maximum d'adhésions dans les années quarante. A cette époque les syndicats obtenaient des gains réels pour leurs membres et le marché du travail, alors très tendu, rendait aisée cette extension du syndicalisme.

Après la guerre, non seulement les jeunes ouvriers bénéficièrent de salaires exceptionnellement élevés, mais aussi de l'abaissement des taux d'intérêt, de l'assouplissement de l'accès au crédit qui accompagne la fin d'un long cycle de dépression. Beaucoup d'entre eux étaient d'anciens combattants qui bénéficièrent après la guerre de prêts spéciaux aux démobilisés et de bien d'autres avantages. De plus au sein de ce groupe l'inégalité des revenus a été diminuée pendant la période d'expansion, et même, en fait, pendant toute la période d'après-guerre, parce que les bas salaires ont cru plus vite que ceux des ouvriers les mieux payés.

Ainsi cette fraction de la classe ouvrière a connu un marché du travail exceptionnellement favorable, par suite du nombre relativement restreint de ses membres, de leur instruction supérieure, et de l'époque où ils atteignirent l'âge de travail et du mariage, c'est-à-dire une époque de forte demande de force de travail. Le résultat en fut un abaissement de l'âge du mariage, et leurs femmes purent rester à la maison, sans participer à la force de travail, et se consacrer à avoir des enfants. Ainsi des proportions plus fortes de jeunes se marièrent (1940-1957), cette proportion atteignant de nouveau la valeur qu'elle avait dans l'Amérique agricole, antérieure à l'industrialisation et à son effet de retardement de l'âge du mariage et des destruction de celui-ci. Le taux de natalité se mit à croître et il s'en suivit un « boom des bébés » au milieu des années cinquante.

II. Les conditions de vie des jeunes se sont détériorées.

Tout à fait à l'opposé, les jeunes travailleurs qui se présentent sur le marché du travail, ou qui ont atteint l'âge du mariage depuis le milieu des années cinquante connaissent une dégradation de leurs conditions de vie. Ceci provient d'une diminution de la production de biens dont les gens ont besoin qui s'est produite

Les conditions de la reproduction de l'homme par l'homme s'améliorèrent rapidement : le taux de mortalité infantile décru plus rapidement qu'autrefois, le taux de mort *in utero* s'écroula et la proportion des bébés nés avec un poids inférieur à la normale ou après une grossesse pénible atteignit dans cette période (autour de 1955) sa plus faible valeur. Les taux de mortalité par âge, et plus particulièrement ceux qui révèlent l'existence d'une situation tendue, comme les suicides, les cirrhoses du foie, les ulcères, s'écroulèrent également dans le cas de cette classe d'âge.

Les hauts salaires et les prêts à faible taux d'intérêt, permirent à ces ouvriers blancs de quitter le centre des villes pour aller s'installer à la périphérie. Il en résultait un boom de la construction qui atteignit son maximum en 1950.

Mais après la guerre une certaine répression politique et une légère hausse tendancielle du chômage firent leur apparition. Les syndicats devinrent alors beaucoup plus des organes de protection des travailleurs déjà organisés et cessèrent de s'intéresser à l'obtention de nouvelles améliorations aussi bien dans le domaine du niveau de vie en général que dans celui du renforcement de l'organisation des travailleurs. Après le milieu des années cinquante, la proportion des travailleurs syndiqués plafonne puis se met à décroître, car les nouveaux venus sur le marché du travail ne rejoignent pas les organisations. On retrouve ici une des caractéristiques de la première guerre mondiale et des années vingt.

Nous envisagerons plus loin dans cet article le ralentissement de l'économie (1957-1963) puis le boom de 1965-1969, mais nous pouvons déjà souligner ici que les conditions de vie de ce petit groupe de blancs fortement syndiqués, dont il a été question plus haut, sont restées bonnes. Leurs salaires réels, impôts déduits, ont continué de croître et la tendance à l'uniformisation des salaires au sein de ce groupe existe toujours, quoique moins accentuée. Toutefois ces améliorations coûtent maintenant plus cher. Pour pouvoir résister et vaincre les effets de l'inflation, de l'élévation du coût de l'instruction des enfants, des dépenses médicales, des impôts, leurs femmes durent retourner au travail après avoir mis au monde, en moyenne, trois enfants, améliorant du même coup le revenu familial. Le taux de mortalité de ce groupe d'hommes blancs, qui a maintenant de trente à quarante cinq ans, est resté le même qu'en 1955.

Avec cet arrière plan, il n'est pas difficile de comprendre le patriotisme et le manque de conscience sociale ou politique de ces travailleurs. Leur vie consciente a commencé au milieu du grand écroulement de l'économie, mais ils ont connu la plus grande croissance du niveau de vie jamais enregistrée par des ouvriers dans l'histoire du capitalisme américain. Grâce à leur situation particulière ils ont réussi à maintenir et même à faire croître leur niveau de vie et ceci jusqu'à une époque récente. Ayant déjà leur maison et ayant déjà fondé famille, ils ne sont plus libres d'essayer de nouveaux arrangements sociaux pour régler les problèmes qui se posent à eux, et d'ailleurs, à leurs yeux, une telle innovation n'apparaît pas, pour le moins, nécessaire.

au début des années cinquante. Il y a des raisons bien définies pour lesquelles cette diminution atteint plus spécialement les jeunes.

Cette baisse de la production de biens nécessaires à la population entre dans la modification de la composition du produit social, caractéristique des années

cinquante et du début des années soixante. Le taux de profit des investissements productifs a décliné continuellement après avoir atteint son maximum au début des années cinquante. Il en est résulté un ralentissement des investissements et une augmentation tendancielle du chômage. De 1957 à 1963, il n'y a eu aucune accumulation nette de capital dans les entreprises industrielles. Une partie de plus en plus importante de la plus-value est allée aux dépenses militaires, à la consommation des riches, à la publicité et à d'autres formes de gaspillage. Ces variations, qui se répercutent sur la hausse tendancielle des taux d'intérêt, la spéculation boursière et foncière, entrent parfaitement dans le schéma classique du cycle long de l'économie. Si aucune influence compensatrice n'était apparue à la fin de ce cycle, l'économie aurait connu une dépression au milieu des années soixante. En fait l'économie a subi seulement un ralentissement semblable en beaucoup de points à celui qui précéda la première guerre mondiale, le chômage atteignant en moyenne 6 % de 1958 à 1963.

C'est alors qu'un certain nombre d'influences évitèrent l'effondrement de l'économie. Les résultats de l'impérialisme américain avec ses profits et la baisse des matières premières, se firent sentir davantage et permirent de soutenir les profits à l'intérieur. Par une forte augmentation de l'expansion du crédit dans le secteur privé, on permit de nouveaux investissements, financés de plus en plus de l'extérieur, et qui ne dépendaient plus aussi étroitement des profits. Après 1965, le financement « déficitaire » du gouvernement, lié à la guerre du Vietnam, a également stimulé l'économie, tout comme la redistribution des impôts et leur réduction dans le cas de profits réinvestis.

Plus importants peut-être encore pour éviter cet écroulement menaçant de l'économie, ont été certains développements du marché du travail qui se traduiraient par la dégradation des conditions de vie des jeunes, des femmes et des noirs. Pour des raisons que nous allons analyser, chacun de ces trois groupes s'est transformé en source croissante de travail à bon marché, réduisant le coût de la force de travail, et freinant temporairement la baisse tendancielle du taux de profit.

Alors que pour le groupe de blancs dont nous avons parlé plus haut, le ralentissement de l'économie se traduisait par un ralentissement dans la croissance des revenus, pour la majorité des jeunes entrant sur le marché du travail le revenu réel, impôts déduits, allait baisser de 1957 à 1964. De plus, contrairement à ce qui se passe pour la classe d'âge qui la précède, ce groupe de jeunes voit s'accroître l'inégalité des salaires, en accord avec les différences d'instruction entre travailleurs issus des « collègues » (correspondant aux quatre premières années d'université), des universités, et ceux, blancs ou noirs, issus des *high schools*. L'attribution de la plus-value à la guerre et la fin des avantages accordés aux travailleurs ayant fréquenté les universités, créent des problèmes aux B.A. M.A. et P.h.D. (équivalents américains des licenciés et des docteurs) qui arrivent maintenant en masse sur le marché du travail.

Le groupe de travailleurs blancs favorisés a pu, grâce à la situation spéciale que lui créait son entrée sur le marché du travail au milieu des années cinquante, prendre, en luttant, une part de plus en plus grande du produit social. De fortes récessions, se succédant les unes aux autres, à des fréquences croissantes et avec des taux de chômage de plus en plus élevés, n'ont pas réussi à entamer cette puissance. Mais l'afflux, à partir des années soixante, de jeunes travailleurs inorganisés a créé une concurrence plus accentuée sur le marché du travail. On vit se créer des domaines nou-

veaux d'emploi où les syndicats n'existaient plus, ce qui permit aux capitalistes de réduire les coûts de travail dans certains secteurs pour pouvoir les augmenter dans d'autres.

Bien que ces récessions répétées et la pression politique n'aient pas réussi à faire diminuer le coût de la force de travail, ces mesures ont néanmoins suffi à freiner la syndicalisation de nouvelles parties de la classe ouvrière. Au milieu des années cinquante on a intégré l'organisation syndicale au niveau le plus bas de la structure de domination de la classe dominante. Cherchant à obtenir le moins de gains possibles, les dirigeants syndicaux se consacrent à la défense de la sécurité d'emploi, face au risque d'une croissance du chômage. Pour obtenir une telle assurance au sein du système, il fallait créer une distinction et une opposition entre diverses sortes d'ouvriers : âge mûr contre jeunes (par le biais de l'ancienneté), hommes contre femmes, blancs contre noirs, même lorsqu'ils exécutaient le même travail. Ce caractère conservatif et catégoriel se retrouve dans toute la hiérarchie du travail, dans cette période de stagnation de l'économie. C'est là une des raisons fondamentales de la position de faiblesse de ceux qui entrèrent sur le marché du travail dans les années soixante.

Ces changements ont également donné un regain de vie aux tactiques de division pour régner, car ceux qui entraient sur le marché du travail (et plus particulièrement les noirs) étaient hypnotisés par le fait que seule une petite partie de la force de travail pouvait défendre sa position en excluant de nouveaux membres, et ils ne se rendaient pas compte du ralentissement de la croissance du nombre d'emplois qui est à la base de ce changement de structure.

La baisse des revenus, l'augmentation du chômage des jeunes travailleurs ont eu comme conséquence une baisse des mariages chez les jeunes. Cette baisse commença pour les adolescents dès les années cinquante cinq et atteignit les adultes dans les années soixante. La proportion de mariages récents croît toujours pour les plus de trente ans, mais pour les moins de trente ans, elle décroît plus vite qu'à n'importe quelle autre époque de dépression. Le déclin du nombre de mariages s'accompagne d'une augmentation caractéristique des liaisons non légitimes, des maladies vénériennes et même de la prostitution. On retrouve un phénomène commun à toutes les périodes de dépression. Le taux de natalité diminue rapidement, après son maximum de 1957, et a atteint en 1969 une valeur inférieure au taux minimal de 1930.

La stagnation de l'économie de 1957 à 1963 a entraîné une croissance des maladies infectieuses dont le taux avait atteint son minimum au début des années cinquante. Ce taux est au maximum en 1963. Au début cette croissance se produisit pour toutes les classes d'âge, mais au cours de l'écoulement des années soixante, le taux des maladies contagieuses se remit à baisser pour les blancs d'âge mûr tout en restant élevé pour les jeunes. Une même variation en fonction de l'âge se retrouve dans le cas des admissions dans les hôpitaux, les centres de traitement pour drogués et alcooliques, dans le cas des crimes, des emprisonnements et aussi dans les statistiques sur la moralité liée à l'existence d'une situation tendue. C'est dans le cas des jeunes que la croissance, à partir du minimum atteint dans la période ascendante du cycle long de l'économie, est la plus rapide. En revanche, pour les blancs du sexe masculin et d'âge mûr ces taux restent très bas, voire ont encore diminué.

La dégradation des conditions de vie est également évidente si on examine les taux de mortalité. Depuis 1961 le taux de mortalité du groupe d'âge de 15 à 24 ans a tendance à monter pour les blancs comme pour

les noirs, alors qu'il avait connu une chute rapide pendant la période ascendante du cycle long. Chez les jeunes, le taux de suicides a fortement dépassé ce qu'il avait atteint pour cette classe d'âge lors de la dépression de 1930 ; il approche maintenant les plus fortes valeurs jamais enregistrées.

Cette dégradation des conditions de vie est surtout accusée dans les grandes villes et plus particulièrement dans des régions qui, comme le Nord-Est, n'ont pas reçu une part importante des dépenses militaires. Au contraire, la situation dans le Sud et le Sud-Ouest s'est améliorée pendant la même période, parce que les dépenses militaires y ont eu l'effet le plus grand.

Le développement de l'instruction et la mobilisation ont finalement absorbé le grand nombre d'enfants résultant du « boom des bébés » et retardé quelque peu leur entrée sur le marché du travail. C'est dans cette mesure que cette source de travail entrant dans la concurrence, a été moins efficace pour contribuer à soutenir le taux de profit en permettant de diminuer le coût de la force de travail. Mais, cependant, la classe dominante a pu éviter les conséquences politiques

d'un effondrement encore plus rapide des conditions de vie de toute une génération. Le coût de cette politique a été payé, sous forme d'impôts, par les ouvriers ayant déjà un emploi.

Les emplois à temps partiel ou temporaires ont également augmenté et plus spécialement dans cette couche d'adolescents et de jeunes qui sont maintenus « loin de la rue » dans les *high schools*, les *collèges* et les universités. Ceci revient à adjoindre à la force de travail une main d'œuvre pratique, flexible et bon marché ; mais on peut se demander s'il y aura suffisamment de travaux à temps complet pour ces jeunes quand ils auront terminé leurs études. De plus en plus les jeunes sont conscients de ce que rien de spécial, et en fait peut-être rien du tout, ne les attend au dehors de l'école. L'armée leur apprend à tuer et ne peut leur garantir de travail à leur retour. Cette incertitude du lendemain s'ajoute à l'industrialisation de l'enseignement et à la prolétarianisation de leur futur travail. Ainsi les écoles se transforment en champ de bataille d'une lutte qui résulte des conditions que nous venons de décrire.

III. Les femmes.

Comme nous l'avons montré plus haut, au cours de la période ascendante du cycle long de l'économie, les femmes ayant atteint l'âge de la reproduction ont abandonné le travail à l'extérieur, se sont mariées et sont restées au foyer avec leurs enfants. Plus tard, lorsque la croissance des revenus s'est ralentie, lorsque de plus le fardeau des impôts s'est alourdi, les femmes mariées ayant passé la période de fécondité maximale, ont été envoyées au travail en nombre croissant pour maintenir le niveau atteint par la famille. Mais, comme par ailleurs le nombre de femmes de moins de trente ans restées célibataires a également cru, le taux de participation des femmes jeunes à la force de travail a augmenté encore plus vite. Cette croissance est parallèle à celle de la proportion des femmes célibataires, mais est également analogue à celle de la concurrence croissante entre jeunes sur le marché du travail : les jeunes familles sont obligées également de faire travailler les femmes. Ainsi les forces liées au cycle économique ont déclenché une grande croissance du taux de participation des femmes à la force de travail pour les années soixante.

du travail pour se consacrer à leurs enfants. Les femmes, comme les jeunes sont utilisées pour peser sur le marché du travail et maintenir au niveau le plus bas le coût de travail, c'est-à-dire à combattre la chute du taux de profit.

Le cycle que nous connaissons aujourd'hui présente des caractéristiques spéciales. Le taux de participation du petit groupe d'hommes blancs d'âge mûr à la force de travail n'a pas baissé. Au contraire le taux de participation des hommes jeunes, blancs ou noirs, a lui rapidement décliné depuis la fin des années cinquante, tandis que celui des femmes jeunes a cru de manière accélérée. Ce-ci s'ajoute à la croissance du chômage et à son effet sur les salaires des jeunes, c'est pourquoi des proportions croissantes de jeunes sont finalement sans revenus. L'afflux du travail de femmes de tous âges a pour résultat une croissance du taux de chômage féminin : comme les jeunes, les femmes forment une proportion importante et croissante du chômage total.

Mais contrairement au cas des hommes, il n'y a que peu de différence dans la détérioration des conditions faites aux femmes jeunes et d'âge mûr. Le taux de suicide des femmes au travail, quel que soit leur âge, a cru de manière dramatique, tandis que la chute du taux des naissances est un peu plus accentué pour les femmes jeunes que pour les plus âgées. La détérioration des conditions de mise au monde des enfants est semblable, sans doute un peu plus forte pour les jeunes. Les revenus ont cru moins rapidement en moyenne pour les femmes employées à temps complet que pour les hommes depuis la fin des années cinquante, et une fois encore, l'inégalité de la distribution des revenus féminins croît en raison de l'augmentation de la concurrence sur le marché du travail.

IV. La situation des années soixante reproduit des situations antérieures du capitalisme.

Si nous replaçons les tendances décrites ci-dessus dans une perspective historique, nous constatons que se répètent, sur une plus courte période, des situations que le capitalisme a déjà connues. Aux alentours de 1830 le taux de mortalité se mit à croître dans les cités industrielles en développement, et plus particulièrement dans les classes d'âge entrant sur le marché

su travail. Cette croissance s'est poursuivie jusqu'en 1875. L'arrivée des immigrants — âgés en général de vingt à trente ans — eut un effet de dépression tel sur le marché du travail qu'elle permit d'éviter les fortes croissances cycliques des salaires. Le niveau de vie se détériora. Les villes se développaient, sans égouts, sans adduction d'eau, sans transports, sans logements

décents, etc., il'en résulta une croissance du taux de mortalité par maladies infectieuses et par suicides, folies, etc... La proportion de femmes mariées et le taux de natalité décruent, alors que commença la participation des femmes à la force de travail industrielle.

Après 1880 la tendance se renversa.

Dans les fermes, à la campagne en général, le changement de la reproduction de l'homme par l'homme a suivi un cours différent. Pendant le XIXe siècle, le taux de mortalité dans les fermes était environ la moitié de celui des villes. Les femmes s'y mariaient plus et plus jeunes. Les taux de natalité y étaient plus forts et les chances de survie des enfants plus élevées. Dans les régions rurales à forte densité de colonisation — c'est-à-dire le centre nord du pays — les nouveaux immigrants y trouvaient les revenus les plus élevés. Ce n'est qu'au XXe siècle que la migration des campagnardes à la ville devint un phénomène de quelque ampleur. Jusque là, la croissance de la force de travail industrielle fut largement fournie par la croissance de l'immigration et le ralentissement de la croissance naturelle des zones urbaines.

Malgré ces conditions favorables le taux de naissance à la campagne décrivit régulièrement pendant tout le XIXe siècle. On peut y voir deux causes :

a) La terre nécessaire à l'expansion agricole finit par se raréfier. La « fermeture de la frontière » (c'est-à-dire des territoires ouverts à la colonisation) se produisit à la fin du XIXe siècle. Il en résulta une modification de l'attitude des fermiers sur la natalité et de leur estimation du nombre de fils qu'ils pouvaient mettre au monde avec l'espoir qu'ils auraient une vie décente.

b) Très importante également fut l'apparition du marché national et international des produits agricoles. La concurrence avec l'agriculture produisant uni-

quement pour le marché s'accrut, et face à sa productivité supérieure, la famille du fermier indépendant, dut s'incliner et fut finalement broyée. Dans la phase initiale de ce processus, une partie croissante du revenu familial fut utilisée pour améliorer la terre et l'équipement, et donc fut retirée à l'élevage des enfants. Une autre manière de considérer le phénomène est de noter que le marché se déplaça de telle sorte qu'une quantité croissante de plus-value fut extraite de l'agriculture pour soutenir les villes en développement.

Jusqu'en 1910 le revenu des fermiers a crû avec des fluctuations cycliques correspondant aux booms des demandes urbaines en nourriture et matières premières agricoles. Mais après cette époque, la productivité croissante et la concurrence internationale l'ont fait décroître, plus ou moins continuellement, pendant les années dix et vingt jusqu'au minimum atteint au creux de la dépression. Cette chute prolongée s'est accompagnée d'une chute encore plus rapide du taux de natalité dans les fermes. 1910 marque la fin de la migration nette vers les fermes en Amérique. A partir de cette époque, la destruction rapide de la famille paysanne a fourni une source interne croissante à la force de travail industrielle. Répondant ainsi non pas uniquement à la croissance du nombre d'emplois et de salaires dans les villes, mais aussi aux forces éliminant la famille paysanne, cette source de travail peut également être hors de phase avec l'exigence de travail venu de l'accumulation du capital.

Les immigrants venaient le plus souvent de pays où une accélération de la croissance naturelle s'était combinée avec une dépression agricole et une faible accumulation du capital, ce qui rendait superflue une grande partie de la force de travail entrant sur le marché du travail.

V. Les noirs ont subis la plus forte baisse du niveau de vie.

Ce qui a été dit des fermiers s'applique encore plus aux noirs. Ils furent d'abord chassés au Sud par l'établissement du système raciste de la fin du XIXe siècle. Pendant la première guerre mondiale et les années vingt, ils émigrèrent donc vers les villes du Nord répondant ainsi à la demande de main d'œuvre. Mais la fin du boom devait les amener au plus bas de l'échelle. Cette époque coïncida avec la croissance des maladies vénériennes et la chute vertigineuse du taux de natalité de la population noire. La grande dépression vit le début de l'écroulement des mariages des noirs. Chez les blancs les fluctuations du taux de naissance proviennent en partie non-négligeable de l'introduction des méthodes contraceptives, chez les noirs au contraire, les variations du taux de natalité ont été proportionnellement plus importantes et s'expliquent en grande partie par une croissance de la stérilité liée aux maladies et à la malnutrition.

La distribution de fortes subventions gouvernementales à l'agriculture et l'élévation des prix concomitante à la période ascendante du cycle économique, ont permis aux exploitations agricoles de redevenir rentables ; et, après les années trente, il y a eu une croissance continue de la productivité agricole. Mais la concurrence élimina les noirs et les petits fermiers blancs qui ne pouvaient faire vivre leurs petites unités de production, les grosses fermes accaparant la totalité des bénéfices. Il s'en suit que, de nos jours, seulement 5 % de la force de travail est aux champs. Les gens chassés des fermes vinrent contribuer de manière importante à la croissance de la force de travail urbaine enregistrée pendant la période de boom. Comme nous

l'avons signalé plus haut, leurs conditions de vie s'améliorèrent, comme le montre le déclin rapide du taux de mortalité infantine, la croissance des mariages et des naissances, la chute accélérée du taux de mortalité dans la communauté noire et plus particulièrement urbaine.

Mais le début des années cinquante marque la stagnation, puis la détérioration des conditions de vie des noirs, cinq ans environ avant que le même phénomène se produise pour les blancs, et avec un taux de mortalité supérieur. Les taux de mortalité des noirs sont maintenant comparables, et ceci quel que soit l'âge, aux taux enregistrés en Afrique du Sud.

La chute du taux de natalité est aussi marquée que pour les blancs et, là aussi, il y a fort à penser que c'est dû à une croissance de la stérilité. Les ruptures de mariages, le développement des liaisons illégitimes, l'extension des maladies vénériennes se sont accrues pendant les années soixante.

Comme dans le cas des femmes, ce ne sont pas seulement les jeunes qui sont touchés, même si ils le sont plus que les autres. Sous bien des aspects la condition des noirs est maintenant pire dans bien des villes du Nord que dans le *deep South* (le Sud raciste). Il est piquant et amer de relever que les seuls états où la mortalité infantine de la population noire a continué de baisser rapidement sont ceux qui bénéficient d'un développement lié aux dépenses militaires.

Après les années quarante, la proportion de main d'œuvre noire augmenta rapidement, mais le flot de main d'œuvre venu du Sud ne s'est pas tari bien que

l'économie ait cessé de fournir suffisamment de travail pour ce nombre croissant. Les noirs émigrent maintenant dans les villes du centre des Etats-Unis qui sont en fait sur leur déclin et où les taux de mortalité augmentent. Ils sont deux fois plus souvent chômeurs que les blancs, et leurs revenus sont un peu inférieurs à la moitié de leurs collègues blancs. Ce sont les allocations de chômage, fournies par les taxes payées par ceux qui ont du travail, qui permettent à ces noirs de vivre, alors que dans le Sud beaucoup seraient morts de faim, sans emploi.

Ces allocations servent également à l'entretien d'une réserve de chômeurs, et l'apparition de cette main

d'œuvre noire urbaine, acceptant des bas salaires, et importante, a rendu, encore rentable du point de vue capitaliste le maintien d'un certain nombre de travaux qui autrement auraient été éliminés ou mécanisés. De ce point de vue, ce volant de main d'œuvre sert à maintenir le taux de profit. Par leurs bas salaires, ils équilibrent les gains concédés aux blancs syndiqués. La plus grande partie de cette analyse s'applique aux Porto-Ricains qui ont émigré vers les grandes villes du continent et aux travailleurs migrants mexicains dont l'importation était essentielle à la rentabilisation de la grosse agriculture, jusqu'au déferlement récent de la mécanisation.

VI. Le boom des années soixante.

La réduction du coût du travail dont il vient d'être question a eu comme résultat un renversement temporaire de la baisse tendancielle du taux de profit et une extension de la partie ascendante du cycle long de l'économie au-delà du point où aurait du commencer la dépression. Si d'un côté j'ai montré comment cette extension se faisait aux dépens des parties nouvellement apparues de la force de travail, il n'en est pas moins nécessaire d'étudier les résultats de cette expansion ne serait-ce que parce que pour beaucoup, ils sont la preuve du triomphe des principes keynésiens dans le contrôle de l'économie.

Cette expansion présente en fait *deux périodes* : avant et après l'engagement de fortes dépenses militaires au Vietnam. De 1961 à 1965, le chômage moyen était de 5,5 % et toutes les statistiques sur les conditions de vie sont allées en s'aggravant. De 1966 à 1969 le chômage moyen est tombé à 3,7 %. Mais au fur et à mesure que le chômage décroissait, l'inflation et les impôts allaient en croissant, réussissant même à effacer les gains *nominatifs* de salaire obtenus après 1965. Le chômage qui existe actuellement est très au-dessus de celui enregistré pendant la guerre de Corée (3 %) ou la deuxième guerre mondiale (1,6 %) malgré le fort « financement déficitaire » du gouvernement. Ainsi le triomphe du keynésianisme se monte à une réduction modérée du chômage et une chute du salaire réel. (Remarquons que le chômage a décliné plus rapidement pour le petit groupe d'âge mûr, plus lentement pour les femmes et les jeunes, pas du tout pour les adolescents noirs.).

Cette diminution du coût du travail a eu, nous l'avons dit, comme résultat un allongement de la période d'expansion du cycle long au-delà du point où la dépression aurait pu commencer. Ainsi après le boom des années soixante les taux d'intérêt sont plus élevés et les taux de profit plus bas et la dépendance de l'expansion capitaliste envers la dette publique est plus

grande qu'autrefois. Les faiblesses d'une telle expansion sont évidentes, comme l'ont montré récemment l'écroulement de la compagnie Penn Central et les troubles enregistrés au sein de l'empire de la Ling Temco Vought. En général les parties du capital qui se sont le plus rapidement développées au cours des années soixante (c'est-à-dire celles associées à la production de guerre) sont maintenant surdéveloppées et très fragiles financièrement parlant. Des mesures spéciales du gouvernement — comme par exemple un prêt de 750 millions de dollars aux industries « malades » — peuvent permettre d'éviter un écroulement financier général. Mais ces mesures auront pour effet d'accroître encore la charge fiscale et au cours du développement du cycle long amèneront à réduire encore plus la production pour les besoins des gens.

Bien qu'une dépression générale sera probablement évitée, les conseillers gouvernementaux ne prévoient qu'une économie boiteuse avec un taux de chômage supérieur à 5 %, et ceci au moins pour un an encore, avec toute l'aggravation inévitable qui en résultera. C'est cette perspective d'augmentation de la tension dans la classe ouvrière, combinée au lent déclin des conditions de vie du reste de la population, qui devrait retenir l'attention plutôt que celle d'une dépression à grande échelle.

Ceci est d'autant plus vrai que l'afflux des jeunes des femmes et des noirs continuera pendant au moins la prochaine décennie, car la variation du taux des naissances, la décroissance du taux des mariages, l'augmentation du coût de la vie pour les familles et l'élimination des noirs dans le Sud continueront à exercer leurs effets sur le marché du travail. Ce sera un facteur favorable à la formation du profit, grâce à une diminution constante du coût de la main d'œuvre, tout comme dans les années soixante. Mais ceci signifie une baisse rapide du niveau de vie des travailleurs les plus mal payés.

VII. Comparaison avec les situations révolutionnaires du passé.

En quoi ces perspectives se comparent-elles avec des situations du passé ? c'est-à-dire celles où les travailleurs s'étaient organisés pour tenter de changer quelque chose au système capitaliste ? L'examen des statistiques concernant l'Allemagne et l'Italie pendant et après la première guerre mondiale, la France pendant la révolution de 1848 et la Commune de 1871, révèle des caractéristiques communes à toutes les situations révolutionnaires du passé. En général l'économie y est dans un véritable chaos, ne produisant plus pour la satisfaction des besoins des gens, et ceci par suite d'une situation de crise : guerre ou dépression, ou même parfois les deux. La tension a cru pendant des années pour atteindre un niveau élevé comme l'indiquent les taux de mortalité et en particulier de suicide,

et les autres taux similaires. Dans toutes ces situations, la détérioration est surtout accentuée dans le cas des travailleurs les plus jeunes. Bien que, dans les situations historiques énumérées ci-dessus, l'aggravation des conditions de vie ait été bien plus dramatique que celle enregistrée pendant la dernière décennie aux Etats Unis, il y a néanmoins des ressemblances évidentes qui iront en s'affirmant, probablement au cours des années soixante-dix.

Ces caractéristiques commune ne se retrouvent pas, bien au contraire, à la période de la grande dépression. Dans l'Amérique d'alors ce sont les travailleurs les plus âgés qui ont subi le choc le plus rude ; les jeunes, en revanche, ont connu une aggravation mo-

dérée de leurs conditions de vie bientôt suivie de l'apparition d'une situation plus favorable. De nos jours cette situation s'est renversée : la partie de la population qui est la plus libre de participer activement à la lutte — c'est-à-dire les jeunes — a déjà connu un déclin de son niveau de vie pendant plus d'une décennie. Si la dépression continue, cette même couche subira une augmentation de pression externe qui atteindra un niveau inconnu jusqu'ici. Si la dépression ne survient pas, le même résultat est cependant prévisible quoique à un rythme plus lent.

D'autres ressemblances avec les situations révolutionnaires du passé sont encore frappantes. Durant ces périodes la détérioration des conditions de vie a été moindre pour les gens entre deux âges que pour les jeunes. En Allemagne, par exemple, le taux de mortalité des gens d'âge moyen a très peu augmenté, voire a décliné, pendant la crise de 1921-1923, tandis que pour les jeunes le même taux a pratiquement doublé par rapport à l'avant-guerre. Cette différence a comme corollaire des formes d'action politique très différente pour ces deux classes d'âge. Les jeunes ont grossi les rangs des « fous », les communistes de gauche, contre lesquels Lénine écrivit « La Maladie infantile du Communisme ». Ils rejetaient toute activité dans le domaine électoral ou les syndicats ; ils étaient prêts, en esprit, à prendre le pouvoir, même s'ils ne le pouvaient ni

par leur nombre leur organisation ou leurs moyens, immédiatement et à proclamer la république des soviets. Les ouvriers d'âge moyen, au contraire, suivaient les syndicats qui déclanchaient des grèves générales contre les militaires et leurs tentatives de prise en main du gouvernement parlementaire existant. Même s'ils étaient prêts à utiliser les méthodes les plus extrêmes, leur but était essentiellement de préserver un système qui, du moins l'espéraient-ils, pourrait leur amener des avantages supplémentaires.

La dépression dans l'expansion qui s'est développée en Amérique dans les années soixante a créé une divergence analogue, qui simplement est davantage mise en relief par l'impact du service militaire sur les jeunes, et plus particulièrement la jeunesse noire. En différentes occasions certaines parties de la population se sont senties contraintes de se dresser contre le système sans organisation, sans préparation et sans aucune chance de succès. La question centrale, à laquelle n'existe, pour le moment, aucune réponse claire, est la suivante : cette croissance « molasse » sans dépression aura-t-elle comme conséquence une baisse de niveau de vie pour les groupes de travailleurs jusqu'ici « protégés » ou non ? Si oui les perspectives d'une action de classe plus unifiée apparaîtront — perspectives que l'on peut peut-être voir se dessiner dans les grèves sauvages qui se développent en ce moment.

Le capitalisme en France Les luttes et la vie quotidienne

Nous avons supprimé de ce numéro la suite de l'article sur les luttes en France et réduit les autres rubriques. Le texte sur la Pologne nous a paru beaucoup plus important. D'autre part, les difficultés d'un camarade ont retardé la parution.

REACTIONS CONTRE LES LICENCIEMENTS A LA D.A.A.S. DES HAUTS DE SEINE

Qu'est-ce qu'une D.A.A.S. ? Ce sont les services sociaux d'une préfecture. Dans celle du département des Hauts de Seine, de création récente, 1.500 à 2.000 personnes sont employées. 800 d'entre elles travaillent dans une quarantaine de crèches, d'autres dans des dispensaires et des agences d'aide à l'enfance ; le personnel administratif réparti entre le Bd Sully Morland à Paris (siège de la direction) et Nanterre (préfecture) comprend 500 personnes.

L'action dont il sera question vient surtout du personnel administratif, les remous ayant eu lieu dans les crèches étant difficilement connus, compte tenu de leur cloisonnement. Il y a peu de titulaires ; des vacataires et beaucoup de contractuels et qui ne bénéficient pas des avantages des premiers, à savoir sécurité de l'emploi, salaires, etc... On assiste à une défonctionnarisation du personnel de la bureaucratie. Comme dans beaucoup d'administrations, il y a une faible rentabilité des services de la D.A.A.S. qui ont tendance à vivre pour eux-mêmes. A cause de cela les jeunes gens recrutés, même s'ils veulent travailler au début, sont vite découragés par les rivalités entre les chefs et l'aspect formel et inutile de leur travail. Après avoir rempli un dossier, il n'est pas rare de se voir refusé pour une brouille après avoir attendu plusieurs jours la signature

du chef. Les conditions de travail étaient rendues difficiles par les locaux vétustes à Sully Morland, ancien entrepôt de la Samaritaine, par l'exiguïté des bureaux surchargés de personnel et de papiers.

On retrouve les trois syndicats traditionnels. La C.G.T. et F.O., de création ancienne, entretiennent des relations routinières avec la direction et même plus, puisque la déléguée F.O. eut des rapports très personnels avec un ancien directeur de la D.A.A.S., ex-militant syndicaliste. Quant à la C.F.D.T., d'implantation récente, après avoir laissé quelques espoirs à un certain nombre de jeunes, son rôle fut dernièrement, identique à celui des autres syndicats. A la D.A.A.S., il n'y avait jamais de réunion de personnel, les gens ne se connaissaient pas entre les services, des petites frictions avaient lieu dues à l'esprit superfonctionnaire et superhiérarchique des chefs, pesant sur la tenue vestimentaire des jeunes, leur vie privée non conforme, tentant d'interdire les communications personnelles et l'usage intensif du distributeur de boissons.

Une journée de grève nationale des D.A.A.S. eut lieu en juin 1970, car aux mauvaises conditions de travail, s'ajoutèrent des problèmes de salaires. Les syndicats demandèrent l'obtention du 13ème mois, l'obtention de statuts permettant davantage de titularisations, que les heures supplémentaires ne soient pas délivrées à la tête du client et des primes de transport et des congés payés pour les vacataires. Le directeur ne voulut recevoir que

trois délégués syndicaux, mais une trentaine de personnes rentrèrent à leur suite dans son bureau. La grève fut suivie par 50 % des employés et n'eut pas de lendemain.

Devant la carence des syndicats, des employés avaient formés un comité d'action en mars 1970. Il diffusa deux tracts percutants pour rompre le ronron syndical et remit en cause la fonction de la D.A.A.S.. « La D.A.A.S. est un organisme de charité publique qui sert à colmater les problèmes sociaux les plus graves, à émousser un peu les inégalités les plus criantes, à permettre aux plus défavorisés de ne pas mourir de faim tout en permettant aux plus aisés d'avoir bonne conscience ».

Fin novembre, les vacataires apprirent que leurs engagements n'allaient pas tous être renouvelés. Début décembre vient s'ajouter une deuxième liste dont le détail n'était pas connu, de personnel contractuel licencié : secrétaire administratif et même inspecteur pas fondés sur des raisons de travail ou de limitation stagiaire. Surpris par ces licenciements qui n'étaient de crédits, les intéressés apprirent officiellement que des raisons politiques déterminaient leur renvoi (jeunes fichés en mai, etc...). Les licenciés firent connaître aux délégués C.G.T. et C.F.D.T. leur situation. Ceux-ci demandèrent plusieurs entrevues au directeur qui furent soit refusées, soit sans résultat. Une délégation d'une quarantaine de personnes qui voulait voir le directeur n'avait pu qu'admirer son sprint dans l'escalier.

Le lendemain, une arrivée plus rapide permit de regrouper quarante personnes, y compris le délégué C.F.D.T., devant son bureau pour lui poser quelques questions :

- pourquoi les licenciements ?
- quelle est la liste exacte des licenciés ?

L'audience a été refusée, M. Chauvin ayant des dossiers à classer ! Le directeur propose une entrevue pour le lendemain avec la déléguée C.F.D.T., refusée par la majorité, qui connaît son absentéisme aux rendez-vous qui ne lui plaisent pas.

Enervés par la déclaration diffamatoire de la déléguée F.O. qui sort du bureau de Chauvin disant : « certaines personnes ici seraient gênées si nous donnions les motifs de licenciements : vol, escroquerie, homicides », des employés forcent la porte du directeur. Voyant entrer quelques personnes dans son bureau, le directeur s'affole, se refuse à parlementer et fait appeler la police par sa secrétaire. A ce moment là, la déléguée C.F.D.T. se désolidarise de l'assemblée, mais elle maintient la décision prise la veille, à savoir :

— déposer un préavis de grève pour lundi, afin qu'une délégation importante puisse aller porter les revendications devant le Conseil Général des Hauts de Seine qui vote en ce moment les statuts et les crédits du personnel.

Après notre départ à la cantine, commissaires et inspecteurs débarquent en civil, pendant que deux cars de police attendent en bas. Ils ne purent que rassurer notre pauvre directeur.

D'un autre côté, le bureau de la C.F.D.T. quoique incomplet renonce à l'intervention devant le Conseil Général des Hauts de Seine, et ne dépose pas de préavis de grève.

Malgré tout, nos déléguées syndicales sont allées ensemble à Nanterre, elles ont pu discuter en toute tranquillité avec le préfet ou son représentant, les réponses qu'elles en ont eu sont, comme d'habitude, évasives.

Dans une lettre adressée à ses membres licenciés, la C.F.D.T. propose une action de longue durée pour examiner et présenter la situation devant le tribunal administratif.

C'est vraiment une action de longue durée que les licenciés, aujourd'hui sans travail, sauront peut-être apprécier dans deux ans.

Toutefois, la visite faite chez le directeur, par la quarantaine de personnes, si elle n'as pas permis la réintégration des licenciés, a stoppé les autres licenciements prévus.

QU'EST-CE QUI PAIE : L'ACTION DES SYNDICATS OU LA NOTRE ?

(extrait de La Base, CA Citroën, 1-71)

C'est une question que ne se posent plus les travailleurs d'un puits de mine des environs de Liège (Belgique). Ceux-ci menèrent une grève très dure en janvier dernier et, à la suite de cette grève, la répression s'abatit, un par un, sur les éléments les plus combattifs.

Ainsi, un mineur espagnol était viré sous le prétexte d'avoir insulté un cheffailon. Vu le manque de preuves et les erreurs juridiques de la direction, le syndicat libéral (minoritaire en Belgique, essayant de faire du recrutement, donc tentant de défendre les intérêts immédiats des travailleurs — uniquement sur le plan *légal*, cela va de soi) prit l'histoire en main et se lança dans d'innombrables réunions, d'innombrables commissions plus ou moins paritaires avec le patronat. Le résultat est que ce mineur n'est toujours pas réintégré. Lui-même désespérant d'un résultat à ces palabres, a déjà trouvé un autre boulot.

Quelques jours plus tard, la direction se rend subitement compte (?) qu'un mineur turc qui a plusieurs années d'ancienneté dans la boîte, n'a pas un rendement suffisant et le fout à la porte. La réaction ne se fait pas attendre : immédiatement, les mineurs turcs, accompagnés de quelques autres, prennent quelques bâtons de dynamite dans les réserves, occupent les bureaux du siège et menacent de tout faire sauter, car, disent-ils « ils s'en foutent que cette sale boîte, et ce ne sera pas plus mal si elle cesse d'exister pour faire chier les mecs ».

Cinq minutes plus tard, la direction leur faisait savoir que le copain était réintégré.

LA LUTTE DE CLASSE (suite)

« La C.G.T. et le Comité d'Entreprise.

Un esprit sain dans un corps sain.

C'est enfoncer une porte ouverte d'affirmer que c'est à travers la pratique d'un sport, quel qu'il soit, que les contacts s'établissent, que les échanges de vue se développent, que l'acuité de perception s'intensifie, que les humains s'apprécient et s'estiment. C'est dans cet esprit que nous invitons les camarades à fréquenter les salles, les aires de sport et que nous les encourageons à exposer leurs idées ».

(Extrait de *Mise au point n° 4, mensuel de la C.G.T., section du journal Le Monde - 12-70*)

SOCIETE DE CONDITIONNEMENT EN ALUMINIUM (S.C.A.L. G.P.)

C'est une boîte de Marseille (Groupe Pechiney) qui fabrique des camelotes en aluminium, en particulier des capsules de bouteilles. Voici le tract distribué en juin 1970, par le syndicat C.G.T. des métaux, sous le titre : « A L'OCCASION DES CONGES

LA VIE DE L'ORGANISATION SYNDICALE

Les Congés payés sont la conquête de très longues et persévérantes luttes de la C.G.T.

- 2 semaines conquises en 1936 ;
- la 3e semaine conquise en 1956 ;
- la 4e semaine conquise en 1963 a été transformée en loi en 1969.

Les 4 semaines de congé sont une NECESSITE pour les travailleurs, pour leur santé, pour la détente qu'imposent les méthodes actuelles de travail.

L'organisation syndicale loin d'en subir un dommage DOIT EN ETRE RENFORCEE. Il nous reste à obtenir une VRAIE semaine de 40 heures, payée autant que notre semaine actuelle de 46, 48 ou 52 heures.

Il nous reste aussi du point de vue du temps de travail au cours de la vie, à obtenir la rendicelle essentielle de la retraite à 60 ans.

Et aussi une 5e semaine pour les jeunes... etc...

TRAVAILLEURS SYNDIQUES

Faites la preuve que les congés obtenus par la lutte RENFORCENT la C.G.T. au lieu de la désorganiser.

PAYEZ DEUX TIMBRES dans le mois qui précède le congé.

METTEZ-VOUS à jour si vous ne l'êtes pas.

La C.G.T. c'est vous-mêmes. Ce sont les travailleurs groupés pour défendre leurs revendications et conscients vis à vis de LEUR CENTRALE SYNDICALE de leur responsabilité.

Travailleurs non syndiqués, participez aussi à ce grand combat pour une vie plus humaine.

PRENEZ LA CARTE DE LA C.G.T. avant votre départ en congés payés.

Où le racolage prend toute sa signification, c'est que la boîte qui avait embauché un certain nombre de filles pour un travail à l'année, en juin 70, en a viré 25 individuellement après la pleine saison, c'est-à-dire en octobre. Peut-être parce que la même boîte avait passé en juillet 70 un ensemble de contrats avec le Combinat de l'industrie de l'aluminium de Titograd (Yougoslavie), lequel « bénéficie déjà de l'assistance technique de Péchiney (comme le dit un communiqué de presse). Concurrence capitaliste des pays « socialistes », ça fait partie aussi du « grand combat pour une vie plus humaine », dont la C.G.T. (et autres syndicats) se disent les animateurs.

LA C.F.D.T. A CITROEN

(extrait de La Base - Janvier 71)

La C.F.D.T. applique dans toutes les usines un régime de terreur. Elle impose sa carte sous prétexte de bons postes, menace ceux qui la refusent. Elle tente d'obliger ceux qui l'ont prise à briser les luttes, elle a même été jusqu'à aller briser la grève des ouvriers de Citroën-Bruxelles. Elle a supprimé les lieux de détente : centre de loisir, discothèque, bibliothèque (les petits chefs devront se distraire à la maison). Elle casse la gueule aux distributeurs de tracts et aux ouvriers qui ne marchent pas droit.

L'usine Saint-Charles

1.800 ouvriers (dont 80 % de travailleurs étrangers). Elle fabrique des boîtes de vitesse.

Depuis que la C.F.T. a pris en main le comité d'entreprise, le self qui était ouvert le matin est maintenant interdit. Le ticket est passé de 48 à 55 centimes et il

faut dix tickets pour bouffer à peu près. Il n'y a qu'une demi-heure pour manger, comme à l'armée. En plus, il y a une queue de 100 mètres avant d'entrer et il faut tout avaler en 10 minutes.

Les ouvriers qui amènent des gamelles n'ont pratiquement plus le droit d'entrer et doivent manger dans la merde, au pied des machines. Il n'y a plus d'embauche, les mises à la porte se multiplient, la production baisse (de 800 à 500), mais les postes sont au milieu des deux chaînes et les gars doivent bosser encore plus (1.000 au lieu de 800).

Le jour d'une paie, les fiches sont incompréhensibles. Au lieu de la quinzaine attendue, il n'y a que des acomptes. La C.G.T. passe et propose un débrayage d'une heure. Elle va discuter avec le patron. Immédiatement 65 % des gars débrayent. Au retour, elle déclare « pas de grève ». Le débrayage va durer deux heures. La C.F.T. a remplacé les grévistes.

Il n'y a plus de pièces et tout le monde sort à 7 heures le soir. Une dizaine de copains sont mis à pied ou mutés.

Balard

A la chaîne 2e finition comme à Saint-Charles, la réorganisation de la paie provoque de vives réactions. Sifflets, chahuts, sabotages, le travail s'arrête pratiquement. A titre de sanction, les chefs veulent faire continuer le boulot. Les ouvriers refusent et se croisent les bras.

Le lendemain, les avertissements pleuvent, mais la direction promet le paiement rapide d'un nouvel acompte.

La seule différence est que la cantine est potable (tenue par un marchand de soupe privé).

UNE VIEILLE REGION INDUSTRIELLE

(12-70 - Hénin Liétard - d'un camarade)

Nous avons appris par une copine que l'exploitation la plus outrancière régnait dans une petite usine de confection ici à Hénin Liétard. Cette usine groupe une centaine d'ouvrières, toutes très jeunes et filles de mineurs pour la plupart. La peur de se retrouver au chômage (pour une fille renvoyée, dix se présentent à l'embauche) rend le patron et ses sbires d'autant plus hargneux. Les cadences sont rapides et les conditions de travail déplorables. Le travail se fait dans un petit atelier où l'air est quasi irrespirable (chaleur, odeurs de transpiration...). De plus, si jamais une ouvrière fait une erreur, la réparation est décomptée du temps de travail, donc le temps passé à cela n'est pas payé. Et comme les salaires ne sont déjà pas bien lourds... à peine le S.M.I.C. Les filles ont demandé de pouvoir faire cela après leur journée. Accord du patron, mais ces heures « supplémentaires » ne sont évidemment pas payées. De plus, il n'existe dans cette boîte aucune section syndicale. Opposition complète du patron dont l'attitude paternaliste estime inutile ce genre de chose (nous aussi bien sûr, mais pour d'autres raisons). A toute réclamation, celui-ci répond par l'alternative suivante : Ou tu t'en vas, ou tu acceptes ». Néanmoins aux dires de notre copine, il se pourrait qu'il se passe bientôt quelque chose. Les filles en ont assez. Nous gardons le contact...

D'UN EMPLOYE DE PARIS

(COFIEMCA - 6-70)

L'écho de boîte paru dans le bulletin n° 97-98, septembre-octobre 1970, sous ce même titre page 25-26, était faux. Celui qui l'avait adressé nous l'a écrit lui-même après la parution, sans rien indiquer de son identité,

ni de ses motivations. Alors, on laisse à chacun le soin d'épiloguer sur le sens réel de ce canular touchant la lutte quotidienne des travailleurs ; à la fois pour I.C.O. et pour le censeur anonyme. Toute forme de critique est valable, celle là comme les autres ; mais elle permet de juger à la fois l'objet de la critique et l'auteur de celle-ci. Ce fait se suffit à lui-même et nous n'estimons pas nécessaire de publier la lettre reçue qui n'ajoute rien à ce que nous venons d'en dire.

L'AVENIR DU MONDE

C'est le titre du bulletin du Comité de Parti (P.C.F.) du journal LE MONDE, lequel ne compte pas moins de 4 cellules. Dans le numéro de novembre 1970, c'est la société future « que nous voulons socialiste » qui y est décrite comme le prolongement des activités « culturelles, sportives, de détente » dans l'entreprise, sous l'égide du comité d'entreprise :

« Les activités culturelles, sportives, de détente, se multiplient dans l'entreprise. Le coup de fouet a été fourni par la gestion directe des fonds du Comité d'Entreprise lui-même.

« L'éclectisme est complet, du voyage à Londres en passant par le service billetterie (location spectacles), la bibliothèque, le labo-photo, bientôt la discothèque, les cours de gymnastique, le ping-pong, tournoi de foot-ball inter-sevices, etc...

« Chacun peut se rendre compte, suivant ses goûts, que l'éventail des activités et organisations est large. La perfection n'étant jamais de mise, tout membre du personnel s'intéressant à tel ou tel sujet, peut apporter ses idées, ses suggestions, participer à créer ce qui manque.

« Comme chaque pierre sert à bâtir l'édifice, le travail de tous contribue à faire d'une mosaïque d'opinions un ensemble concret, sorte de synthèse intéressant ainsi une grande partie du personnel.

« Ce qui prouve que chacun peut cohabiter dans le domaine de l'action créatrice, lorsque les travailleurs dirigent leurs affaires.

« Les esprits chagrins qui ont toujours tendance à parler de monopole, lorsque ce n'est plus le leur qui s'exerce, constatent à leur dépend, que tout est possible lorsque le désir de travailler en commun est le premier souci.

« D'une petite séquence de la vie quotidienne où chaque travailleur se sent intimement mêlé, puisque concerné, à la société future que nous voulons socialiste, où la démocratie puisera ses sources dans les racines mêmes de cette société, c'est-à-dire la base, un grand espoir est permis, sachons le développer de façon qu'il devienne réalité ».

On n'a rien à ajouter.

LA GESTION DE LA CANTINE

(Extrait du tract de la Fédération Française des Travail leurs du Livre - LE MONDE - Novembre 1970)

« PROBLEME CANTINE : une gestion par les travailleurs - un problème difficile - essayons de comprendre ensemble.

« ...de plus les charges des cantines figurent à la rubrique au nom ronflant « œuvres sociales » ce qui est pratiquement exonéré d'impôts. De ce fait, ils gagnent sur deux tableaux, car l'impôt sur la masse salariale est plus élevé. Ajoutant même : « nous vous nourrissons

pour rien ». Certains patrons allant même jusqu'à créer des prix de repas par catégorie. Ce qui leur permet de reprendre d'une main ce qu'ils ont dû lâcher de l'autre à certaines catégories. Toujours au nom des avantages sociaux (1).

« Pour nous, militants à la C.G.T., nous combattons toujours cette politique, contraire aux intérêts de toutes les catégories de travailleurs.

« ET AU JOURNAL LE MONDE, DIREZ-VOUS ! dans cette entreprise la cantine est gérée et administrée par les travailleurs (2).

« POURQUOI ET COMMENT ? lorsque la direction et les syndicats discutent de la gestion des œuvres sociales et de l'argent qui serait attribué au C.E. la direction fit savoir qu'elle ne s'y opposait pas, mais qu'il était évident que la cantine était partie intégrante de ce futur budget : ce qui amena pour le C.E. une subvention de 2 % de la masse salariale ; pour toutes les activités.

« Nous insistons à rappeler que chaque invité prenant des repas à la cantine sans prendre les tickets extérieurs coûte au C.E. 1,63 F, et de ce fait, par les nombre, l'ensemble de la collectivité doit supporter cette perte, qui en fait se traduit par une part d'augmentation supplémentaire sur chaque repas. Cela doit être compris de tous (3)... »

UN PROBLEME POLITIQUE

Le comité d'entreprise CITROEN était géré l'an passé par la C.G.T. Sans doute, pour d'obscures raisons de solidarité entre bureaucrates syndicaux, le comité d'entreprise du Monde, également dominé par la C.G.T., avait loué, en commun avec le comité d'entreprise Citroën, un étang pour les sections pêche des deux comités. Mais, dernièrement, le comité d'entreprise Citroën a été reconquis par la Confédération Française du Travailleur (C.F.T.) et cette situation a été évoquée dans ces termes, au comité d'entreprise du Monde du 28-10-1970 :

« PECHE : L'étang de Ballancourt est géré par le C.E. Citroën qui est maintenant contrôlé par le syndicat C.F.T. Certains membres de la commission se posent la question de savoir s'il est opportun de renouveler l'accord passé avec ce C.E. L'idéal serait de trouver une autre solution, mais il n'est pas facile de trouver des installations comparables à celles de Ballancourt et aussi proches de Paris. La question reste posée et sera à revoir au moment du renouvellement des cartes en accord avec la section pêche ».

- (1) Il apparaît ainsi que la C.G.T. défend d'un côté la hiérarchie des salaires, et de l'autre côté un prix uniforme des repas pour tous, quelque soient le salaire et la fonction.
- (2) On trouve ici exprimée, une fois de plus, l'identification absolue entre le syndicat (ou le parti éventuellement) et les travailleurs.
- (3) Ces lignes sont un appel direct au mouchardage pour que chacun puisse, au nom de sa bonne conscience, dénoncer tous ceux qui prendraient des repas sans payer le prix fort.

LE PARTI COMMUNISTE OU LA DEFENSE DES CADRES

(Extrait de l'Echo des Métallos - section RENAULT - du P.C.F., n° 162, octobre 1970).

« Du fait de sa place dans le processus de production, du fait de son homogénéité, et qu'en se libérant de l'exploitation capitaliste, la classe ouvrière libère en même temps toutes les autres couches de la population.

Et puis aussi, parce que la classe ouvrière n'aspire à exploiter aucune autre couche à son profit.

POURQUOI AVEC LES INGENIEURS, CADRES ET TECHNICIENS ?

Le développement des sciences et des techniques entraîne de profondes transformations dans la composition sociale, et c'est sur les I.T.C. que ce développement se fait le plus sentir, leur nombre allant sans cesse croissant.

Mais en même temps que le nombre d'I.T.C. grandit leur exploitation s'accroît également sous diverses formes. Le pouvoir, le patronat ne peuvent plus se permettre de les privilégier comme ils le faisaient par le passé, ceux qu'ils appelaient le « bras droit » ou le « collaborateur ».

Nous pouvons le constater chez Renault. Les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles. La direction et l'état-patron réduisent de plus en plus le rôle de créateur, de chercheur de l'ingénieur, du cadre, du technicien, pour la recherche du profit immédiat.

Les classes moyennes se transforment, alors le P.C. modifie le contenu de l'unité. Aux « petits » paysans et commerçants, on ajoute les cadres. Cette position on la trouve exprimée sous une forme quelque peu différente dans un article de Lutte Ouvrière (2-11-70) Renault, intitulé « La Seule Voie ».

« Les chefs et les flics ne font qu'appliquer les décisions prises plus haut. Le sabotage ne ralentit pas les cadences et ne change pas la condition des ouvriers.

Aujourd'hui, comme hier, le problème se situe entre la Direction et les travailleurs. C'est la Direction qui détermine la grille des salaires, le rythme de la production, et la surveillance des ateliers. C'est elle qui « organise » l'usine pour la faire servir à ses bénéfices. Elle emploie pour cela maîtrise, grande et petite, et flics de tous poils. C'est à elle que nous devons réserver nos coups, même si tel ou tel chef abuse de son pouvoir pour nous contraindre, par des brimades, à faire « sa paie ». Dans l'armée, ce n'est pas l'adjudant qui est responsable, même s'il est souvent haïssable, c'est le système et ceux qui le dirigent.

Le pouvoir exploite aussi les I.T.C., témoin par exemple la fiscalité écrasante à laquelle ils sont soumis, alors que les grands capitalistes bénéficient de privilèges illimités.

Face à cela le mécontentement des I.T.C. va grandissant. La dernière période nous l'a montré, grève pour le statut de nationalisation à la D.V.D.E., la D.M.A., etc... mouvements sous diverses formes pour de meilleures conditions de vie et de travail, pour la fiscalité, etc...

Comme on le voit, il existe des bases sérieuses pour l'alliance entre les travailleurs intellectuels et les ouvriers.

Le mécontentement grandissant, l'idée également grandissante que pour changer quelque chose, il faut changer le régime actuel.

Il n'y a pas non plus incompatibilité à ce que les ouvriers et les I.T.C. se retrouvent côte à côte pour défendre leur intérêts comme par exemple à la D.M.A. au Dpt 54.

L'Echo spécial I.T.C. qui est aujourd'hui distribué à tous les travailleurs de l'usine, se fixe comme but d'aider à se rapprochement. Par le contenu de ses pages, il espère donner une vue réelle à tous de la situation des ingénieurs, cadres et techniciens, en même temps qu'il propose des perspectives d'avenir ».

Or, la direction ne connaît qu'un langage, celui de l'argent que doit lui rapporter son entreprise. Les travailleurs peuvent faire que cet argent ne rentre pas, que les amortissements ne se fassent pas, que l'usine ne tourne pas...

Nous le savons tous, au fond, comme nous savons aussi qu'il n'y a pas de solution miracle ; ni grève tournante, ni grève catégorielle, ni sabotage, ni lutte anti-chefs.

La seule solution, c'est la grève, la grève de tous les ouvriers du groupe Renault. Unis dans l'action, nous pouvons faire rendre gorge à la Direction.

Il n'y a pas d'autre voie ».

(Lutte Ouvrière - RNUR Billancourt Bureaux 2-11-70)

JE SUIS ACTIONNAIRE DE RENAULT

On m'a donné, en grande pompe, à moi OS2 aux usines Renault Billancourt depuis 20 ans, 9 action 8 dixièmes de la R.N.U.R. où je me fais exploiter quotidiennement. Des bouts de papiers colorés en accordéon où un ordinateur a inscrit mes nom, adresse et des numéros. Il paraît qu'on est 45.600 comme ça à avoir reçu 542.000 actions avec toute la hiérarchie obligée.

Et Dreyfus m'a remis une lettre de deux pages incompréhensibles du décret du 21 juillet 1970 « diffusion réservée au personnel actionnaire ».

Propriétaire, actionnaire, ils y tiennent, je le serai ; ça va coller à ma condition de prolo « privilégié » de la plus grosse boîte de France « aussi longtemps que vous le désirerez », comme ils me l'écrivent. Ça revient

12 fois, pas moins, dans leur lettre, ces mots qu'ils veulent magiques, à vous en donner le tournis. J'aurais même le droit d'élire un administrateur, qui, par hasard se retrouvera être un bonze syndical d'une boutique ou d'une autre, c'est du kif. J'ai déjà reçu une bonne douzaine de papiers où mes futurs représentants parlent tous de défendre quelque chose.

L'offensive psychologique bat son plein : « regardez donc comme elle tourne bien l'usine pilote, le bastion ouvrier : ficelés, ligotés tous ceux qui font partie du personnel actionnaire », les mêmes qui sont mensualisés, encadrés par tout le réseau des accords d'entreprise et par les syndicats. Les autres ouvriers, ni mensuels, ni actionnaires, à quoi bon en parler, c'est la

main-d'œuvre qui passe, étrangère, dans tous les sens du terme : présentement, la police syndicale et celle de la R.N.U.R. suffisent largement à les maintenir dans son domaine strict, celui de l'exploitation sans fioritures : les besoins « élémentaires » suffisent à les faire marcher ; point nécessaire de recourir à toutes les astuces de la participation pour les associer à la marche de l'entreprise, pour leur donner des raisons d'accepter le travail et leur vie. Et si c'est nécessaire, les « actionnaires » ouvriers auront l'œil quotidien à ce que ces « autres » marchent droit. Journaux, radio, télé, je l'ai entendu seriner sur tous les tons que j'avais reçu des actions ; c'était pour moi, pour me persuader de mon bonheur et de mes intérêts ; c'était tout autant pour les autres de partout, pour qu'ils se bercent des mêmes illusions, qu'ils m'envient moi, membre du « personnel actionnaire ».

Il y a peu, j'ai reçu aussi une brochure contenant l'accord d'entreprise du 27 mars 1970, signé Dreyfus (P.D.G.), Halbeher (C.G.T.), Loret (C.F.D.T.), Rizzotto (C.F.T.), Collette (F.O.), Remoussin (C.G.C.) (avec leur paraphe s'il vous plaît pour garantir l'authenticité du document). Le préambule contient l'essentiel, c'est-à-dire le sens qu'ils donnent tous à l'accord :

« L'expérience a montré que depuis l'accord de septembre 1950, un accord contractuel, comportant des engagements réciproques, constituait la base souhaitable des relations entre salariés et employeurs tout en préservant l'efficacité et les possibilités de développement de l'entreprise nationalisée. C'est dans cette perspective que la direction générale de la R.N.U.R. et les organisations syndicales soussignées ont décidé de conclure un nouvel accord valable jusqu'au 31 décembre 1971 ».

Du contenu de l'accord, on en a déjà parlé (mensualisation au bout de 15 ans pour un OS, réduction d'horaire de 12 minutes par jour, y compris 5 qu'on tolérait déjà, garanties en cas de mutation, et un foule d'autres bricoles) (1) ; ça rejoint quant au but recherché ces histoires d'actionnaires. « Engagement réciproque », ça j'ai compris depuis longtemps ce que ça veut dire pour un syndicat.

L'entreprise moderne doit, pour fonctionner normalement, avoir un minimum de « participation » : la R.N.U.R. cherche ainsi à avoir une « base sûre » constituée par les mensuels actionnaires ; il est bien évident que cela durera autant que les contradictions du système capitaliste ne videront pas ces accords de tout contenu réel, faisant ainsi éclater aux yeux de tous la mystification. Patrons et syndicats font tout pour que je ne vois pas clair.

Pour l'instant, être actionnaire, comme être mensuel, cela en flatte un certain nombre (et pas si négligeable que ça). Que ça dure ou pas, c'est toujours ça de pris pour la Régie. Celle-ci manie d'ailleurs habilement le sucre et le bâton, puisqu'il y a plus d'un mois, Dreyfus annonçait à tous, par un courrier spécial, les réductions d'horaires et les mutations à la Division Machines Agricoles au Mans : pour nous faire réfléchir et nous

rendre encore plus sensible le privilège de mensuel actionnaire.

Il faut bien tout ce conditionnement (qui répond pour une large mesure au besoin de sécurité des travailleurs) pour faire avaler cette beauté de l'actionnariat. Parce que les papiers colorés qu'on me remet, ils vont dormir dans le tiroir pendant 5 ans, sauf si je me marie, ou si je pars à la retraite ou dans le trou. Et encore, c'est la R.N.U.R. qui contrôlera les opérations, fixera les prix et limitera les spéculations.

Ce fric en papier qu'on me « donne », d'où vient-il ?

C'est l'Etat qui le laisse à la R.N.U.R. au lieu de l'empocher au titre de bénéfices ou d'impôts ; ça évite à l'Etat d'avoir à filer des subventions à Dreyfus pour tenir la concurrence ou bien à Dreyfus de chercher du fric pour des emprunts en France ou en Suisse. Ça permettra à tous de clamer que les finances de la Régie sont saines. Ça doit être ça qu'ils appellent dans l'accord d'entreprise « préserver... les possibilités de développement de l'entreprise nationalisée ».

Parce que ce fric, Dreyfus le garde et je n'en vois que la couleur du papier des actions. Je ne sais même pas ce que ça représentera dans 5 ans avec une dévaluation d'au moins 50 % et à un cours qui sera fixé finalement par les dirigeants eux-mêmes. C'est comme s'ils me filaient une rallonge mais augmentaient en même temps les impôts pour me piquer aussitôt ce qu'ils m'auraient généreusement octroyé. Avec « mon » fric, Renault va investir, c'est-à-dire accroître « l'efficacité » (la productivité) et construire de nouvelles chaînes ici ou en Algérie, ou en Australie, « mon » fric servira ainsi à me garantir une meilleure exploitation à moi et à tous mes frères de misère de par le monde.

Autrefois, pour me piquer ce qu'on appelle la plus value, le patron n'avait pas besoin de tout ce cinéma. Il faut croire qu'il ne se sent pas si sûr de lui pour prendre tant de gants maintenant ; c'est ça la transformation du capitalisme. Il n'y a pas que Dreyfus qui pousse dans ce sens. Si ça rentre aussi facilement dans la cervelle de certains, c'est parce que de précieux auxiliaires ont préparé le terrain. La propagande de la CGT nous serine à longueur d'année la défense de la nationalisation ; elle doit être ainsi heureuse de voir que, dans le sens de ce qu'elle a signé dans l'accord d'entreprise, les travailleurs contribuent à la bonne œuvre capitaliste d'Etat (même si l'on peut renifler dans cette histoire d'actions une tentative de dénationaliser la R.N.U.R., on souligne simplement en passant, parce qu'on s'en fout qu'elle soit nationale ou pas).

Pour la C.F.D.T., ils doivent eux aussi pavoiser, eux qui écrivent :

« En 1954, la création des comités d'entreprise a permis à la classe ouvrière de faire un bon en avant... dans une perspective nouvelle et avec une gestion des travailleurs... Les comités d'entreprise représentent un outil vivant de la promotion sociale et culturelle pour les travailleurs... » (Notre lutte - C.F.D.T. Renault Billancourt - 6-11-70, n° 305) (travailleurs, ça veut dire syndicat comme toujours)

Avec « l'assurance de ma considération distinguée », comme me l'écrit Dreyfus. (12-70)

(1) Voir article sur la mensualisation - ICO n° 97-98, p.13

Orientation d'I.C.O.

CE QU'EST I.C.O. : ORIENTATION DE DISCUSSION

Une réunion spéciale des camarades de Paris a été consacrée à la discussion d'un texte mis au point par quelques camarades et devant remplacer « Ce que nous sommes, ce que nous voulons », figurant à la dernière page de chaque bulletin.

Si on a le temps, on fera dans I.C.O.-LIAISONS un compte rendu détaillé de ce débat. Ce qui suit essaie de dégager les points d'orientation qui ont révélé des conceptions divergentes.

Au cours et à la suite de ce débat, des additifs au texte initial, ou de nouvelles rédactions ont été proposées. Nous donnons ci-après les deux textes proposés en soulignant les points de divergence.

Le but n'est pas de maintenir à tout prix « l'unité d'I.C.O. » nous savons tous qu'elle n'existe pas (1). Au contraire, nous pensons que les points d'orientation

qui ont révélé des divergences doivent constituer des axes d'une discussion théorique qui doit être menée le plus loin possible sans souci de préserver l'existence même d'I.C.O.

La formulation de ces axes de réflexion théorique est celle que lui a donné la discussion pratique. Les camarades ou les groupes de camarades qui reprendraient l'un ou l'autre de ces thèmes pour l'approfondir, doivent d'abord les formuler de la manière la plus générale possible pour sortir du cadre étroit d'I. C. O. Il nous paraît important que chacun des axes de réflexion fasse l'objet de débats suivis dans des groupes de discussion, même s'ils doivent plus ou moins épiéter les uns sur les autres, alimentant ainsi le débat théorique dont nous avons défini les bases pratiques (voir éditorial du N° 97-98 d'I.C.O.)

I. - I.C.O. groupe de travailleurs ou groupe politique ?

Cette divergence est apparue dans la question : pour-quoi changer la formule de présentation ? A la formule initiale d'I.C.O. (regroupement de travailleurs confrontant leurs expériences) s'est opposée la formule nouvelle tenant compte de ce qu'est *réellement* I.C.O. aujourd'hui, et des transformations intervenues depuis mai 68. La position de ces camarades peut se résumer ainsi : même s'il était formé uniquement de travailleurs (ce qui n'est pas le cas) I.C.O. serait quand même un groupe *politique* ne pouvant s'identifier avec un orga-

nisme quelconque formé par des travailleurs au cours d'une lutte. Il faut donc présenter ce groupe politiquement avec ce qui nous unit — ou nous désunit. Ce débat introduit le second point tout en s'en distinguant nettement.

(1) pas plus que dans les autres groupes dits « cohérents ».

II. - I.C.O. groupe de réflexion ou groupe d'action ?

Cette question se distingue de la première en ce sens que la conclusion (I.C.O. groupe de travailleurs mettant en commun leur expérience ou I.C.O. groupe politique se définissant par une réflexion sur le capitalisme et sur les luttes) laisse ouverte le problème : *QUELLE DOIT ETRE L'ACTIVITE D'UN GROUPE ?* (problème de l'action si l'on veut). On peut la formuler de diverses manières :

- I.C.O. doit-il simplement viser à diffuser des informations sur les luttes, les réflexions à leur sujet et des textes plus généraux d'analyse du capitalisme et des luttes (c'est-à-dire se limiter aux publications actuelles).
- I.C.O. doit-il essayer de diffuser ses idées dans cette même optique, mais sous une for-

me plus concrète pouvant se définir par une action individuelle ou collective d'information et de propagande.

- I.C.O. doit-il dépasser ce rôle d'information et de propagande et intervenir en tant que groupe dans les luttes avec des positions ou des propositions concrètes d'aide matérielle ou autre ? Pense-t-on même que ce rôle puisse être élargi à d'autres tâches dans une situation qui verrait la généralisation des luttes.

Ces questions se ramènent au débat introduit dans I.C.O. sous le titre : quels sont les rapports entre un groupe et le mouvement ouvrier autonome ?

III. - Quel doit être le champ de réflexion ou d'activité d'I.C.O. ?

Cette question liée à la précédente en est également distincte. C'est celle qui met en cause les notions théoriques de base les plus importantes. Elle s'est séparée dans la discussion en trois thèmes :

- A) notion de prolétariat et de lutte de classe (travailleurs productifs ou improductifs)
- B) y a-t-il des lieux privilégiés de la lutte de

classe contre le capital et l'aliénation : lieux de production, entreprises, lieux de consommation...

- C) l'impérialisme et le rôle des luttes de libération nationale.

Il est évident que la discussion sur ces thèmes sous-tend les préoccupations touchant le problème du militantisme posé sous le titre 2.

PROJETS DE PLATE-FORME

Les deux textes qui suivent, I et II, ont une origine différente.

Le Texte I a servi de base à la discussion entre les camarades de Paris. Les mots ou les phrases en italique sont ceux qui ont donné lieu à des désaccords. En annexe figurent des paragraphes que d'autres camarades ont proposé comme compléments.

PREMIER PROJET

Ce texte n'est pas un programme : il ne prétend pas juger aujourd'hui définitivement de la ou des formes d'organisation révolutionnaire que prendront les travailleurs. Il vise à orienter les discussions et les débats théoriques en fonction du contenu réel de la lutte de classe. Ce texte est donc tributaire du niveau des luttes actuelles. Il veut être le reflet des idées-force d'I.C.O. fin 1970. C'est tout. Toute modification de cette nouvelle plate-forme, susceptible de clarifier davantage certains points est non seulement souhaitable, mais nécessaire.

I.C.O. réunit des camarades d'origine différente, travailleurs, étudiants qui veulent apporter dans la mesure des moyens existant aujourd'hui, une contribution à la lutte de classe.

La lutte de classe est la réponse des travailleurs à l'exploitation capitaliste, sous toutes ses formes. Ce système d'exploitation est mondial, mais connaît un degré de développement inégal selon les pays : capitalisme fondé sur la propriété privée des moyens de production, capitalisme d'Etat dans les pays de l'Est. Mais le clivage le plus important se situe entre :

- 1) les pays qui ont connu une révolution bourgeoise ou son substitut, qui ont réalisé l'accumulation primitive de capital et la « révolution industrielle »
- 2) les pays qui doivent encore faire face au problème du développement.

Dans les pays industriellement développés, le prolétariat est devenu la force essentielle qui produit la majeure partie des richesses sociales, et qui est la seule capable de mettre fin à l'exploitation du salariat. La lutte de classe se déroule donc surtout sur les lieux de production. Voilà pourquoi I.C.O. reste centré principalement sur les luttes d'usine.

L'analyse des luttes en France et dans les autres pays, l'expérience de ceux d'entre nous qui y sont mêlés directement, nous ont amené à lutter pour tout ce qui peut renforcer l'autonomie ouvrière, et à combattre contre tout ce qui empêche de prendre sa dimension révolutionnaire. La diffusion d'informations sur les luttes en cours, l'incitation à des discussions capables de les faire progresser en les décloisonnant et en mettant en contact des travailleurs entre eux, tels sont pour le moment, les moyens limités dont dispose I.C.O.

Quotidiennement les intérêts fondamentaux des travailleurs se heurtent aux organisations traditionnelles qui prétendent les représenter : les partis politiques (donc aussi les groupuscules) et plus encore les syndicats. Ceux-ci sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Dans les grèves sauvages, les occupations, la forma-

Le Texte II a été établi par un groupe de travailleurs participant à I.C.O. ultérieurement à la discussion.

DEUXIEME PROJET

Les camarades qui élaborent ce bulletin ne sont ni les penseurs de la classe ouvrière, ni ses chefs éclairés et n'aspirent pas à le devenir. Aussi ce texte ne constitue-t-il pas un programme ou une plate-forme d'action, mais l'état provisoire d'une discussion permanente que chacun peut remettre en question en tout ou en partie.

Nous ne voulons pas semer la bonne parole, n'ayant à offrir ni doctrine ni mot d'ordre. N'étant asservis à aucune chapelle politique, nous voulons rester libres de chercher non pas une vérité absolue et définitive, mais des contacts avec d'autres individus qui, comme nous, n'ont plus confiance dans les organisations dites ouvrières, partis et syndicats ; notre expérience nous a apporté la preuve qu'ils étaient des organes de défense liés au système d'exploitation et d'aliénation de la société actuelle.

Dans les démocraties bourgeoises occidentales, les partis communistes et les syndicats qu'ils dirigent tendent au pouvoir par la voie parlementaire en vue d'instaurer un capitalisme d'Etat, type satellite de l'U.R.S.S. Les bureaucraties syndicales participent déjà par l'intermédiaire des comités d'entreprise et des organismes genre conseils économiques à la gestion de l'entreprise et de l'Etat capitaliste. Nous ne perdons pas de vue qu'une certaine forme du capitalisme lutte encore contre l'implantation du syndicat dans les entreprises, donnant à celui-ci un visage de défenseur des travailleurs.

Dans les pays dits socialistes, les partis constituent l'armature de la nouvelle classe dominante, la bureaucratie du capitalisme d'Etat, les syndicats (organisations étatiques) embrigadent et contrôlent la classe ouvrière dans l'exécution des plans de production.

Travailleurs parmi d'autres, nous nous informons mutuellement des problèmes qui se posent tant sur nos lieux de travail que dans le domaine de notre vie quotidienne ; nous essayons de dénoncer les manœuvres syndicales et politiques, de discuter de nos revendications comme de nos conditions de vie et de nos efforts pour les transformer.

Dans nos entreprises, nous devrions prendre en main nos luttes avec les autres travailleurs et nous battre contre le patron et nos conditions d'exploitation, sans nous en remettre aux syndicats et aux organisations politiques, partis ou groupuscules, du soin de nous représenter. C'est pourquoi au cours des grèves sauvages et des mouvements revendicatifs spontanés, nous nous élevons contre tout dialogue avec le patronat ou l'Etat, établi en notre nom par des représentants qui n'auraient pas été mandatés par les travailleurs en lutte.

Dans les conflits, nous intervenons comme travailleurs et non comme membres d'une organisation ou d'un groupe. Pour que les mouvements soient unitaires, nous préconisons la création de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs. Nous défendons des revendications non hiérarchisées et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir le combat et contre tout ce qui tend à l'isoler.

premier projet (suite)

tion de comités de base, le refus de revendications catégorielles qui renforcent la hiérarchie et la division, les travailleurs tendent de plus en plus à prendre en main leur propre *lutte*, et à se battre, contre le patron et les conditions générales d'exploitation en dehors des syndicats et autres formes organisées du dialogue entre les classes.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que tentent d'imposer les travailleurs. *Nous ne pouvons en aucune manière nous substituer à eux.*

Cela ne veut pas dire que nous renonçons à lutter contre le poids des structures mentales du passé et de la classe dominante chez les travailleurs eux-mêmes. *Pour cela nous nous efforçons d'élaborer des propositions concernant : l'organisation des travailleurs, le contenu d'une société sans classe qui en aura fini avec l'exploitation.*

Paragraphes distincts proposés pour être insérés dans ce projet

- 1) Nous ne considérons pas la lutte comme une construction que l'on peut faire déjà en soi-même par la pratique de certains actes exemplaires ou ensemble par l'action collective d'éléments conscients. Ces conceptions sous tendent une idéologie dirigeante supposant que les travailleurs sont incapables de trouver leurs propres formes d'organisation.
- 2) L'histoire nous donne quelques exemples de tentatives généralisées d'auto-organisation des travailleurs : Russie 1917, Allemagne 1918, Espagne 1936, Hongrie 1956.
- 3) Si nous considérons déterminantes les luttes sur les lieux de travail, nous ne devons pas négliger les luttes qui se déroulent en dehors des lieux de production, au niveau de la « vie quotidienne » : lieux d'habitation, transports... Nous tenons bien sûr à préciser que ces luttes ne pourront trouver de solution qu'en liaison avec celles qui touchent les lieux de production pour supprimer toute exploitation.

Notre projet est de tenter une synthèse de ces deux textes en prenant un ordre différent : les points d'accord d'abord et ensuite les divergences. Nous souhaitons que tous les lecteurs d'I.C.O. s'associent à cette discussion.

deuxième projet (suite)

Nous savons que dans la mesure où l'exploitation des travailleurs est internationale, l'autoémancipation ne pourra elle aussi se réaliser qu'à l'échelle internationale. C'est pourquoi nous tentons, sur la base d'information venant de milieux ouvriers, de faire connaître et d'aider dans la mesure de nos moyens les luttes autonomes des travailleurs de tous les pays — de ceux des pays de l'Est ou de l'Ouest comme de ceux du Tiers-Monde — en nous élevant contre leur utilisation par les bourgeois ou les bureaucraties nationalistes ou dites socialistes.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toutes les sociétés d'exploitation et toutes les organisations — politiques et syndicales — qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs, et à discuter des problèmes généraux que tant les partis que les groupuscules tiennent pour résolus : nature du mouvement ouvrier et de la lutte des classes dans les pays industriellement développés et dans les pays dits sous-développés — industrialisation du Tiers Monde et nationalisme — capitalisme d'Etat — hiérarchie — gestion bureaucratique — abolition de l'Etat et du salariat — guerre, racisme, socialisme.

Alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations « ouvrières », nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination. Ces mouvements montrent que les ennemis de toute action autonome des travailleurs ne sont pas seulement le patronat et l'Etat capitaliste, mais aussi les syndicats et leurs bureaucraties en tant qu'organisation de « défense » des travailleurs reconnues par le régime. Ce sont donc ces luttes et les formes pratiques que leur donnent les travailleurs qui peuvent ouvrir des perspectives d'émancipation à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Nous considérons que ces luttes et à travers elles, les discussions destinées à clarifier le sens de nos expériences communes, sont une étape sur le chemin qui peut nous conduire à la prise en main de nos propres luttes. Ce sera une des premières conditions vers la transformation de tous les rapports sociaux et la gestion des moyens de vie que nous aurons nous-mêmes mis en place.

Cela conduira à l'abolition de toute hiérarchie, de toute fonction de commandement et d'exécution, de toute séparation de l'administration et de la production, et de toute suprématie du travail intellectuel sur le travail manuel.

Nous pensons que ce n'est pas dans ces conditions que l'individu pourra s'épanouir dans une totale liberté.

Dans les pays industriellement développés comme dans les pays du Tiers Monde, la libération des travailleurs ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; aucun parti ni aucune organisation ne peut se substituer à eux dans cette tâche d'autoémancipation.

polonais » qui commença à Poznan en 1956 quand les ouvriers de l'usine de locomotives Zyspo se révoltèrent contre la dictature stalinienne. Les affrontements entre les insurgés et les tanks gouvernementaux firent déjà au moins cinquante trois morts.

La similitude des luttes, à l'Ouest comme à l'Est, montre que le Capitalisme, qu'il soit de type oriental, c'est-à-dire d'Etat, ou occidental, c'est-à-dire semi-étatique semi-privé, se trouve placé partout devant les mêmes problèmes et les mêmes contradictions.

La classe dirigeante polonaise a écrasé militairement les « fauteurs de trouble ». Mais cela n'a pas suffi. Elle a dû changer quelques dirigeants, et maintenant, Gierek, le nouveau maître de la Pologne, doit même « promettre de ranimer » une « démocratie » morte depuis longtemps, en s'efforçant « de définir un style nouveau de rapports entre gouvernants et gouvernés » (Editorial du Monde du 14-1-71), et plus encore de « consulter » les conseils ouvriers créés spontanément et démocratiquement en 1956 avant d'être « mis en hibernation » par Gomulka.

Que le style de gouvernement soit « nouveau » ou classiquement bureaucratique et policier, il n'en reste pas moins qu'une lutte de classe active persiste en Pologne (comme ailleurs) entre gouvernants et gouvernés, dirigeants et dirigés, exploités et exploités. Tant que des appareils bureaucratiques imposeront aux travailleurs la volonté d'une classe qui les domine, les mots « démocratie » et « socialisme » recouvriront la même escroquerie dictatoriale.

Car la question primordiale est :

Quel pouvoir exercent concrètement les conseils ouvriers ?

Comment fonctionnent-ils en réalité ?

Qui gère finalement l'économie et la vie sociale ?

Le gouvernement polonais s'est montré assez fort pour que l'intervention de l'armée d'occupation russe (vingt mille soldats russes stationnent en Pologne) ne soit pas nécessaire. Dans le cas contraire les chars russes seraient intervenus comme ils l'ont fait pour écraser l'insurrection et les conseils ouvriers à Budapest en 1956 ou pour imposer la domination russe à Prague en 1968, contre la volonté po-

pulaire. Et la classe dominante du « monde libre » n'aurait protesté que pour la forme, faisant confiance à la classe dominante des « démocraties populaires » et de la Russie pour ramener l'ordre « chez elle ». Si Moscou et Washington décidaient de mettre un terme à leur « coexistence pacifique », l'Ouest déclanchant une prétendue « croisade de libération », et l'Est une tentative de « destruction du capitalisme », ce ne serait en fait qu'une guerre entre états capitalistes destinée à résoudre, au prix de millions de morts, leurs difficultés économiques et sociales. Hier aussi les deux guerres mondiales de 14-18 et 39-45, présentées de part et d'autre comme lutte contre la barbarie, n'étaient destinées qu'à résoudre les difficultés économiques et à écraser l'esprit de révolte du prolétariat mondial. Car les classes dirigeantes du **monde entier** sont toujours solidaires entre elles lorsqu'il s'agit d'éviter ou de briser la solidarité des classes dominées : elles savent que **seule** cette solidarité met leur puissance en danger.

Il est certes moins dangereux pour la bourgeoisie de laisser « l'opinion » se polariser sur des victimes précises, soigneusement mises en vedettes (Burgos, Lénine ou Angela Davis) conformément à l'idéologie bourgeoise du culte de la personnalité, que de risquer des manifestations de solidarité de classe effective à l'occasion de luttes qui nous concernent tous.

Ce que nous voulons dénoncer ici, ce n'est évidemment pas l'action des minorités basques, juives ou noires : c'est l'exploitation qui en est faite par toutes les fractions de la pensée bourgeoise. Nous voulons au contraire mettre l'accent sur la lutte autonome des exploités qui **seule** détruira le Capitalisme.

Et cette action autonome se retrouve même au niveau de la lutte quotidienne, chaque fois que les travailleurs, ignorant syndicats et partis, prennent en main leur propre lutte.

En cette époque de nouvel an où le gouvernement présente, avec ses vœux traditionnels, son train de hausses non moins traditionnel, l'exemple des ouvriers polonais (aux dernières nouvelles, ils se sont mis en grève à Gdansk pour défendre deux cents d'entre eux arrêtés) risque par trop d'être contagieux. Il vaut mieux ne pas prendre de risques inutiles et ne pas trop en parler. Ainsi raisonne la bourgeoisie.

A NOUS D'EN PARLER.

Ce texte a été, pour l'essentiel, repris d'un tract rédigé et diffusé par les camarades de Paris. Ceux-ci peuvent adresser ce tract pour reproduction et diffusion éventuelle, à tout camarade intéressé.

PUBLICATIONS

NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1966 : 50 - 1968 : 74, 75, 76 - 1969 : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95-96 (ce dernier numéro ronéoté de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98, 99, 100.

BROCHURES D,I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F).

- LE LENINISME EN QUESTION (1 F).
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- TEXTES DIVERS 1970 (1 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA CYBERNETISATION (1 F).
- L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 F).
- LIAISONS INTERNATIONALES n° 2, 3, 4 et 5.
- I.C.O.-LIAISONS n° 1 (compte rendu de la rencontre du Bessat 1969 et opinions sur cette rencontre).

Textes de base disponibles

- LENINE PHILOSOPHE
(collection des Cahiers Spartacus) (A. Pannekoek).
- PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS
(S. Bricianer) (Editions E.D.I.).
- REPOSE A LENINE
(A. Gorter).
- THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL
(en anglais - brochure de Solidarity) (ces quatre ouvrages sont disponibles à prix réduit - demander à I.C.O.).
- L'AUTOGESTION, L'ETAT ET LA REVOLUTION
(brochure de Noir et Rouge - 2,50 F).

AUTRES PUBLICATIONS EN DEPOT

Dorénavant, nous n'accepterons plus en dépôt des publications, même de groupes pouvant participer au travail d'I.C.O., sauf si l'ouvrage en question est considéré par les camarades de Paris comme un ouvrage de base sur les grandes lignes duquel ils seraient d'accord.

Les publications qui suivent sont ce qui nous reste de dépôts antérieurs (quelques exemplaires seulement, sauf pour Archinoir n° 3) ; après diffusion, ce dépôt ne sera pas renouvelé :

- L'IDIOT INTERNATIONAL - édition spéciale Nanterre partout - mars 70 (1 F).
- LE SABOTAGE (Pouget) (enveloppe timbrée à 0,50).
- ARCHINOIR n° 2 (2 F), n° 3 (2,50 F).
- PARIS MAY 68 (en anglais, brochure de Solidarity) (1 F).
- CAHIERS DE MAI - n° 1, 15 mai 68 (1 F).

RUBRIQUE DES PUBLICATIONS

QUELQUES INFORMATIONS

Des camarades ont demandé à différentes reprises des collections de l'internationale Situationniste : l'I.S. vient de rééditer en un seul volume tous les numéros parus ; commande directe possible à Van Genep Ltd, 128 Nes Amsterdam (Hollande) contre 31 F plus 2,50 pour frais d'envoi.

— « IDEOLOGIE ET LUTTE DE CLASSE EN CHINE » n° 3 de « Pour l'organisation du pouvoir des conseils de travailleurs » (Colonne L) ; nous reparlerons de cette brochure qui tente une analyse de la lutte de classes actuellement en Chine.

— CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS - n° 7, décembre 1970 - Sommaire : La duperie antifasciste - Leçons de la révolution espagnole - L'interprétation du

marxisme par Lénine - Parlements et partis - Notes de lecture (Cuba est-il socialiste ?) (Camoin B.P. n° 326 - 13 Marseille 01) ; disponible à I.C.O. ainsi que les numéros 5 et 6. Le numéro 4 contenant les Thèses sur la Chine est épuisé, nous ne pouvons servir les demandes de camarades (chaque numéro 2 F).

— I.C.O. LIAISONS - n° 2 - Correspondance et textes concernant principalement l'orientation d'I.C.O. et la division en plusieurs publications (envoi sur demande).

— LIAISONS INTERNATIONALES - n° 6 - Rappel de ce que propose d'atteindre ce bulletin pour les liaisons et les informations touchant les luttes - Sommaire de publications de différents pays (M.C. Gilles, B.P. 12, Ixelles 2, 1050 Bruxelles, Belgique) (abonnement - minimum 4 F).

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :

24 F (France) - 30 F (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.